

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DROITS ET DEVOIRS  
DU  
SPECTATEUR AU THÉÂTRE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera présentée et soutenue le 13 Mars 1907, à 2 h. 1/2.*

PAR

**ROBERT FALCO**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL  
ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES Sceaux

---

*Président :* M. AMBROISE COLIN, professeur.  
*Suffragants* { MM. RENAULT, professeur.  
WEISS, professeur.

---

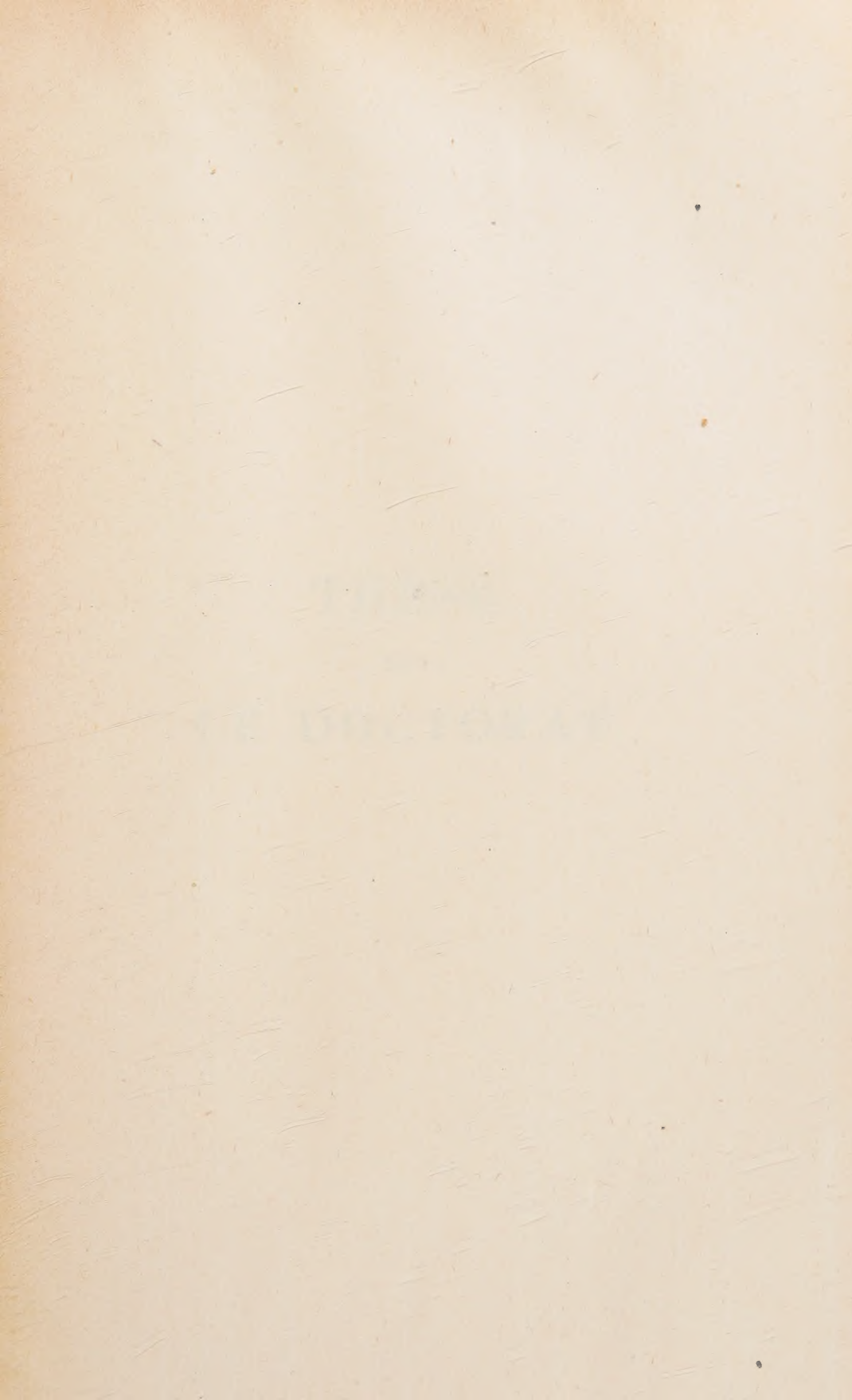
LAVAL

L. BARNEOUD & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS

8, RUE RICORDAINE, 8

1907







THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DROITS ET DEVOIRS  
DU  
SPECTATEUR AU THÉÂTRE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

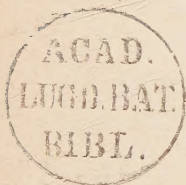
*Sera présenté et soutenu le 13 Mars 1907, à 2 h. 1/2.*

PAR

**ROBERT FALCO**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL  
ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES SCAUX

---



*Président :* M. AMÉROISE COLIN, *professeur.*  
*Suffragants* { MM. RENAULT. *professeur.*  
WEISS, *professeur.*

---

LAVAL

L. BARNEOUD & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS

8, RUE RICORDAINE, 8

---

1907



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## NOTIONS HISTORIQUES

Aux temps reculés où les premières scènes du genre dramatique consistaient pour les tribus nomades à reproduire les luttes de la guerre pendant les loisirs du camp, à réciter des exploits héroïques à l'ombre des palmiers, ou à danser autour d'une arche sainte, on chercherait vainement dans ces cérémonies, presque exclusivement religieuses, une analogie quelconque avec le spectacle tel que nous le concevons aujourd'hui. L'antiquité grecque et latine elle-même, malgré la magnificence et le développement qu'elle donna aux représentations et aux jeux publics, ne posséda pas de théâtres organisés selon le principe de nos établissements modernes. Le théâtre faisait alors partie de la vie même de la nation, et la forme de l'entreprise privée était inconnue des anciens.

Lorsque le Thespis de la légende conduisait ses acteurs sur un théâtre ambulant, le commerce n'avait pas encore avili l'art, et quand, après la chute d'un certain Pratinas qui jouait sa pièce sur un amphithéâtre de bois, les Athéniens eurent fait construire de magnifiques théâtres de pierre, le spectacle ne devint pas un divertissement profane, mais fut toujours considéré

comme un acte du culte, un hommage à Dionysos, à tel point que tout délit commis pendant une représentation prenait la gravité d'un sacrilège et était puni comme tel.

Les spectacles athéniens n'avaient pourtant pas la même publicité que les cérémonies du culte, car le théâtre n'était pas entièrement gratuit. Il y avait deux sortes de places. Le droit d'occuper les places non payantes qui étaient les plus rapprochées de la scène s'appelait *proédrie* (προεδρία). C'était un privilège attaché à certaines fonctions publiques et qui plus spécialement appartenait aux prêtres des divers cultes, aux hauts dignitaires de l'Etat, archontes, stratèges, et à ceux qui avaient rendu à la République des services signalés.

Le prix des places ordinaires était uniformément de deux oboles (environ 0 fr. 32) par jour. Des jetons d'entrée étaient délivrés d'avance par le fermier du théâtre qui avait la charge de tenir l'édifice en bon état. A partir du temps de Périclès, on distribua aux indigents, afin de leur permettre d'assister gratuitement aux spectacles, une indemnité calculée sur le nombre de jours que devait durer la fête : une caisse spéciale appelée « *théorikon* » était affectée à cet emploi (1).

A Rome les jeux étaient payés par le Trésor public, mais lorsque la magnificence fut devenue un moyen de plaire au peuple, les édiles chargés de faire célébrer les jeux dépassèrent le crédit légal et de jeunes patri-

1. O. Navarre, *Dionysos, Etude sur l'organisation matérielle du théâtre athénien*, p. 238, Paris, 1895.

ciens offrirent alors de se charger de l'organisation et de la dépense, mais le dispendieux honneur de donner dès jeux et d'y présider resta toujours une attribution officielle du sacerdoce comme des magistratures, « *magistratus et sacerdotiorum editiones* », dit le Code théodosien (1).

La profession de directeur de théâtre, telle que nous la voyons organisée de nos jours, ne semble donc pas avoir existé chez les Romains, précisément parce que les spectacles étaient un office des magistrats et des prêtres. L'auteur qui avait écrit le poème, l'homme libre qui s'offrait pour jouer dans la pièce, le chef d'une troupe de comédiens esclaves traitaient directement avec le président des jeux ; et celui-ci prêtait même les costumes nécessaires pour la représentation, ce qui fournit à Ulpien l'exemple, que l'on trouverait fort rarement dans d'autres circonstances, d'un commodat ayant lieu dans l'intérêt exclusif du commodant (2).

Le théâtre à Rome était public et gratuit, et si les chevaliers, les sénateurs, et plus tard les magistrats, les prêtres et les vestales occupaient des gradins spéciaux garnis de coussins, le reste des places était à la disposition des premiers occupants. Cependant, à ce que nous dit Cicéron dans le *pro Murena*, il y avait des loueurs, gens de la plèbe qui faisaient métier de venir occuper souvent dès le milieu de la nuit les meilleures places, pour les céder ensuite, moyennant une petite rétribution, aux spectateurs moins diligents. Il y avait

1. Cod. Théod. XV, 5, 1.

2. Lamache, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XVIII, p. 260.

aussi, comme dans nos théâtres modernes, sinon des ouvreuses, du moins des individus nommés *designatores* et chargés de faire placer les retardataires tant que le spectacle n'était pas commencé, et de veiller à ce que le vulgaire des spectateurs n'occupât pas les places réservées (1).

On chercherait donc vainement dans toute l'antiquité un rapport juridique analogue à celui qui naît aujourd'hui entre le spectateur et le directeur de théâtre. Le peuple qui s'entassait sur les gradins concentriques ou qui se pressait le long des portiques autour des statues d'où fusait une rosée d'eau parfumée de safran de Cilicie, était au théâtre comme dans un édifice public lui appartenant. Le théâtre et les jeux publics se rattachant par leur origine et par les rites sacrés de leur célébration au *jus sacrum* devaient être offerts au peuple comme les cérémonies du culte.

Lorsque naquit le christianisme, et que les cérémonies chrétiennes eurent remplacé la pompe des sacrifices, lorsque tombèrent les derniers chapiteaux et qu'apparurent, montant vers le ciel, les flèches des cathédrales, la foi nouvelle n'effaça pas encore le côté dramatique de ses manifestations. Au drame païen se substitua le drame chrétien. Les scènes vivantes de la Passion remplacèrent les rites consacrés aux dieux de pierre. Le mystère se substitua au sacrifice et le théâtre sorti du temple païen rentra dans l'église chrétienne.

Aussi faut-il parcourir tout le moyen âge pour voir le drame quitter enfin la nef et descendre sur le parvis.

1. Dézobry, *Rome au siècle d'Auguste*, t. II, p. 334 et suiv.

Jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle il reste dans l'église, et ce n'est que sous l'influence de saint Louis qui « chassa les jongleurs, les comédiens et les farceurs du royaume » (1) qu'il se sépare d'elle et, tout en restant l'attribut de corporations plus souvent religieuses que laïques, qu'il quitte son côté exclusivement liturgique. On représente alors les scènes de la Passion sur les places et dans les rues. Les échevins ont un rôle important dans la représentation des mystères. Ce sont eux qui les ordonnent ou les autorisent. Ils aident les entrepreneurs des deniers de la ville quand ils ne prennent pas toute la dépense à la charge du budget municipal. Ils s'occupent de la location des places dont le prix en 1494 à Amiens est fixé par la municipalité à environ 4 francs de notre monnaie pour les loges et 2 francs pour le parterre (2).

Après les mystères mimés, on représenta des tableaux vivants et des scènes profanes, et l'affluence était si considérable que, pour la venue du prince, il était ordonné que « nul qui n'a ni maisons, soit vagabonds, bélistres, malades, et autres non natifs de la ville, vident incontinent icelle, et après s'ils sont trouvés faisant le contraire d'être pendus et étranglés » (3).

Puis, peu à peu, abandonnant la rue où se déroulait la procession des fous, et les carrefours où se célébrait la fête de l'âne, le théâtre se réfugia dans des locaux fermés. Et voulant enfin élever les travestissements

1. Beauchamps, *Recherches sur le théâtre de France*, p. 76.

2. De Calone, *La vie municipale au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle dans le nord de la France*, Paris 1880, p. 18.

3. Germain Bapst, *Essai sur l'histoire du théâtre*.

populaires et les fantaisies sacrées du génie mimique à l'état de représentations, quelques bourgeois de Paris s'associèrent et en 1398 achetèrent un terrain au bourg Saint-Maur. La salle de spectacle était créée.

Mais le théâtre, comme les arts et les lettres, ne commença véritablement à prendre son essor qu'au xvi<sup>e</sup> siècle. L'entrée des confrères à l'hôtel de Bourgogne le 17 novembre 1548 annonce la fin des mystères et marque une nouvelle ère pour le théâtre. Cependant cette nouvelle salle de spectacle ne semble pas, du moins dans ses débuts, mériter encore le nom de théâtre, et ne s'élève pas au-dessus du niveau de ses devancières du bourg Saint-Maur et de l'hôpital de la Trinité. Ces salles, nous dit un bourgeois de l'époque, « étaient un cloaque, une maison de Sathan. En ce lieu se donnent mille assignations scandaleuses, au préjudice de l'honnêteté et de la pudicité des femmes, et à la ruine des familles des pauvres artisans desquels la salle basse est toute pleine et lesquels, plus de deux heures avant le jeu, passent leur temps en devis impudiques, jeux de cartes et de dés, en gourmandise et en ivrognerie » (1).

Aussi le prix des places était-il fort minime. Un arrêt du Parlement condamna une troupe de bateleurs en 1571, les accusant « d'avoir commis une exaction contre le pauvre peuple en demandant trois, quatre, cinq et six sols, somme excessive et non accoutumée d'être levée en tel cas » (2).

1. Remontrances très humbles au Roi de France et de Pologne Henri troisième, par un sien officier et subject sur les désordres et misères du royaume, 1588

2. Delamarre, *Dictionnaire de police*, 1729, p. 833.

Lestoile, dans ses mémoires, nous apprend qu'en février 1577 « la Compagnie des comédiens italiens..... commencèrent leurs comédies dans la salle des Etats, à Blois, et leur permit le Roi de prendre demi-teston de tous ceux qui les voudraient voir jouer ».

Et plus loin il nous dit que « le dimanche 9 mai, les comédiens italiens commencèrent à jouer leurs comédies italiennes en la salle de l'hostel de Bourbon à Paris. Ils prenaient de salaire 4 sols par tête de tous les Français qui les voulaient aller voir jouer, où il y avait tel concours et affluence de peuple, que les quatre meilleurs prédicateurs de Paris n'en avaient pas tous ensemble autant quand ils prêchaient ».

Il était donné au siècle de Louis XIV de nous initier véritablement au théâtre.

Richelieu, en 1626, fait construire en son palais Cardinal et pour les représentations de sa tragédie de *Mirame*, la salle du Palais Royal. Les acteurs de l'Hôtel de Bourgogne prennent l'usage de jouer trois fois par semaine et, trouvant leur salle insuffisante, élèvent une succursale à l'Hôtel d'Argent sous le nom de théâtre du Marais. Enfin certains bourgeois de Paris s'établissent au faubourg Saint-Germain et jouent sous la direction des Béjart. C'est alors qu'apparaît Pocquelin. Les représentations sont devenues régulières. Le prix des places, longtemps arbitraire (1), se fixe peu à peu. Quinze sous

1. Cependant une ordonnance du 12 novembre 1609 faisait « défense aux comédiens de prendre plus grande somme des habitants et autres personnes, que de 5 sous au parterre et 10 sous aux loges et galeries, et en cas qu'ils aient quelques actes à représenter où il conviendra plus de frais, il y sera par nous pourvu sur leur requête préalablement communiquée au procureur du Roy ».

au parterre devint le prix consacré par l'usage. C'était du moins ce qu'on payait en 1652 ainsi qu'en témoigne une affiche rédigée à cette époque par l'acteur Villers :

Venez donc tous les curieux  
Venez, apportez votre trogne  
Dedans notre hôtel de Bourgogne  
Venez en foule, apportez-nous  
Dans le parterre quinze sols  
Cent dix sols dans les galeries (1).

Les théâtres ont alors beaucoup de mal à vivre. Outre que le roi était toujours en retard pour la pension qu'il payait à ses comédiens, les grands seigneurs, quand ils venaient au théâtre, s'abstenaient de payer comptant, et on avait toutes les peines du monde à les faire financer. C'était, paraît-il, une grosse affaire que de tirer de l'argent du prince ou de la princesse de Conti. Ils lâchaient de temps en temps des acomptes sur « ce qu'ils devaient de vieux ». M. le prince de Turenne chicanait la Comédie pour une somme de 8 livres qu'il devait, et la Comédie fût paraît-il obligée de se résigner à cette perte. M. le marquis de Rochefort ne payait que lorsqu'il était en fonds, et la Comédie devait pour des sommes minimes faire perpétuellement crédit à ce gentilhomme (2). Il n'y avait donc de recette sûre que pour les places inférieures toujours payées comptant. Le maximum des recettes semble alors ne jamais dépasser 2.000 livres. C'est à peu près ce qu'on obtient avec *Tartuffe* et le *Malade imaginaire*. Mais la plupart

1. Frères Parfaict, *Histoire du Théâtre-Français*, t. VII.

2. E. Despois, *Le Théâtre-Français sous Louis XIV*, p. 402 et suiv.

du temps les recettes sont très inférieures, et quelquefois même l'insuffisance de la recette détermine à rendre l'argent (1). La réclame par affiches existait cependant à l'époque de l'hôtel de Bourgogne, et avait remplacé le « cri » accompagné d'un tambour que l'on battait autrefois au coin des rues.

La représentation, qui, sous Henri IV, ne devait jamais dépasser « quatre heures », depuis la Saint-Martin jusqu'au 15 février (2), se donnait maintenant plus tard. En fait, l'ordonnance de 1609 restait toujours en vigueur et l'affiche annonçait deux heures, mais on attendait que la salle se remplit, et finalement le rideau se levait à cinq heures (3).

Quant au public de cette époque, s'il ne se livrait pas aux « devis impudiques » signalés dans les remontrances de 1568, du moins était-il encore des plus turbulents. L'usage de porter l'épée multipliait les scènes sanglantes. Dès le règne de Louis XIII, en 1641, il est défendu aux laquais « de porter épées, dagues ou pistolets à la suite de leurs maîtres et particulièrement à l'Hôtel de Bourgogne, Marais du Temple et autres lieux où sont permis les divertissements publics de la comédie » (4). Mais les désordres les plus scandaleux n'étaient pas causés par les laquais, comme on essayait adroitement de le faire croire, mais surtout par les gens de la maison du roi, et notamment par les mousquetaires qui avaient la prétention d'entrer sans payer.

1. *Id.*

2. Ord. du 12 novembre 1609. Delamarre, *loc. cit.*

3. E. Despois, *loc. cit.*

4. *Gazette*, 1644, n° 10, p. 43.

Dans les mémoires relatifs à ces incidents, il n'est question que de scènes de violence, et même de tueries. Lorsque Molière obtint de Louis XIV la suppression des entrées gratuites à son théâtre pour les gens du roi, il se produisit des tumultes inouïs, et les mousquetaires forcèrent l'entrée après avoir tué le portier.

Alors paraissent de sévères ordonnances dont voici un exemple : « Défenses sont faites à tous vagabonds et gens sans aveu, même à tous soldats et autre personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de s'attrouper, s'assembler au-devant et ès-environs du lieu où lesdites comédies et divertissements honnêtes seront représentés, d'y porter aucunes armes à feu, de faire effort pour y entrer, d'y tirer l'épée et de commettre aucune autre violence ou d'exciter aucun trouble, soit au dedans ou au dehors, à *peine de la vie...* » (1). Cependant ces rigueurs n'apaisent pas les mousquetaires, et à maintes reprises, le roi et le lieutenant de police La Reynie sont obligés de renouveler « leurs très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, même aux officiers de la maison du Roy, gardes, gens d'armes, chevau-légers, mousquetaires et tous autres, d'entrer à la Comédie sans payer ; comme à tous ceux qui y seront entrés, d'y faire aucun désordre, ni interrompre les comédies en quelque sorte et manière que ce soit » (2).

Il était en effet nécessaire de mettre bon ordre à des scandales semblables à celui qui avait motivé une ordonnance du 9 janvier 1673 et où « certaines personnes

1. E. Despois, p. 156.

2. Delamarre, *loc. cit.* ; ord. du 12 janvier 1685.

auraient entrepris de forcer les portes de l'Hôtel de Bourgogne, se seraient attroupées pour l'exécution de ce dessin avec plusieurs vagabonds, lesquels armés de mousquetons, pistolets et épées, seraient à force entrés dans le dit hôtel de Bourgogne pendant la représentation qu'ils auraient fait cesser, et y auraient commis de telles violences, contre toutes sortes de personnes, que chacun aurait cherché par divers moyens de se sauver de ce lieu où les dits personnages se disposaient à mettre le feu » (1).

Et ainsi paraissent une série d'ordonnances destinées à apaiser l'humeur belliqueuse des gens de la maison du roi et des spectateurs en général. Une des dernières avant la Révolution est celle du 24 décembre 1769, par laquelle « à l'exemple du feu Roy... défend Sa Majesté à tous ceux qui arrivent aux spectacles, d'y commettre aucun désordre, soit en entrant, soit en sortant, de crier ou de faire du bruit avant que le spectacle commence, et dans les entr'actes de siffler, faire des huées, avoir le chapeau sur la tête, et interrompre les acteurs de quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit sous peine de désobéissance » (2).

Enfin, le 29 mars 1776, paraît un règlement général sur les entrées aux représentations et répétitions de l'Opéra, sur la distribution et le paiement des billets et sur la police intérieure pendant la durée du spectacle (3).

Puis vient la Révolution. Les théâtres se transforment

1. Delamarre, *loc. cit.*

2. Des Essarts, *Les trois théâtres de Paris*, p. 148.

3. Des Essarts, *op. cit.*, p. 282.

en véritables clubs où royalistes et républicains se donnent des coups. C'est l'époque où à la fin d'une représentation le public du parterre s'élance à travers l'orchestre, escalade la scène et danse la Carmagnole autour d'un arbre de la liberté planté dans le décor (1).

Le théâtre qui est le reflet de la vie d'une nation, n'échappe pas aux mouvements généraux qui la gouvernent. Les idées de la Révolution, après avoir envahi la scène, s'appliquèrent à l'organisation théâtrale elle-même et le 12 janvier 1791 au milieu de tant d'autres libertés fut proclamée celle du théâtre. Le régime de l'autorisation réapparaît en 1806, et le nombre des théâtres fut réduit à huit, mais le 6 janvier 1864, la loi de 1791 fut remise en vigueur et la liberté du théâtre définitivement reconnue.

Après ces courtes notions historiques, destinées à expliquer ce qu'étaient les représentations théâtrales aux diverses époques de l'histoire et comment on est arrivé peu à peu à la notion moderne du théâtre, entreprise commerciale privée, nous étudierons quels sont les rapports juridiques qui naissent entre le directeur et le public, quels sont leurs droits et leurs devoirs réciproques.

Nous examinerons d'abord quelle est la nature du contrat relatif à la place et comment il se forme. Puis, suivant le spectateur dans les diverses phases de la représentation, nous rechercherons quels sont les droits inhérents à la place qu'il occupe. Nous verrons ensuite ce qu'il peut exiger du directeur pendant la représenta-

1. Germain Bapst, *Essai sur l'histoire du théâtre*, l. III, p. 503.

tion, quant au programme et aux artistes annoncés, et en revanche les obligations auxquelles il est tenu. Et enfin nous dirons un mot de la fin du spectacle, et des questions de droit que soulève le dépôt des vêtements au vestiaire, et nous aurons ainsi esquissé le sujet de cette étude : *Les droits et les devoirs des spectateurs au théâtre.*

## CHAPITRE PREMIER

### LE CONTRAT RELATIF A LA PLACE ET LE BILLET DE PLACE

#### SECTION I

##### Du contrat relatif à la place

Lorsqu'une personne se proposant d'assister à un spectacle déterminé, acquiert, soit en location, soit aux guichets du théâtre, soit par d'autres moyens que nous étudierons bientôt, un billet de place, il intervient, entre cette personne et la Direction, un contrat ; l'exécution de ce contrat et l'étude des difficultés qui peuvent s'élever à propos de cette exécution, tel est l'objet de cette étude.

A. — La formation du contrat relatif à la place est en général précédée d'une offre, d'une sollicitation, émanant du directeur de l'entreprise théâtrale.

Ce directeur, en effet, dans le but d'attirer les spectateurs donne aux représentations qu'il se propose d'offrir une plus ou moins grande publicité : insertions ou communiqués dans les journaux, affiches apposées aux

portes du théâtre, ou sur les colonnes réservées à cet effet, dites, à Paris, Colonnes Morris, ou dans tout autre endroit accessible au public : le titre de la pièce à jouer, le nom des auteurs, la liste des interprètes, l'indication de l'heure du lever du rideau, le prix des différentes places, telles sont les mentions les plus ordinaires qui se rencontrent sur les affiches.

Toute cette publicité constitue une pollicitation véritable, par laquelle le directeur s'engage à offrir, à tout spectateur qui se présentera, pour le prix annoncé, la représentation indiquée, avec les interprètes désignés.

En effet, et la jurisprudence est constante sur ce point, il n'est pas nécessaire, pour qu'elle soit valable, que la pollicitation s'adresse à un individu déterminé ; elle peut très valablement s'adresser au public tout entier, à des personnes indéterminées, et lorsque l'une de ces personnes accepte l'offre ainsi faite d'une façon générale, c'est-à-dire, dans l'espèce, vient prendre place au bureau, le directeur est lié et ne peut, arbitrairement, refuser cette place : il se trouve, par sa publicité même, dans un état permanent de pollicitation (1).

B. — Ainsi, une fois la pollicitation acceptée par le

1. En conformité de ces mêmes principes, il a été jugé que le conducteur d'une voiture publique ne peut pas, tant que cette voiture n'est pas au complet, empêcher de prendre place un voyageur qui offre de payer le prix ordinaire : Trib. com. Périgueux, 26 août 1879. D. P. 3. 84 et sur appel : Bordeaux, 8 mars 1881, D. P. 82. 2. 203 ; S. 82. 2. 63 ; P. 82. 1. 340. Et il a été encore décidé, dans le même sens, que si une marchandise a été placée à un étalage avec une indication de prix elle doit être livrée à tout acheteur qui offre de payer ce prix. Cass., 21 avril 1857. D. 57. 1. 176 ; S. 58. 1. 76 ; P. 57 745.

futur spectateur, le contrat relatif à la place est définitivement formé : quelle en est la nature juridique ? L'idée la plus simple consiste à la considérer comme un louage d'ouvrage (art. 1710, C. civ.). En effet, le directeur promet une représentation théâtrale, c'est-à-dire de faire quelque chose pour le spectateur, et ce dernier promet de payer, et même paie aussitôt en général, c'est-à-dire à l'avance, le prix du service qui lui est rendu. Cependant il faut insister ici sur la nature de la convention intervenue.

Tout d'abord ce contrat est synallagmatique, car l'obligation contractée par la direction de donner le spectacle annoncé est l'équivalent du prix payé par le spectateur. D'autre part, en échange de ce prix, la direction a contracté, vis-à-vis du spectateur, une obligation de faire qui consiste à lui procurer, au jour et à l'heure fixés, le spectacle annoncé, avec la distribution portée sur l'affiche. Nous voyons donc que le contrat relatif à la place donne naissance à une obligation de faire qui a pour cause le paiement d'une somme d'argent : c'est par suite, à ce point de vue, un louage de services, tel que le définit l'article 1710 du Code civil.

Mais il y a un autre élément dont il importe de tenir compte : pendant tout le temps de la représentation, le spectateur a droit à la place, à l'exclusion de toute autre personne ; on ne peut la lui changer arbitrairement contre une autre ; il a de plus la faculté de se promener au foyer, au fumoir, etc., pendant les entr'actes. En d'autres termes, le spectateur se sert, pendant tout le temps de la représentation, pour son usage personnel,

de choses appartenant à l'administration du théâtre ; la jouissance de ces diverses choses est comprise dans le prix qu'il a payé ; et si, par le fait ou la faute de la direction, il n'en jouit pas complètement, il a droit à des dommages-intérêts.

Donc, à ce second point de vue, il existe un louage de choses, à côté du louage de services, car à ce second point de vue l'article 1709 du Code civil trouve son application.

Remarquons-le, même si le spectateur n'occupe pas une place déterminée, si par exemple il a pris un billet de simple promenoir, le louage de choses n'en existe pas moins encore ; le spectateur a toujours, en effet, le droit de se placer dans une embrasure de porte pour jouir du spectacle, il peut se promener dans les couloirs et les dégagements, au foyer, au fumoir, à la buvette. Il a un droit, non plus exclusif, mais commun avec d'autres personnes, à la jouissance des divers locaux destinés au public : ce droit est compris dans la somme qu'il a payée.

En résumé le contrat relatif à la place s'analyse à la fois en un louage d'industrie et un louage de choses, moyennant un prix unique comprenant les deux jouissances promises (1). Doit-on cependant conclure de ce qui précède que nous nous trouvons en présence de deux contrats distincts, séparés, que l'unité de prix n'est qu'une fiction et que l'on pourrait par une simple

1. On pourrait même remarquer que, par certains côtés et dans certains cas, le contrat se rapproche de la vente : il en serait ainsi notamment pour les spectacles dits cafés-concerts, où le porteur du billet de place a droit à une consommation.

ventilation établir la part qui, dans le prix, doit être considérée comme afférente aux obligations nées de chacun de ces contrats.

Nous ne le pensons pas : si nous avons pu analyser, dans la convention intervenue, les deux principaux éléments qui représentent l'avantage procuré au spectateur, ces deux éléments forment néanmoins un bloc, un tout indivisible : le spectateur n'a pas acquis, d'un côté, le droit d'assister au spectacle, et, d'un autre côté, le droit de s'asseoir dans un fauteuil ; il y a entre les deux droits une intime corrélation : il est bien évident que le spectateur n'eût pas accepté le fauteuil si ce dernier ne lui avait pas procuré l'avantage d'assister au spectacle et *vice versa*.

Il y a, en un mot, indivisibilité entre la place et le spectacle promis.

Concluons : le contrat relatif à la place est, en raison des divers éléments sur lesquels il porte, un contrat innomé synallagmatique, mais qui doit, avant tout, obéir aux dispositions générales du Code civil sur le louage (1).

C. — Le paiement du prix est, nous l'avons dit, la principale des obligations du spectateur.

Les directeurs de théâtre peuvent-ils fixer à leur guise le prix des différentes places ?

Avant le décret du 6 janvier 1864, les prix étaient fixés d'avance par l'autorité, comme une des conditions du privilège accordé au directeur ; l'administration veillait à ce que celui-ci n'augmentât pas le prix des

1. Trib. civ. Seine, 43 juin 1900, S. 03. 2. 417.

places (1), ce qui eût été léser le public, et ne le diminuât pas, ce qui eût constitué une sorte de concurrence déloyale vis-à-vis des autres directeurs pourvus d'un privilège.

Il avait même été jugé que le directeur devait rembourser au spectateur ce que celui-ci avait payé au bureau, en sus du tarif, bien qu'il s'agit, dans l'espèce, de billets d'auteurs, vendus, il est vrai, au bureau du théâtre, mais pour le compte de l'auteur (Trib. Seine, 3 mai 1842, *Gaz. des Trib.*, 27 avril 1842, et *Le Droit* du 4 mai 1842). Cependant il nous semble que l'auteur qui eût vendu ses billets *au-dessous* du tarif n'eût pu être incriminé, parce que, le plus souvent, il n'aurait pu trouver à écouler ses billets d'auteur au prix du tarif et que c'est pourtant une rémunération à laquelle il avait droit.

En tous cas, actuellement, la question ne se pose plus, et, depuis le décret du 6 janvier 1864 qui a proclamé la liberté des théâtres, les directeurs sont libres de fixer, à leur gré, le prix des places.

Mais cette liberté elle-même a, cependant, des limites : le directeur ne pourrait pas, voyant que beaucoup de spectateurs se présentent au guichet ou au bureau de location, hausser à l'improviste le prix des places, après l'apposition des affiches, et, notamment, au moment de l'ouverture des bureaux ; il est, en effet, tenu par la publication que constitue sa publicité ; et le spectateur, venu sur la foi de l'affiche, comptant payer le prix indiqué, soit sur les affiches, soit sur les

1. Voir notamment art. 7 de l'ordonnance de police du 30 mars 1844.

tableaux exposés à l'extérieur du théâtre, aurait le droit de demander à ce directeur des dommages-intérêts, si celui-ci prétendait exiger de lui une somme supérieure à celle fixée par le tarif normal.

Il y a là, d'ailleurs, une cause de querelles et de troubles qu'il est du devoir de l'autorité municipale d'empêcher : et c'est pourquoi l'ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> septembre 1898 dispose ainsi :

Art. 74. — Le tarif du prix des places pour chaque représentation devra toujours être indiqué très ostensiblement sur les affiches, en même temps que la composition du spectacle annoncé.

Art. 75. — Un exemplaire du tarif sera apposé sur les bureaux de la location des théâtres. Une fois annoncé, le tarif de chaque représentation ne pourra être modifié.

En résumé, si les directeurs sont tenus par la pollicitation que créent leurs affiches, ils sont libres de fixer, dans cette pollicitation, le prix qui leur convient ; à eux à être assez habiles pour déterminer un prix qui, sans être assez élevé pour éloigner le public, leur laisse, tous frais payés, un bénéfice suffisamment rémunérateur. Par exception, il existe une catégorie de directeurs qui ne sont pas libres de fixer le prix des places à leur convenance : ce sont les directeurs de théâtres subventionnés.

L'Etat, pour les théâtres nationaux, le conseil municipal, pour les théâtres municipaux choisissent un directeur. Mais, tout en lui accordant la gestion du théâtre et une subvention, ils lui imposent un cahier de charges qui contient certaines restrictions plus ou moins impor-

tantes à la liberté qu'ont les directeurs ordinaires, notamment, toujours un tarif maximum pour toutes les places, et, presque toujours, l'obligation de donner un certain nombre de représentations populaires, à un tarif encore plus réduit. On comprend très bien que les autorités qui accordent une subvention s'assurent préalablement que les places seront toujours à un prix raisonnable, et parfois très modique pour permettre à tous l'accès de la salle, puisqu'ici, en somme, c'est le public, en tant que contribuable, qui paie la subvention.

Le directeur d'un théâtre subventionné est donc lié par son cahier de charges, et, s'il veut modifier le prix des places, il doit préalablement obtenir une modification aux prescriptions de ce cahier des charges.

Mais l'auteur joué sur un théâtre subventionné peut, lui, vendre au prix qui lui plaît des billets d'auteur, car il n'est pas, à moins de conventions spéciales, personnellement lié par le cahier des charges.

D.— Rappelons en terminant que le contrat relatif à la place est mixte : commercial pour le directeur, il est, pour le spectateur, purement civil. D'où, au point de vue de la compétence, la double règle : 1<sup>o</sup> le spectateur peut, au cas de contestations, assigner, à son choix, le directeur, devant les juridictions civiles ou devant les juridictions consulaires ; 2<sup>o</sup> inversement le directeur ne pourrait intenter une action contre le spectateur que devant les tribunaux civils.

## SECTION II

### Du billet de place

Nous avons dit que l'affiche dès qu'elle est apposée vaut comme pollicitation et qu'une fois la pollicitation acceptée par un futur spectateur, l'affiche sert à fixer les clauses, désormais civilement obligatoires, du contrat définitivement formé. Mais il existe encore, entre le directeur et le spectateur un autre *instrumentum* du contrat : c'est le billet de place, dont nous allons rechercher les caractères juridiques en nous plaçant dans l'hypothèse d'un billet pris en location.

A. — Quand le spectateur prend sa place en location, on lui remet, sous forme de billet de place, une quittance du prix qu'il paie. Mais ce billet contient plusieurs autres mentions : la buraliste y inscrit : la date du jour de la représentation, le numéro de la représentation, celui du fauteuil en un mot, tout ce qui constitue, dans leur ensemble, la plus importante obligation que contracte le directeur.

Ce billet constitue donc, pour le spectateur, non seulement une quittance, la preuve qu'il a versé le prix de sa place ; mais encore il fixe l'étendue des engagements que le directeur a contractés vis-à-vis de lui, puisqu'on y trouve la désignation de la place promise, la date du jour de la représentation et qu'on peut, au moyen de cette indication de la date, retrouver sur l'affiche le détail de la pollicitation faite par le directeur : le billet est un véritable titre que celui-ci délivre au specta-

teur : « il représente véritablement le contrat de location » (1).

Inversement le billet peut contenir aussi des conditions imposées par le directeur au spectateur, quelquefois, il reproduit les clauses imposées par les affiches, quelquefois des clauses supplémentaires : le fait s'est présenté pour l'interdiction imposée au spectateur d'entrer dans la salle au cours de la représentation, pendant la durée des actes : ces clauses sont obligatoires pour le spectateur : il a dû lire les mentions insérées sur son billet, ne fût-ce que pour s'assurer si celles mises par la buraliste étaient bien conformes à sa demande, quant à la place et quant à la date ; par conséquent il a lu et accepté toutes les clauses portées sur le billet ; s'il ne l'a pas fait, il a commis une négligence dont il doit subir les conséquences : c'est en ce sens qu'est fixée la jurisprudence. Notamment, en ce qui concerne la défense formellement exprimée d'entrer dans la salle pendant la durée des actes, interdiction sur laquelle nous reviendrons, le tribunal de commerce de la Seine a, le 19 avril 1900 (2), décidé que toutes les clauses insérées sur le billet sont obligatoires et forment la loi des parties.

Enfin, et bien que le billet n'en fasse pas mention, on trouve souvent, affiché près du bureau de location un extrait du règlement intérieur du théâtre ; dans cet extrait on remarque des clauses telles que l'interdiction de fumer à l'intérieur, l'obligation de remettre certains

1. Lacan et Paulmier, t. II, n° 481.

2. *Le Droit* du 29 mai 1900 ; *La Loi* du 18 juin 1900. S. 1900, 2. 285.

objets (cannes, parapluies) au vestiaire. En général et à raison même de la publicité ainsi faite à proximité du bureau de location, ces divers avis restrictifs n'ont pu être ignorés de la personne qui est venue prendre sa place : ils sont, par suite, obligatoires pour elle. Là encore, dans ces diverses affiches, on trouve, à titre supplémentaire, un nouvel *instrumentum* du contrat, et qui présente ce caractère spécial de ne contenir d'obligations qu'à la charge du spectateur.

Voilà, dira-t-on, un contrat bizarre puisque les clauses en sont dispersées dans des documents différents et cependant obligatoires, en vertu d'une acceptation tacite dont la réalité peut soulever de nombreux doutes. Ajoutons que le spectateur ne possède, dans la détention de son billet, qu'une preuve dont les indications sont fort laconiques ; que de son côté, le directeur n'est nanti d'aucun écrit qui puisse, le cas échéant, prouver ses droits. Il importe, cependant, de ne pas perdre de vue, qu'un semblable contrat se répète plusieurs centaines de fois par jour aux bureaux du théâtre : par suite, il est évident que dans un contrat si fréquent, si usuel, il est impossible de dresser un acte. Il y aurait là une perte de temps inutile, et souvent même une impossibilité matérielle absolue. Remarquons-le, en effet, les obligations imposées aux spectateurs sont à peu près les mêmes dans tous les théâtres ; elles sont admises très généralement, elles sont entrées dans les mœurs. Si, en raison de circonstances spéciales, un directeur se croit tenu d'imposer aux spectateurs une obligation inaccoutumée, il a bien soin de lui donner une publicité considérable, soit par les journaux, soit dans les affiches, de

telle sorte que les spectateurs sont prévenus de l'existence de cette obligation spéciale, avant même de venir prendre leurs billets. Il nous semble dès lors, que le contrat a été, dans sa forme, simplifié d'une façon très intelligente et très pratique (1). Le directeur, en même temps qu'il offre de s'obliger personnellement, publie les obligations qu'il prétend imposer corrélativement aux siennes propres : son préposé remet, contre paiement du prix, un imprimé, rapidement complété, qui est à la fois, pour le spectateur, une quittance, une preuve de son droit et une sorte de résumé du contrat formé. Le directeur, de son côté, ne possède pas de preuve analogue, mais il n'en a pas besoin : il a toujours la faculté d'exiger du spectateur qui occupe une place la preuve que celui-ci a le droit de l'occuper. Et, de plus, de ce que le spectateur est porteur du billet, il résulte qu'il doit se soumettre aux prescriptions indiquées sur le billet lui-même ; 2<sup>o</sup> aux règles édictées par l'affiche ; 3<sup>o</sup> au règlement général du théâtre.

B. — Quelle est la forme du billet de place ?

Généralement, il affecte celle d'un titre au porteur ; quand il en est ainsi, il mentionne le jour de la représentation, la place louée, mais non le nom de la personne avec laquelle la Direction a contracté. En réalité il y a engagement de la part de celle-ci vis-à-vis du porteur du billet, en ce sens qu'elle est liée, non pas avec la personne qui est venue prendre le billet en location (ou au guichet), personne dont elle ignore le

1. Le billet de chemin de fer présente à peu de choses près le même caractère.

nom, mais avec la personne, quelle qu'elle soit qui se présentera au contrôle porteur de ce billet. D'où il suit que celui qui a pris la place a, quand le billet est au porteur, le droit absolu de la céder à qui il lui convient de le faire (1), et au prix qu'il lui plaît (2), et une fois intervenu l'accord entre le cédant et le cessionnaire, cette cession se réalise valablement au moyen de la simple tradition opérée de la main à la main, du billet de place, en sorte que nous rencontrons ici une location au porteur, le directeur étant tenu vis-à-vis du cessionnaire comme il l'était *ab initio* vis-à-vis du cédant. Peu importe que le billet de place, dont la remise faite par le cédant au cessionnaire prouve le contrat de cession, ait été remis à ce cessionnaire, aux abords du théâtre ou sur la voie publique, ou dans un domicile particulier. Quand nous étudierons les cas où la Direction veut interdire à une personne munie d'un billet de place l'entrée de la salle, nous reviendrons sur ce point. Mais disons immédiatement avec MM. Lacan et Paulmier (t. II, n° 481), que « si des raisons de police peuvent engager l'autorité à prohiber les ventes de billets dans les environs des théâtres et dans les rues, soit pour prévenir les encombrements, soit dans l'intérêt même des acheteurs, les ventes ainsi faites n'en sont pas moins valables dans les rapports du vendeur et de l'acheteur et obligatoires pour l'administration théâtrale ».

1. Nous supposons ici, bien entendu, que le billet ne contient, expressément formulée, aucune clause d'incessibilité.

2. Voir un jugement en ce sens dans la *Gazette des Tribunaux* du 30 septembre 1841.

Revenons au billet de place considéré en lui-même, et comme titre au porteur.

Certains auteurs allemands placent les billets de théâtre au nombre de « titre de légitimation » « *Legitimationpapiere*, *Legitimationszeichen* » : ce sont des titres qui affectent la forme de titres au porteur, mais qui n'en ont les effets que dans la mesure où ils facilitent au débiteur l'exécution de son obligation, et c'est dans ce seul but qu'on leur a donné la forme des titres au porteur : à l'égard du créancier ils ont les mêmes effets que s'ils étaient nominatifs. Dans notre hypothèse, le billet étant, supposons-le, un titre de légitimation, le directeur, débiteur, aurait le choix quand le spectateur se présente au contrôle, soit de le laisser entrer, admettant la présomption de propriété qui résulte de la possession d'un titre au porteur, soit de lui demander la justification de son droit, la preuve de son identité avec la personne qui a pris le billet en location, ou celle de sa qualité d'ayant cause de cette personne.

Comme le billet est un titre de légitimation, le spectateur, créancier, ne pourra invoquer sa forme de titre au porteur, et devra fournir la justification de son droit. Par contre, comme le droit n'est pas incorporé, pour ainsi dire, dans le billet, le spectateur qui aurait perdu son billet, pourrait obtenir l'entrée en justifiant de son droit et de la partie de son titre. Nous ne nous arrêtons pas à cette théorie : beaucoup d'auteurs allemands, même parmi ceux qui admettent l'existence de titres de légitimation, contestent aux billets de théâtre ce caractère. De plus, le droit français connaît bien les titres nominatifs, ceux qui sont au porteur : il ignore la classe

des titres de légitimation. Cependant il est intéressant de remarquer qu'en étudiant ceux des billets de théâtre qui portent le nom de leurs titulaires, nous allons constater qu'ils produisent les principaux effets qui s'attachent aux titres de légitimation.

Dans certains théâtres, en effet, à l'Opéra par exemple, le nom du spectateur est inscrit sur le billet et ce nom est transcrit sur la feuille de location. Le titre devient ainsi nominatif. La Direction est engagée, non plus vis-à-vis de la personne inconnue qui se présentera, mais envers une personne déterminée. Il n'en résulte pas, évidemment, que la Direction ait à demander la justification de son identité à toute personne qui se présente au contrôle ; mais si un incident quelconque vient à se produire, s'il y a une contestation au sujet de la place, le spectateur aura démontré la validité de son droit s'il prouve être la personne dont le nom est inscrit tant sur le billet que sur la feuille de location.

Le directeur peut donc, comme dans l'hypothèse où l'on admettrait l'existence de la théorie des titres de légitimation, ou laisser passer le spectateur porteur du billet nominatif, ou lui demander de justifier de son droit.

Que décider au cas où, après avoir pris sa place, le spectateur perd son billet ?

Supposons tout d'abord que le billet soit nominatif. Dans ce cas, comme le nom du spectateur se trouve inscrit sur la feuille de location, celui-ci se présentera à la Direction, donnera toutes indications utiles, justifiera de son identité et obtiendra aisément un duplicata de son billet. La Direction, en effet, n'a rien à craindre

en agissant ainsi puisque la personne qui se présentera porteur du premier billet, n'en étant pas le véritable titulaire, se verra légalement, au contrôle, refuser l'accès de la salle.

Supposons en second lieu, qu'il s'agisse de la perte d'un billet au porteur. Il faut d'après nous distinguer.

Si le billet n'est pas numéroté, ce qui arrivera souvent s'il est pris directement au guichet au moment où le spectacle va commencer, et presque jamais s'il est pris en location, la perte sera définitive pour celui qui a pris le billet, car quelle que soit sa bonne foi, le directeur pourra toujours et avec raison, soutenir que le billet perdu a été trouvé par quelqu'un qui va l'utiliser.

Que si, au contraire, le billet perdu est numéroté, le directeur est juge de la question de savoir s'il doit cependant admettre à la place indiquée celui qui a perdu le billet portant le numéro de cette place, en lui imposant cette condition que si une autre personne se présente, porteur du billet affirmé perdu, il lui cédera aussitôt la place, les contestations ultérieures ne pouvant, en aucune façon, mettre en cause la responsabilité de l'administration du théâtre. Mais en pratique, il sera rare que le préposé au contrôle permette une entrée conditionnelle qui, au cours de la représentation, pourrait être, pour celle-ci, une cause de trouble et nous ne pensons pas que ce refus puisse servir de base à une action en dommages-intérêts.

### SECTION III

#### Modes de formation du contrat relatif à la place

I. — Le contrat est directement passé entre le spectateur et la Direction.

Le contrat est ainsi passé directement dans trois hypothèses : 1<sup>o</sup> le billet est pris au moment de la représentation, aux guichets ; 2<sup>o</sup> il est pris en location ; 3<sup>o</sup> le spectateur a contracté un abonnement. La première hypothèse n'a pas besoin de développements spéciaux. Insistons sur la location et l'abonnement.

A. *Location.* — Un des moyens les plus habituels de contracter avec l'administration d'un théâtre en vue d'une représentation déterminée consiste à prendre sa place en location, c'est-à-dire quelques heures ou quelques jours avant le moment auquel doit avoir lieu le spectacle annoncé. Cette façon de procéder offre pour le spectateur de nombreux avantages. D'abord, s'il n'y a pas de places disponibles, il s'évite un dérangement inutile pour le soir qu'il a choisi. Plusieurs heures ou même plusieurs jours à l'avance il peut venir ainsi choisir les places qui lui conviennent si elles sont disponibles. Le soir où il doit aller au théâtre il arrivera seulement au moment du lever du rideau : il est sûr de trouver sa place libre. Par contre, le spectateur qui prend sa place trop longtemps à l'avance n'est pas toujours sûr, comme celui qui prend sa place au bureau, d'entendre les acteurs qu'il désire, ainsi que nous le dirons plus loin.

Le directeur, de son côté, préfère le système de la location à l'avance. D'abord il demande pour les places en location un léger supplément de prix qui est un bénéfice pour lui. De plus, il peut voir à l'avance, d'après la location, la mesure dans laquelle la salle sera remplie et distribuer en conséquence des billets de faveur ou des billets à droit. Enfin, il évite un surmenage à son personnel, au moment de l'ouverture du bureau ; il évite, par cela même, les nombreuses erreurs qui en sont la suite et dont il est responsable. Notons qu'à Paris, aux termes de l'article 77 de l'ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> septembre 1898, seules les loges et les places converties en fauteuils ou en stalles et numérotées, peuvent être louées à l'avance.

En principe, la personne qui prend une place en location est censée s'être assurée de sa situation et ne pourra plus tard se plaindre qu'elle ne voit pas ou n'entend pas de sa place. Mais la jurisprudence admet à ce principe de notables restrictions. On sait, en effet, qu'il est d'usage de louer sa place sur la simple inspection du plan ; or, le directeur, chaque fois que le spectateur, ayant loué sa place à l'avance, réclame contre l'incommodité de cette place, objecte que ce spectateur était libre d'aller, dans la salle, s'assurer de la situation exacte du fauteuil choisi. Il est facile de répondre à cette affirmation du directeur, que si les spectateurs prenaient l'habitude de cette visite préalable, les répétitions s'en trouveraient étrangement gênées et nous croyons que les directeurs seraient vite amenés à supprimer cette prétendue faculté, nous reviendrons bientôt sur ce point.

Quoi qu'il en soit, à mesure qu'elles sont louées, les places sont marquées d'un signe spécial sur la feuille de location, et un double de cette feuille doit être remis au commissaire de police de service, avant l'introduction du public dans la salle. Il est d'ailleurs bien évident que les billets pris en location assurent la place au spectateur pour toute la représentation ; jusqu'à la fin de celle-ci, le spectateur peut se présenter, à tout moment, au contrôle et occuper sa place dont l'administration, si elle restait inoccupée, ne pourrait même pas valablement disposer pour le dernier acte. Et si le billet pris en location est au porteur, ce qui est le cas normal, celui qui l'a pris peut, ainsi que nous l'avons dit plus haut, céder son entrée à sa guise.

Il peut arriver que des erreurs soient commises au moment où sont délivrés, par la buraliste, les imprimés constatant le droit de celui qui contracte, quant à sa place, avec la Direction, au moyen du procédé de la location. L'erreur la plus fréquente est celle portant sur la date de la représentation, le spectateur entendant louer pour telle date et la préposée lui délivrant un coupon pour une autre date. Il en résulte que souvent, quand il se présente au contrôle, le spectateur ne peut être admis, son billet étant périmé. Conformément aux principes généraux, dans la contestation qui s'élève alors, c'est au spectateur, demandeur, alléguant que l'administration du théâtre lui a remis un coupon pour une représentation autre que celle qu'il avait désignée, à faire la preuve de l'erreur dont il prétend avoir été victime, au moment où il a loué des places.

« Attendu que le sieur Poriquet prétend qu'à la date

du 27 mars vers 7 heures du soir, il avait fait prendre, au bureau de location de la Comédie-Française, trois coupons de fauteuils pour la représentation de *Patrie* qui devait être donnée le 29 du même mois ; qu'il lui fut délivré trois coupons, sans la date de la représentation ; que le 29 mars il s'était présenté au contrôle muni de ses trois coupons ; qu'il avait été mis en possession des trois fauteuils loués, mais qu'après quelques instants il en avait été chassé à la vue de tous les spectateurs, sous le prétexte que ses trois coupons étaient périmés.

« Attendu qu'en conséquence de ces faits, le sieur Poriquet a fait citer devant nous le directeur de la Comédie-Française pour s'entendre condamner à : 1<sup>o</sup> restituer la somme de 30 francs, prix des trois fauteuils dont s'agit ; 2<sup>o</sup> payer la somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé ; 3<sup>o</sup> payer le montant des dépens ;

« En fait :

« Attendu que le sieur Poriquet reconnaît qu'il a fait prendre le 27 mars vers 7 heures du soir, par un tiers, les trois coupons de fauteuil dont il demande le remboursement ; qu'il affirme, mais sans en rapporter ni même offrir d'en rapporter la preuve, que son mandataire avait demandé des coupons de fauteuil pour la représentation du 29 mars et non pour celle du 27 mars ;

« Attendu, d'autre part, que les trois coupons qui lui ont été délivrés le 27 mars portent chacun en assez gros caractères, au composteur et à l'encre violette, cette mention : 6<sup>e</sup>, *Patrie*, laquelle correspondait à l'indication qui se trouvait en tête des affiches apposées dans

les rues de Paris, ainsi que sur les murs extérieurs et dans l'intérieur du théâtre ;

« Que si le sieur Poriquet, lorsque les trois coupons lui ont été remis, avait pris la précaution de les examiner et de consulter ensuite une affiche, il aurait pu lire en effet sur cette dernière : « Aujourd'hui mercredi 27 mars 1901, sixième représentation (à ce théâtre) de *Patrie*, et il aurait pu, avant le commencement de la représentation, demander à l'administration de réparer l'erreur qu'il prétend avoir été commise ; qu'il a donc été négligent en recevant et en conservant les trois coupons dont s'agit, sans s'assurer que sa commission avait été ponctuellement exécutée.

« Attendu que le grief formulé par Poriquet, relativement à l'absence de date sur les coupons délivrés au bureau de location ne saurait être retenu par ce motif que, certaines éventualités pouvant, à la dernière heure, empêcher l'administration de la Comédie-Française de donner la représentation annoncée, il y aurait imprudence, lorsqu'un amateur vient retenir une place pour voir telle pièce déterminée, à indiquer la date précise pour laquelle les coupons de location sont délivrés ; qu'en l'espèce l'indication du numéro de la représentation sur les coupons était suffisante, et que la moindre attention devait empêcher toute erreur ;

« En droit :

« Attendu que c'est à celui qui invoque l'erreur à la prouver et que le sieur Poriquet n'en fournit pas la preuve ;

« Attendu, au surplus, qu'aucune erreur ne saurait subsister sur la nature ni sur l'objet du contrat ; qu'en

effet les parties ont eu en vue : d'une part l'achat et d'autre part, la vente de trois coupons de fauteuil de la Comédie-Française, qu'on ne saurait non plus soutenir qu'il y a eu erreur sur la substance même de la chose qui faisait l'objet du contrat (art. 1110 C. civ.) c'est-à-dire sur la qualité propre que les parties avaient principalement en vue ;

« Que, dans l'espèce, la qualité propre des trois coupons de fauteuils était de conférer aux porteurs le droit d'assister à la sixième représentation de *Patrie*, représentation dont la date était suffisamment indiquée par les affiches, et qu'il n'est pas admissible que le sieur Poriquet ait pu commettre une erreur sur ce sujet ; qu'en tout cas, il a eu tort de ne pas faire une vérification immédiate ;

« Attendu, de ce qui précède, que la demande de Poriquet n'est fondée ni en fait, ni en droit,

« Déclarons Poriquet mal fondé en sa demande » (1).

Inversement la responsabilité du directeur serait engagée si l'erreur de date lui est imputable. En tout cas, il ne peut se prévaloir de cette erreur pour refuser au spectateur l'accès de la salle. Par exemple, lorsqu'un particulier a loué une place, non pour un jour déterminé, mais pour un numéro de représentations, la 56<sup>e</sup> par exemple, si, par ordre du directeur, la série des représentations est changée sur les affiches et que, après avoir annoncé le 21 la 56<sup>e</sup> représentation, la 56<sup>e</sup> est fixée au 22, le preneur a droit le 21 à la place qu'il a

1. Justice de paix de Paris, 1<sup>er</sup> arrondissement, 25 avril 1901, *Le Droit* du 18 juin 1901.

louée, quoiqu'il se présente le soir de la 57<sup>e</sup>, et à une indemnité, s'il y a lieu (1).

B. *Abonnement*. — Ici le contrat ne se réfère plus à une représentation déterminée ; il a une plus grande amplitude ; moyennant une somme une fois versée, l'abonné acquiert le droit d'assister à un certain nombre de représentations. Ce droit pour l'abonné varie suivant que le contrat porte sur un nombre déterminé de représentations ou suivant qu'il comprend les représentations qui seront données dans un laps de temps fixé par la convention.

Supposons tout d'abord que l'abonnement soit conclu pour un nombre déterminé de représentations, c'est seulement lorsque ce nombre de représentations aura été fourni à l'abonné que la Direction sera libérée envers lui. Et si, pour une cause quelconque, celle-ci ne peut accomplir une partie de ses obligations, il y aura lieu de restituer à l'abonné, par une ventilation, une fraction du prix de l'abonnement proportionnelle au nombre de représentations auxquelles, du fait de la Direction, l'abonné n'a pas pu assister. Peut-être même, suivant les circonstances, y aura-t-il lieu à dommages-intérêts.

Supposons, en second lieu, que l'abonnement ait été conclu pour un certain laps de temps, par exemple pour un mois ou pour une année. Dans ce cas l'abonné a droit à toutes les représentations qui, conformément aux termes de son contrat, seront données dans cet

1. Affaire Marmottan contre Koning, directeur de la Renaissance : Justice de paix du X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 10 avril 1878, *Le Droit* du 21 avril 1878.

intervalle. Cependant le droit de l'abonné est moins étendu que celui du porteur d'un billet ordinaire, pris par exemple en location, en vue d'une représentation déterminée, et sur la foi d'affiches annonçant tel spectacle et tels artistes. Certes, d'une manière générale, l'abonné a droit à l'exécution des obligations énoncées dans le contrat qu'il a passé : le nombre des représentations promises doit notamment être observé. Mais, pourvu que ces représentations soient satisfaisantes, le directeur s'est acquitté de ses obligations vis-à-vis de l'abonné, tandis que, vis-à-vis d'un spectateur qui a pris son billet le jour même, sur la foi des affiches, en considération des artistes annoncés, des modifications à l'affiche pourraient entraîner des conséquences judiciaires qui seront exposées plus loin. D'ailleurs, au cas où l'abonné estimerait que la Direction ne donne pas ce qu'elle a promis, les tribunaux apprécieraient en fait. Ils pourraient prononcer soit la résiliation du contrat d'abonnement, soit une restitution proportionnelle du prix payé, soit le remplacement des représentations dont l'abonné aurait été privé, soit une condamnation à des dommages-intérêts. C'est ainsi que le Tribunal civil de la Seine a condamné l'ex-directeur du Théâtre Italien à restituer les sommes payées pour les représentations qui n'ont pas eu lieu, à deux abonnées qui prétendaient que le directeur avait doublement manqué à ses engagements, en ne fournissant pas le nombre de représentations pour lesquelles elles avaient un abonnement, et en ne remplissant pas les conditions du programme distribué, tant par la mauvaise exécution des œuvres jouées que par l'absence des artistes annoncés

et non produits comme devant interpréter ces œuvres (1).

Au surplus, il ne faut pas oublier que le directeur a tout intérêt à ne pas mécontenter les abonnés ; les abonnements, quand ils sont régulièrement renouvelés, assurent au directeur une partie de la recette ; ils augmentent, en raison de leur continuité, la valeur de son fonds de commerce. En tout cas, si les abonnés peuvent agir en justice contre un directeur de théâtre, pour obtenir la réparation d'un préjudice qui leur est personnellement causé, ils ne peuvent actionner ce directeur à fin d'exécution d'un traité qu'il a passé avec l'administration municipale :

« Attendu que si l'autorité municipale ne déclare pas en prononçant les amendes, que le directeur a failli aux conditions de ses prospectus ou de la concession, il ne peut appartenir à quelques personnes de le prétendre au gré de leurs appréciations arbitraires ou de leurs préoccupations personnelles ;

Considérant que la qualité d'abonné ne modifie pas ces principes, que l'abonné n'est rien de plus qu'un spectateur ayant donné à l'avance le consentement de prendre un certain nombre de places qui lui sont assurées ;

Qu'en s'abonnant il s'est soumis à accepter la composition de la troupe, telle que la mairie l'accepterait ;

Considérant que la distribution ou l'affiche d'un programme général annonçant le personnel de l'entreprise

1. Trib. civ. Seine, 4 mai 1876 ; *Le Droit*, 5 mai 1876.

ne peut former un lien qui engage le directeur, quant à ce programme, envers chacun des abonnés ;

Que ce programme se réfère au contrat passé entre la mairie et le directeur et subit nécessairement les modifications que la mairie croit devoir autoriser suivant les circonstances ;

Que dès lors les intimés sont sans qualité pour exciper personnellement de ces infractions » (1).

Si la place que doit occuper l'abonné est fixée par le contrat, cette place sera, à chaque représentation, à la disposition de l'abonné comme si, chaque fois, elle avait été prise en location.

Il est possible inversement que l'abonné n'ait droit qu'à une certaine catégorie de places : il pourra occuper l'une de ces places, pourvu qu'elle soit vacante, c'est-à-dire non louée à un autre spectateur. Dans ce cas, afin de remplir ses engagements, la Direction a coutume de réserver, au profit de semblables abonnés, une certaine quantité de places jusqu'à une certaine heure, passé laquelle elle peut librement en disposer, passé laquelle il y a présomption que l'abonné ne se présentera pas pour user de son droit. Au reste, il faut ici tenir compte des usages en vigueur dans les divers théâtres.

Signalons, notamment dans certains théâtres de province, l'usage adopté par la Direction de considérer la moitié des abonnés de cette catégorie comme toujours présente, et de retrancher, par suite, du nombre des billets disponibles, et cela pendant toute la représen-

1. Trib. civ. d'Amiens, 10 décembre 1847.. D. P. 48. 2. 27 ; S. 48. 2. 669. *Sic* Lacan et Paulmier, t. II, n° 503.

tation, un nombre de billets égal à cette moitié (1). En somme, l'abonné, pour être certain d'avoir une place, doit se présenter au contrôle au moment où les autres spectateurs s'y présentent, c'est-à-dire avant le lever du rideau. Si les places réservées suivant l'usage sont toutes occupées lors de son arrivée, son droit d'assister au spectacle ne peut s'exercer et sa réclamation en justice ne saurait être admise :

« Attendu que le sieur Vivard, abonné au mois au théâtre de Toulon, s'est présenté accompagné de sa dame, également abonnée, le dimanche 4 décembre, après la levée du rideau, à la salle de spectacle pour y occuper les places auxquelles leur abonnement leur donnait droit ;

Attendu qu'il est d'usage que si l'abonné à l'année ou au mois sans places réservées a droit d'entrer au spectacle à sa convenance sans prendre de billets au bureau, sans contre-marque, et pour une faible cotisation, il ne saurait exiger qu'une des places qu'il peut occuper lui soit toujours et spécialement réservée, alors surtout qu'il arriverait dans le courant de la représentation ;

Attendu que le droit de l'abonné au mois ou à l'année, sans place réservée, consiste seulement à entrer dans la salle en même temps et concurremment avec le public payant, et d'occuper alors toute place qui lui convient dans les parties de la salle désignées par son abonnement ;

1. V. *Gaz. Trib.* du 27 mai 1846 : Vivien et Blanc, n° 332 ; Lacan et Paulmier, t. II, n° 495, 516.

Par ces motifs,

Déclare non recevable » (1).

Les droits de l'abonné sont-ils cessibles à une tierce personne ? Ecartons tout d'abord l'hypothèse où la convention d'abonnement autoriserait une semblable cession : celle-ci serait alors évidemment valable (art. 1134 C. civ). Mais, inversement, si le contrat d'abonnement est muet sur la faculté de cession, il faut décider qu'en principe le droit de l'abonné est personnel, par conséquent incessible. Par suite, quel que soit l'empêchement subi par l'abonné, celui-ci ne peut céder à un tiers les droits qu'il tient de son contrat. En effet, le prix global de l'abonnement est en général sensiblement inférieur à la somme que produirait la location de la place réservée à l'abonné, si cette location avait lieu à chaque représentation. Il est donc juste, à défaut de stipulations contraires, que, quand la place due à l'abonné n'est pas numérotée, le directeur, par compensation, puisse en disposer à un certain moment de la représentation où il devient vraisemblable que l'abonné ne se présentera pas. Que s'il s'agit d'une place numérotée, il ne faut pas que plusieurs spectateurs, après accord, chargent l'un d'eux de contracter un abonnement dont chacun pourrait successivement user à des conditions moins onéreuses que celles faites aux spectateurs ordinaires, et cela au détriment de la Direction. En somme, l'abonné n'a pas le droit de céder sa place à un tiers, tandis qu'au contraire le titulaire d'un billet de place, au porteur, peut, nous l'avons vu, quand ce billet a été pris en location, le céder à son gré.

1. Trib. com. Toulon, 19 décembre 1864, D. P., 65. 3. 44.

Le contrat d'abonnement s'éteint à l'expiration du temps fixé. Passé ce moment, si le contrat n'est pas renouvelé, le directeur a évidemment le droit de disposer des places. L'abonné ne peut le forcer à lui continuer son abonnement en lui offrant d'en payer le montant (1).

La destruction du théâtre, arrivée par cas fortuit, entraîne également la résiliation de tous les abonnements (2).

Enfin du caractère essentiellement personnel du droit de l'abonné, nous déduisons que l'abonnement cesse par la mort de cet abonné.

En conséquence, le legs par l'abonné du droit à l'abonnement est nul faute d'objet (3).

C. *Location d'une loge.* — La location d'une loge est une variété de l'abonnement, si, ce que nous supposons, cette location a lieu pour une période déterminée, au mois ou à l'année, par exemple (4).

Nous avons dit que le contrat relatif à la place empruntait certains de ses caractères à la théorie du louage d'ouvrage, certains autres à la théorie du louage de choses. En louant la loge en totalité, le spectateur a

1. Trib. civ. Seine, 16 septembre 1837 ; *Gaz. des Trib.*, 17 septembre 1837.

2. Paris, 7 août 1839, *Le Droit*, 28 août ; *Gaz. Trib.*, 29 août ; Trib. Seine, 27 février 1838, *Gaz. des Trib.*, 28 février ; Lacan et Paulmier, t. II, n° 513.

3. Trib. Seine, 21 décembre 1897, *Gaz. des Trib.*, 2, 3, 4 janvier 1898.

4. Par suite, ainsi que nous l'avons dit en traitant de l'abonnement, les droits du titulaire de la loge sont, en principe, moins étendus que ceux d'un spectateur ordinaire, en ce qui touche les représentations, la distribution des pièces, etc.

peut-être pris en considération, plus que les autres titulaires de places, les éléments matériels qui se rencontrent dans le louage des choses.

Mais le spectacle lui-même restant toujours dû, en outre par la Direction, le contrat relatif à la location d'une loge conserve toujours les mêmes caractères que ceux explicités plus haut.

Il est d'abord évident que le directeur doit, au titulaire de la loge, la jouissance promise, pendant tout le temps fixé. Et, quand la location est faite, le directeur ne saurait en anéantir les effets en basant, par exemple, son refus d'exécution, sur une réquisition du maire lui enjoignant de tenir cette loge à la disposition du général commandant le département (1) Mais inversement, le directeur ne doit pas au titulaire de la loge une jouissance plus considérable que celle à laquelle il s'est obligé par son contrat de location.

« Attendu que Desbrousse réclame à Halaizier la restitution d'une partie du prix de location qu'il a payé pour l'avant-scène des premières loges n° 3 au nouvel Opéra par ces motifs que sa location a été calculée et payée pour 8 places, tandis qu'elle ne devait l'être que pour 6 places ;

« Qu'il fonde sa réclamation sur une convention du 26 janvier 1874 qui sera enregistrée avec le présent jugement par laquelle Halaizier se serait engagé à lui donner dans la nouvelle salle de l'Opéra, une loge contenant autant de places et dans la même situation que celle qu'il occupait dans l'ancienne salle ;

1. Trib. civ. Troyes, 6 mai 1847, *Gaz des Trib.*, 12 mai 1847.

« Attendu qu'après l'incendie de la rue Le Pelletier, Halaizier a adressé à ses abonnés le 13 janvier une circulaire dans laquelle il leur offrait de mettre à leur disposition à la salle Ventadour une loge analogue par sa situation et le nombre de ses places à celle dont ils avaient été dépositaires ;

« Que pour reconnaître le sacrifice qu'il demandait à leur bienveillance, il leur offrait également le privilège très recherché d'obtenir dans la nouvelle salle qui s'ouvrirait très prochainement une loge équivalente à celle qu'ils occupaient dans la salle incendiée ;

« Attendu que l'esprit évident de cette circulaire a été d'assurer aux abonnés qui consentaient à le suivre à la salle Ventadour, une loge au nouvel Opéra, aussi semblable que possible comme situation et comme étendue, à celle qu'ils occupaient rue Le Pelletier, mais jamais d'obliger M. Halaizier à n'exiger de ses abonnés que le prix du nombre des places contenues dans l'ancienne loge, alors même que la loge nouvelle renfermerait un nombre de place plus considérable ;

« Que Desbrousse a élevé une prétention pareille et interprété de cette façon l'offre d'Halaizier ;

« Par ces motifs :

« Déclare Desbrousse mal fondé » (1).

A moins de clauses contraires, le locataire d'une loge a le droit de la sous-louer : c'est le droit commun. Quant au contrat de sous-location lui-même, sa durée dépend soit de la convention, soit, à défaut de clauses

1. Trib. de la Seine, 4 nov. 1903, *Gaz. Trib.*, 21 nov. 1903, *La Loi*, 29 déc. 1903.

formelles sur ce point, des usages en vigueur au théâtre. C'est ainsi qu'il est d'un usage constant parmi les abonnés de l'Opéra, sous-locataires de loges, de prévenir dans le courant de l'année les titulaires de ces loges de leur intention de ne pas les conserver pour leur permettre de trouver des sous-locataires avant l'expiration de l'année théâtrale.

En sorte que le sous-locataire qui n'a pas donné connaissance en temps utile de l'abandon de sa sous-location en doit en conséquence le prix (1).

Il est également certain que le titulaire de la loge peut amener avec lui, dans cette loge, pour y assister aux représentations, les personnes qu'il veut, et cela sans qu'il y ait, pour ces invités, à payer un droit d'entrée quelconque. Il peut même la réserver entièrement à ceux-ci. Bien entendu le nombre des personnes occupant la loge ne peut dépasser le nombre de places que, au terme du contrat de location, la loge contient.

Lorsque la durée fixée pour l'occupation de la loge est expirée, les obligations réciproques nées du contrat de location se trouvent naturellement éteintes.

« Attendu que le directeur d'un théâtre a le droit de disposer des loges qui en dépendent de la manière qu'il croit la plus avantageuse pour son exploitation, pourvu qu'il ne dépasse pas les différents tarifs qui sont fixés suivant la durée et le genre de la location ; qu'ainsi on ne peut contraindre à renouveler un bail qui lui paraît contraire à ses intérêts ;

1. Trib. de la Seine, 4 nov. 1903, *Gaz. des Trib.*, 21 nov. 1903, *La Loi*, 29 déc. 1903.

« Attendu que s'il est énoncé dans les baux que faute d'avoir payé d'avance en cas de renouvellement, l'administration pourra disposer de la loge, il n'en résulte que le bail sera nécessairement renouvelé si l'on offre de payer d'avance le loyer, cette énonciation ne contenant point une obligation de louer, mais un simple avertissement de la formalité à remplir pour renouveler la location ; autrement le bail ne serait pas fait pour une seule année comme le prescrivent les règlements qui ne permettent pas de dépasser la durée de la location annuelle ; il pourrait se prolonger à l'infini, au moyen d'offres successives de payer d'avance ;

« Attendu que si Robin a fait des embellissements aux loges qu'il louait, il savait que son bail ne durerait qu'un an et qu'à l'expiration de ce bail il courait la chance de ne plus jouir des dépenses qu'il avait faites ; que dès lors il a dû prévoir ce prétendu préjudice dont il ne peut se plaindre aujourd'hui puisqu'il s'est exposé volontairement à le subir ;

« Par ces motifs, déboute Robin de sa demande » (1).

Le contrat s'éteint également au cas de perte par cas fortuit, notamment lorsque l'exploitation est rendue impossible par suite de l'incendie du théâtre (2).

Mais que faut-il décider à l'expiration du contrat, au cas de tacite reconduction ? Pour les clauses et conditions générales du nouveau contrat ainsi formé, il n'y a

1. Trib. civ. Seine, 24 mai 1844, *Le Droit*, 23 mai 1844, *Gaz. Trib.*, 23 mai 1844 ; confirmé par Paris 22 août 1844, *Gaz. des Trib.*, 23 août 1845. Dans le même sens : Trib. com. Seine, 3 mars 1845 et Paris 24 mars 1845, *Le Droit* des 4 et 29 mars 1845, *Gaz. des Trib.* du 29 mars 1845.

2 Trib. civ. Seine, 27 fév. 1838, *Gaz. Trib.*, 28 fév. 1838.

pas doute, on devra observer les clauses et conditions qui régissaient le contrat expiré.

Quant à sa durée, nous n'adopterons pas la solution proposée par MM. Lacan et Paulmier (t II n° 511 p. 30) qui consiste à décider que la durée du nouveau contrat sera fixée par les usages ou règlements en vigueur dans le théâtre dont il s'agit. On ne peut, en effet, exiger du titulaire de la loge qu'il connaisse ces règlements ou usages. Il vaut donc mieux déclarer que la durée du nouveau contrat sera celle de l'ancien. Notons que si le droit à la loge est cessible par le titulaire, il n'est pas transmissible à ses héritiers. Il s'éteint donc par sa mort.

« Attendu que ces droits d'une nature particulière qui tiennent à la fois des droits d'usufruit et des droits d'usage sont essentiellement personnels et viagers ; que s'ils ont pu être cédés par des titulaires pendant leur vie, ils n'ont pu être transmis par eux à leurs héritiers, que les héritiers Langlois n'ont pu céder des droits qui s'étaient éteints avec leurs auteurs... » (1).

D. *Entrées à vie.* — Le contrat par lequel un spectateur stipule le droit d'entrer pendant toute sa vie au théâtre est une sorte d'abonnement à long terme dont, en supposant que le prix soit déterminé, les effets ont un caractère très aléatoire. Les droits du spectateur sont viagers, c'est-à-dire d'une durée incertaine. De plus, ces droits peuvent s'éteindre avant même le décès du titulaire de l'entrée à vie : c'est ce qui se produira, notamment au cas de faillite du directeur, lorsque le

1. Trib. civ. Seine, 22 fév. 1861, *Gaz. Trib.*, 9 mars 1861.

théâtre est mis en adjudication : l'adjudicataire n'est pas tenu, commençant une exploitation nouvelle, de conserver, dans le silence du cahier des charges, l'entrée à vie consentie par son prédécesseur, le failli. Quoiqu'il en soit, examinons les droits du titulaire de cette entrée à vie. Le principe est ici le suivant :

La personne qui a acheté un droit d'entrée à vie et à toutes les places dans un théâtre n'a que le droit de pénétrer dans la salle et d'occuper une des places non prises ou louées par le public, à la différence du titulaire d'une place à l'année qui a toujours droit à celle qu'il a acquise.

Elle ne peut élever aucune réclamation, tant que le directeur de théâtre ne lui conteste pas son droit d'entrée et ne la met pas dans l'impossibilité d'exercer ce droit par une entente coupable avec une agence quelconque et par des locations simulées.

Cette règle a été consacrée par le Tribunal civil de la Seine le 3 mai 1873, dont la décision a été confirmée par la Cour de Paris, le 18 janvier 1875 (1) : « Considérant, a dit la Cour, que Lambert de Chamerolles, propriétaire d'une entrée à vie et à toutes places au théâtre du Gymnase a le droit, à ce titre, de pénétrer dans la salle pendant toutes les représentations, sauf celles à bénéfice, et d'y occuper à son choix une des places vacantes, mais que ce droit ne saurait aller jusqu'à se faire délivrer au bureau de location une place dont il n'aurait pas à payer le prix ;

« Que Lemoine Martigny était fondé à repousser cette

1. D. P., 75. 3. 46 ; S. 75. 2. 53.

prétention et que l'appelant ne peut réclamer de ce chef aucune indemnité ;

« Qu'il ne peut davantage en obtenir parce qu'à certains jours qu'il ne précise pas, la salle aurait été louée d'avance tout entière et qu'il n'aurait pas trouvé à s'y placer ;

« Qu'il est fondé seulement à exiger que Lemoine Martigny ou ses préposés ne fassent rien pour paralyser l'exercice de son droit, soit en refusant de lui laisser occuper une place vacante, soit en marquant comme louées des places qui ne le seraient pas réellement ;

Mais qu'il n'établit rien de semblable ».

## § II. — CONTRATS INDIRECTEMENT PASSÉS ENTRE LA DIRECTION ET LE PUBLIC

Nous examinerons ici les contrats dans lesquels le spectateur futur ne traite pas directement avec l'entrepreneur de spectacles, en ce sens qu'il ne se présente pas, ni personne pour lui, soit au bureau de location, soit au guichet du théâtre. Le contrat ne s'en forme pas moins, avec ses caractères généraux, mais en présentant cependant quelques particularités. Le titre du spectateur et la preuve du contrat résident dans le fait de la possession soit d'un billet d'auteur, soit d'un billet à droit : examinons successivement ces deux hypothèses.

*A. Billets d'auteur.* — Les billets d'auteur sont des billets que le directeur du théâtre délivre gratuitement à l'auteur d'une pièce, pour chacune des représentations de celle-ci. Ce ne sont pas des billets de pure faveur. Ils constituent pour l'auteur un complément, souvent

très considérable, de sa rémunération normale, c'est-à-dire de ses droits d'auteur. Le nombre des billets à délivrer à l'auteur, pour chaque soirée où sa pièce sera représentée, est fixé par le contrat de pièce. L'auteur va donc s'il lui plaît, chercher à faire argent avec les billets à lui délivrés. La validité de cette opération ne saurait faire doute. Au moment où a été signé le contrat relatif à la pièce, le directeur, en consentant pour chaque représentation un nombre de billets d'auteurs souvent assez élevé, savait que ces billets feraient l'objet de vente, et, depuis le jugement du Tribunal civil de la Seine de 1852, la question ne semble pas, en jurisprudence, avoir fait de difficulté. En 1852, un avocat s'étant présenté au Théâtre-Français avec un billet d'auteur, avait essuyé un refus motivé sur ce que, de son propre aveu, le billet avait été acheté. Le tribunal condamna le directeur à 100 francs de dommages-intérêts, attendu que le billet avait pu être légitimement vendu :

« Attendu que les billets d'auteur délivrés aux auteurs par les administrations théâtrales doivent être considérés aux termes de l'ordonnance de 1826 comme un supplément du droit d'auteur proprement dit, fixé à une quote-part de la recette ;

« Qu'il en résulte que les auteurs en possession de ces billets peuvent les vendre et que les acheteurs de ces billets ont droit de revendiquer la place que les dits billets leur enseignent ;

« Attendu que l'ordonnance de 1828, n'a porté aucune atteinte à ce droit, qu'elle a seulement pour objet de réglementer la circulation dans un intérêt de police, et

non d'enlever aux auteurs une faculté qui résulte à leur profit de l'ordonnance de 1826.

« En fait :

« Attendu que Barre le 12 juillet dernier ayant un billet d'auteur a éprouvé de l'administration du Théâtre-Français le refus de la place à laquelle lui donnait droit son billet ;

« Que ce refus et les conséquences qui en ont été la suite lui ont causé dommage dont il lui est dû réparation :

« Condamne, etc... (1) »

Pratiquement, les auteurs font avec une agence, une convention par laquelle ils s'engagent à lui remettre leurs billets d'auteur, moyennant un prix qui est souvent la moitié du prix de la place indiquée sur le billet. Les agences écoulent alors ces billets à leurs risques et périls, c'est-à-dire supportent les aléas si elles ne trouvent pas d'acheteurs. Il est vrai qu'inversement, elles peuvent majorer les prix si la pièce est un succès. Nous avons dit, en effet, que le titulaire d'un billet de place peut le céder à sa guise, aux conditions qu'il veut, sans que la Direction puisse, en l'absence de toute prohibition écrite sur le billet, refuser l'accès de la salle au porteur de celui-ci.

Les agences, une fois en possession des billets d'auteur, traitent à leur tour, souvent, non directement avec le spectateur futur, mais avec des marchands de billets qui, établis aux abords du théâtre, y vendent des

1. Trib. civ. Seine, 8 déc. 1850, *Gaz. Trib.* et *Le Droit*, 9 décembre 1852.

billets au public, soit chez un commerçant voisin, soit même dans la rue. Cette vente sur la voie publique et le racolage qui la précède sont interdits presque partout par des ordonnances de police ou des arrêtés municipaux, qui prohibent ce trafic, nous l'avons dit, quelle que soit l'origine des billets. Mais si l'infraction à ces arrêtés expose le contrevenant aux peines de simple police, il n'en résulte pas que le contrat relatif à la vente du billet sur la voie publique soit nul. En d'autres termes, le fait de la vente d'un billet d'auteur sur la voie publique en contravention des ordonnances de police, n'autorise pas l'administration d'un théâtre à refuser aux porteurs du billet la place à laquelle ils auraient droit s'ils l'avaient pris au bureau :

« Attendu que s'il est articulé que les billets présentés par les demandeurs avaient été vendus sur la voie publique en contravention des ordonnances de police, il est certain que l'administration du théâtre n'a pas le droit de se prévaloir de cette infraction pour refuser de donner aux porteurs de ces billets les mêmes places qu'à ceux qui ont pris leurs billets aux bureaux ;

« Attendu qu'en vertu des conventions passées entre la Commission des Auteurs Dramatiques et les directeurs de théâtre, ces billets appartiennent aux auteurs qui ont le droit de les vendre ;

« Attendu que porteurs de deux billets les demandeurs avaient droit de réclamer et d'obtenir des places d'orchestre, que cependant l'administration a refusé de leur en délivrer quoiqu'il y eût des places libres (1) ».

1. *Gaz. des Trib.*, 21 juin 1861.

B. *Billets à droit*. — Le « billet à droit », tant qu'il n'est pas revenu au contrôle du théâtre, aux mains d'une personne qui prétend s'en servir, n'implique qu'une sorte de sollicitation. A ce point de vue, il se rapproche de l'affiche. La Direction lance dans la circulation un nombre souvent considérable de billets valables pendant un temps déterminé, et sur la présentation desquels le spectateur ne paiera pour sa place, au guichet, qu'une fraction du prix ordinaire.

Le système consistant à émettre ainsi des « billets à droit » a ses avantages et ses inconvénients. Son avantage est évidemment de faire espérer au directeur une salle mieux garnie, une recette plus forte :

« On prétend que c'est le billet à droit qui tue les « exploitations théâtrales qui en font usage. C'est là une « erreur. Le billet à droit est un moyen de diminuer le « prix des places et les théâtres qui s'en servent ont « leurs raisons. S'ils ont un vrai succès, ils le suppri- « ment, et le public paie place entière sans se plaindre, « car il veut absolument voir la pièce en vogue. Mais « si l'ouvrage est ordinaire, le billet à droit, remis en « circulation, décide le spectateur à s'offrir ce spectacle « par économie » (1).

L'inconvénient des billets à droit est celui-ci : la Direction envoie à des personnes inconnues d'elle, et dont elle relève les noms sur des listes d'adresse, des billets à droit valables, par exemple, pendant une quinzaine de jours. Elle en envoie beaucoup plus qu'il n'y a de places disponibles. Or il peut arriver que le même

1. Lemonnier, *Les abus du théâtre*, p. 145.

jour, les spectateurs, porteurs de ces billets, se présentent en nombre considérable, de telle sorte qu'il sera impossible de les satisfaire tous. Et si la Direction parvient à donner des places à tous les porteurs de billets à droit qui se présentent à un jour déterminé, elle risque de se voir obligée de refuser l'entrée de la salle aux spectateurs qui, au moment du lever du rideau, ou un peu après se présentent aux guichets.

Avant 1864, lorsque l'industrie théâtrale n'était pas libre, ces inconvénients n'avaient pas échappé à l'autorité chargée de la réglementation.

On a vu souvent, disent MM. Lacan et Paulmier (n° 92), des directeurs, dans le désir d'augmenter leurs recettes, distribuer un plus grand nombre de billets que la salle ne contient de places ; c'est tromper l'attente du public, faire naître des causes de confusion et de troubles auxquels l'autorité doit porter remède en interdisant de distribuer dans les bureaux ou ailleurs un nombre de billets supérieur à celui des places de la salle ou à celui des places qu'ils représentent.

Elle peut ordonner, dans le même but, que les billets ne s'appliqueront pas à plusieurs places, mais que chaque billet énoncera nominativement la seule place que le spectateur aura le droit d'occuper.

De là, l'ordonnance de police du 30 mars 1844 :

Article 6. — Les directeurs de théâtre seront tenus de supprimer les billets qu'ils font délivrer et qui désignent plusieurs places au choix du spectateur. Il leur est enjoint de les faire remplacer par des billets énonçant nominativement la seule place que le spectateur aura le droit d'occuper.

Aujourd'hui l'intervention d'un pouvoir réglementaire n'est plus possible en ce qui touche l'émission des billets à droit ; la Direction de chaque théâtre, abstraction faite, bien entendu, des théâtres subventionnés, tant nationaux que municipaux, organise son exploitation à sa guise au mieux de ses intérêts. La seule sanction, au cas où l'administration du théâtre ne peut remplir ses engagements est la possibilité d'obtenir des tribunaux compétents une condamnation à des dommages-intérêts :

« Attendu qu'il est établi que le 23 octobre dernier : Desmarets s'est présenté au Théâtre du Gymnase Dramatique pour assister au spectacle de ce jour, qu'il était porteur d'un billet qui lui donnait droit à deux places aux premières loges ; qu'il est arrivé avant le commencement du spectacle ; qu'il n'a pu être placé malgré ses vives réclamations :

« Attendu que l'administration d'un théâtre est tenue de faire les dispositions nécessaires pour satisfaire aux droits et aux besoins du public, qu'elle manque à ses devoirs en distribuant plus de billets que la salle ne comporte de places ; que sauf les exceptions mentionnées sur les billets dits de faveur, ces billets en *acquittant un droit de 1 franc* confèrent au porteur les mêmes avantages que les billets pris au bureau ;

« Attendu qu'en refusant de placer Desmarets aux premières loges, l'administration l'a privé d'un droit acquis et lui a causé un préjudice dont elle lui doit réparation » (1).

1. Trib. com. Seine, 3 janvier 1839, *Gaz. Trib.*, 5 janvier 1839.

Cependant cette théorie, impliquant responsabilité du directeur, ne doit être admise qu'avec certains tempéraments. Nous la croyons exacte lorsque le billet à droit porte une date fixe : c'est à l'administration du théâtre à prévoir les éventualités qui peuvent résulter de l'émission de semblables billets.

Mais nous pensons, au contraire, que le porteur d'un billet à droit pour une date indéterminée, c'est-à-dire pour un laps de temps indéfini, ne peut agir en responsabilité quand il est matériellement impossible à la Direction de lui assurer, le jour où il se présente, une place de la nature de celles portées sur son billet.

Le 9 mars 1868, M. Fenet, porteur d'un billet qui lui donnait droit à deux places, se présentait au théâtre des Bouffes, dont il se voyait refuser l'entrée : le billet ne portait *pas de date* et indiquait seulement que le porteur serait tenu de payer une somme de 1 franc par place, M. Fenet offrait bien de payer cette somme, mais il lui était répondu que *la salle était pleine* et qu'on ne pouvait disposer d'aucune place.

C'est ainsi que la jurisprudence a été appelée à se prononcer sur la question de savoir dans quelles limites l'administration d'un théâtre était liée par un billet établi dans les conditions qui précèdent. Le tribunal de commerce n'a pas pensé qu'elle l'était d'une manière absolue et nous croyons que c'est avec raison :

« Attendu qu'un billet représenté par Fenet est ainsi conçu : « billet de faveur, loges et fauteuils ; deux personnes. Avec ce billet, il sera perçu un franc par personne » ;

« Attendu que ce billet ne porte aucune date, qu'il

n'indique pas le jour pour lequel il sera valable ; qu'il ne constitue donc qu'une promesse faite par l'administration de réduire le prix de ces places à un franc aux personnes munies de ces billets, lorsqu'elle peut les recevoir, et non pas l'obligation de fournir les places à la première demande ; d'où il suit que Fenet ne saurait réclamer des dommages-intérêts pour le fait dont s'agit ;

« Déclare Fenet mal fondé en sa demande » (1).

MM. Lacan et Paulmier (n° 485) ont très exactement indiqué les abus qu'engendre trop souvent la distribution de billets à droit : « On distribue des billets de faveur en plus grand nombre qu'il n'y a de places réservées pour ces billets. Quand les porteurs arrivent, on leur fait payer un droit ; puis, une fois dans la salle, ils ne trouvent plus de place disponible, quoique beaucoup d'autres soient vacantes. Il en résulte que la plupart, ne voulant lâcher pied, ou n'ayant pas assez de temps pour aller à un autre théâtre, se décident à acheter une nouvelle place par le paiement d'un supplément qui met à peu près leurs billets au même taux que ceux du bureau. »

La principale difficulté qui naît, en pratique, entre l'administration du théâtre et le porteur d'un billet à droit se produit lorsque celui-ci se présente seul au contrôle, muni d'un billet portant : « Bon pour deux places. Avec ce billet, il ne sera perçu que... par place. »

Certes, le porteur d'un billet à droit de deux places,

1. Trib. com. Seine, 6 mai 1868, *Gaz. des Trib.* du 23 mai 1868, *Le Droit*, 25 mai.

délivré d'avance, par exemple, pour une représentation déterminée, a le droit d'exiger le nombre de places promises, à peine de dommages-intérêts, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Mais, dans le cas où il se présente seul, le contrôle a-t-il le droit d'exiger qu'il soit payé, non le prix d'une place, mais le prix des deux places auxquelles le billet donne droit ? Le tribunal de la Seine a résolu la question affirmativement :

« Attendu que la difficulté naît de l'interprétation à donner au billet dont X était porteur, et qui était ainsi conçu : *Théâtre de la Porte Saint-Martin. Bon pour deux places. Représentation du 22 juin. Monsieur Legrand. Ce billet ne peut être vendu. Il sera perçu deux francs par place.*

« Attendu que X soutient qu'étant seul lorsqu'il a présenté le billet au contrôleur du théâtre, il ne devait payer que 2 francs ; que la mention : « il sera perçu 2 francs par place » établit pour le bénéficiaire le droit de ne payer que proportionnellement au nombre de places occupées ;

« Attendu que cette interprétation ne saurait être accueillie ; qu'en effet, le billet de théâtre délivré d'avance pour une représentation déterminée, et surtout à une personne dénommée, donne au porteur le droit d'exiger le nombre de places promises, à peine de dommages-intérêts contre le directeur ; que si, dans ce cas, le porteur d'un billet à deux places a le droit d'exiger ces deux places, l'administration, de son côté, a le droit d'exiger le prix attaché à ces deux places, alors qu'il ne se présenterait qu'un seul bénéficiaire ;

Attendu que la mention du billet dont il s'agit dans l'espèce : « Il sera perçu 2 francs par place » se rattachait à cette autre mention : « Bon pour deux places » que l'administration ne pouvant diviser son engagement et ne délivrer qu'une place, le porteur ne peut davantage diviser son engagement et ne payer que 2 francs... » (1).

Nous admettons la doctrine de ce jugement et l'idée d'indivisibilité conventionnelle qui s'y trouve, mais sous une condition essentielle et que fort probablement, l'administration du théâtre n'avait point observée, sous la condition que, pendant toute la durée de la représentation, le porteur du billet de deux places, après avoir acquitté le droit afférent à ces deux places, conserve à côté de lui une place inoccupée. Notons que dans l'espèce, le billet était pour une représentation déterminée, au nom d'une personne dénommée, ce qui donnait à ce billet, et aux droits réciproques des parties en cause, une précision qui ne se rencontre pas toujours en pratique quand il s'agit de billets « à droit ».

### § III. — DES CONTRATS RELATIFS A LA PLACE DANS LESQUELS LE SPECTATEUR NE VERSE PAS UNE SOMME D'ARGENT

Il peut arriver souvent que la Direction émette des billets sans qu'en retour aucune somme d'argent soit perçue par elle. Nous en avons déjà trouvé un exemple quand nous avons parlé des billets d'auteur. En général, le spectateur qui est muni de ces derniers billets les

1. Trib. civ. Seine, 25 janvier 1884, Sirey, 85. 2. 16 ; *Gaz. Pal.*, 84. 1, *suppl.* 6 ; *Journ. Pal.*, 85, 1. 846.

a payés, mais à l'agence à laquelle l'auteur les a cédés. La Direction, en échange de ces billets, n'encaisse aucune somme d'argent, car ils sont, nous l'avons dit, un complément qui vient s'ajouter à la perception des droits d'auteur pour parfaire la rémunération de l'auteur de la pièce. Ce ne sont pas, cependant, des billets de faveur proprement dits puisqu'ils sont, pour une fraction, la contre-partie de l'autorisation, donnée par l'auteur à la Direction, de représenter la pièce. De plus, les auteurs eux-mêmes ont, personnellement, leur entrée gratuite au théâtre pendant tout le laps de temps pendant lequel leur pièce est représentée ; et, souvent, ils ont la faveur d'une entrée à vie. Il arrive même quelquefois que le directeur leur concède une seconde, une troisième entrée à vie ; ces dernières entrées n'ont évidemment de valeur que parce qu'il est loisible à l'auteur de les céder à des tiers (1).

Les artistes, eux aussi, reçoivent un certain nombre de billets gratuits, chaque fois qu'ils jouent dans la pièce : ce sont les billets *de service* : « Au lieu, dit Pougin, d'être une faveur accordée, ils constituent une sorte d'obligation pour le théâtre. En effet, dans certains théâtres, comme la Comédie-Française, l'usage a consacré une sorte de droit, pour tout artiste qui joue dans une représentation, d'avoir un ou plusieurs billets.

Les billets ne donnant pas lieu à la perception d'une somme d'argent tantôt peuvent être considérés comme la rémunération d'un service rendu à la Direction ou

1. Trib. Seine, 27 juin 1896, S. 96. 2. 286 ; *La Loi* du 30 juin 1896.

sollicitée par elle, tantôt constituent la preuve d'une pure libéralité.

Citons, tout d'abord, le cas où un souscripteur d'actions dans une société formée pour exploiter un théâtre obtient, à raison de sa souscription, l'avantage d'avoir un fauteuil à vie. Cet avantage ne subsiste qu'autant que dure la société en question. S'il y a lieu de la liquider, le droit au fauteuil est perdu, et l'actionnaire ainsi dépossédé ne peut que réclamer à la société en liquidation, une indemnité ; il a même été jugé que cette indemnité ne pouvait lui être payée que lorsque tous les créanciers sociaux auraient été désintéressés (1).

Dans le même ordre d'idées, on peut citer le droit d'entrée gratuite stipulé par un propriétaire dans l'acte de vente de ses terrains où l'on veut élever un théâtre. Par conséquent, on ne peut réclamer, lorsque le théâtre est démoli ou exproprié, une somme représentant la valeur de l'entrée. Celle-ci n'a été qu'une charge de la vente : elle ne saurait être assimilée à un droit d'usufruit (2).

Mais c'est surtout pour rémunérer la publicité donnée à l'entreprise que le directeur délivre des billets de faveur donnant, dit Pougin « la faculté d'entrer au théâtre sans bourse délier ». Tantôt les titulaires de ces billets seront des commerçants qui autorisent le directeur à placer des affiches à l'intérieur de leur établissement ; tantôt ces billets serviront à rémunérer des arti-

1. Trib. Lyon, 3 janvier 1894, *Mon. Jud.*, Lyon, 15 avril 1894  
Lyon, 12 déc. 1895 ; *Gaz. Trib.* du 26 avril 1896.

2. Trib. civ. Seine, 12 juillet 1870, *Le Droit*, 11 août 1870.

cles élogieux publiés, à titre de réclame dans certains journaux.

Dans la première hypothèse, ces billets portent le plus souvent la mention : « ce billet ne peut être vendu ». L'administration se réserve ainsi, par une clause formelle, de refuser l'accès du théâtre au porteur contre qui elle pourrait établir qu'il a acheté ce billet, ce dernier se trouvant ainsi hors du commerce. En vertu des principes généraux, la vente d'une chose hors de commerce étant nulle, l'acquéreur du billet peut exiger du vendeur la restitution du prix de la vente dont s'agit :

« Attendu que le billet signé du directeur est ainsi libellé : « Deux fauteuils, deuxième galerie, valable pour août 1892, service d'affichage sur cadres : X et Y » ; qu'il porte en marge, en travers, en gros caractères, la mention suivante : « Ce billet ne peut être vendue ».

« Attendu que le directeur de l'établissement a mis comme condition à la délivrance d'un semblable billet qu'il ne serait pas vendu ; que le directeur a voulu éviter que des personnes capables d'aller à son établissement en payant ne puisse se procurer des entrées ailleurs qu'au bureau ; qu'il a pu valablement interdire tout trafic avec les billets dits « d'affichage » et les mettre hors du commerce... ;

« Attendu que le demandeur n'a remarqué la mention : « Ce billet ne peut être vendu » qu'après achat et paiement du prix au moment où il allait présenter le billet au contrôle ;

« Attendu que le demandeur a réclamé aux défen-

deurs le remboursement du prix du billet par eux vendu malgré la mention interdisant la vente...

« Attendu que le demandeur n'était pas obligé de participer à un acte frauduleux ;

« Attendu que les vendeurs ont vendu une chose hors du commerce ; qu'une telle vente est nulle aux termes de l'article 1598 du Code civil ; qu'ils sont tenus, en vertu des articles 1626 et suivants du même Code, de restituer le prix d'une vente nulle » (1).

En second lieu, des billets de faveur sont également délivrés aux journaux, en paiement de réclames gratuites. Il y a là un usage constant, en vertu duquel :

Il existe entre les directeurs de journaux et les directeurs de théâtre des rapports réciproques constituant des engagements tacites d'où il résulte que le journaliste qui insère gratuitement une annonce-réclame à lui envoyée par le directeur de théâtre, reçoit à titre de rémunération des billets de faveur.

Lors donc que le directeur de théâtre refuse l'entrée au journaliste, il manque à l'usage et dès lors le journaliste est en droit de réclamer le paiement du coût de l'annonce suivant le tarif du journal (2).

Il est également d'usage d'assurer aux critiques dramatiques une place gratuite. La presse a sur le public une incontestable autorité. La Direction espère, en faisant au critique un accueil favorable, un article élogieux qui attirera les spectateurs. Le droit, pour le directeur, d'interdire inversement l'accès de la salle » certains

1. Trib. paix, Paris, 31 août 1892. S., 93. 2. 62, *Gaz. Trib.* 24-25 oct. 1892.

2. Trib. com. Toulouse, 17 fév. 1904 ; *Le Droit*, 16 avril 1903.

critiques, n'est pas discutable. Mais il est évident que ce directeur s'expose ainsi à voir publier des comptes rendus qui ne sont pas toujours impartiaux. Peut-il alors actionner le journal ? Le Tribunal civil de la Seine, appliquant les principes généraux en matière de responsabilité civile, a décidé sur ce point que, pour que des articles critiques publiés dans un journal sur les pièces jouées à un théâtre, sur le jeu des acteurs et la composition de la salle, puissent donner ouverture à une action en justice, il ne suffit pas au directeur qui se plaint d'établir que ces articles dépassent en certains points les limites d'une critique sérieuse, il faut qu'il prouve en outre avoir éprouvé un préjudice.

A propos d'une pièce, *Le pays latin*, le théâtre Cluny avait jugé à propos de supprimer le service de certains journaux réactionnaires.

*Le Gaulois* disait le 10 juillet 1874 : « Nous avons eu la chance d'être compris dans cette mesure, et les places qui nous sont ordinairement réservées à ce théâtre étaient occupées par des balocheuses vêtues en hommes et exubérantes d'ivresse. Nous sommes heureux, en conséquence, de n'avoir pas à rendre compte des sales tableaux qu'on a l'audace de présenter comme l'œuvre de ce pauvre Murger. En voilà un qui protesterait, s'il assistait à cette malpropre comédie, malproprement jouée, d'un de ses romans les plus fins et les plus délicats ».

Auparavant, *Le Gaulois*, à propos du même théâtre, avait écrit sous le titre : « Les billets de faveur politiques » (à propos d'une pièce de Claretie : *Les ingrats*) : « Nous avions autrefois le théâtre le plus élégant de

Paris, voici maintenant le théâtre le plus républicain de Paris. Les contrôleurs sont radicaux, le secrétaire est radical, les ouvreuses sont radicales, le portier, les moucheurs de chandelles et les machinistes, tous radicaux. Dans la salle, on ne lit que les journaux radicaux, les places y sont d'une dureté radicale, le froid y est radical, l'ennui radical, tout est radical. On n'a pas idée d'une baliverne semblable ».

Le Tribunal a estimé que *Le Gaulois* n'avait pas dépassé les bornes de la critique permise (1).

Revenons aux billets qui, gratuits en apparence, sont la rémunération véritable d'un service rendu. Les directeurs s'en servent même quelquefois pour payer leurs fournisseurs. Citons à ce propos une espèce intéressante :

M. Noel, pharmacien, réclamait à M. Flourey, directeur du Châtelet, une somme de 195 francs pour fournitures pharmaceutiques.

M. Flourey répondait que, d'après conventions verbales, le pharmacien s'était engagé à fournir tous médicaments nécessaires au théâtre et à son directeur ; que ce dernier, de son côté, devait accorder à M. Noel ses entrées au théâtre et sur la scène et des places à discrétion.

Le pharmacien avait usé largement de son droit, puisqu'il était justifié par le registre de location que M. Noel avait reçu, dans l'espace de 17 mois, pour 4.223 francs de loges ou de fauteuils de balcon.

1. Trib. civ. Seine, 2 janv. 1877, *Ann. prop. ind. litt.*, p. 144.

M. Floury se portait reconventionnellement demandeur d'une indemnité de 200 francs.

Le juge de paix du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris rendit le 12 février 1886 le jugement suivant :

« Attendu que l'existence de la convention qui serait intervenue entre les parties est contestée ;

« Mais attendu qu'il est constant que Floury a pris livraison des produits pharmaceutiques fournis par Noel ; qu'il doit, dès lors, en payer en prix ; que le chiffre de 195 francs n'est pas exagéré ;

« Sur la demande reconventionnelle :

« Attendu qu'il est constant que Noel a joui de ses entrées au théâtre du Châtelet ; qu'il a très fréquemment obtenu des places pour ledit théâtre ; qu'il doit dès lors en payer le prix ; que le chiffre de 200 francs nous paraît devoir être réduit à 195 francs ;

« Par ces motifs, condamnons Floury à payer à Noel la somme de 195 francs pour prix des produits pharmaceutiques ;

« Condamnons Noel à payer à Floury la somme de 195 francs pour prix d'entrées et places au théâtre du Châtelet ;

« Disons que les parties partageront les frais par moitié. »

Les véritables entrées de faveur sont celles qui s'analysent en des libéralités certaines, en dispensant le porteur, sans contre-prestation, de l'obligation de payer le prix.

Les entrées de faveur sont permanentes ou temporaires. Quand elles sont permanentes, aucun billet spécial n'est délivré au titulaire. Un registre contenant les

noms de toutes les personnes qui ont ainsi leurs entrées est déposé au contrôle de chaque théâtre et ces personnes n'ont qu'à donner leur nom pour qu'on les laisse pénétrer dans la salle.

« Il va sans dire, remarque M. Pougin, que les théâtres ne garantissent aucune place à cette catégorie de spectateurs qui, s'il n'en est point de libres, doivent se contenter de se tenir debout, dans un endroit quelconque de la salle où ils peuvent le faire sans gêner le public. »

Les entrées de faveur peuvent aussi n'être accordées que pour une représentation. Dans ce cas, le billet de place est le procédé le plus commode pour l'exécution de cette libéralité. A un jour déterminé, la salle se trouvera ainsi garnie de spectateurs qui, vraisemblablement, ne ménageront pas leurs applaudissements. D'où le caractère personnel de semblables billets ; d'où, tout au moins, le désir chez le directeur que le bénéficiaire du billet n'en fasse pas argent, ne le vende pas à un indifférent, et que, s'il ne peut lui-même profiter du spectacle, il cède gratuitement ce billet. Aussi très souvent les billets de faveur portent-ils la mention : « Ce billet ne peut être vendu ».

« Les billets connus sous le nom de billets de faveur, disent très exactement MM. Lacan et Paulmier (n° 482), ne confèrent pas les mêmes droits que les billets achetés, en ce qui touche la transmission qu'on peut en faire. Ces billets étant distribués à titre gratuit, l'administration théâtrale est libre d'imposer aux bénéficiaires telles conditions que bon lui semble, et, notamment, celle de ne pouvoir les vendre. Si un billet de faveur est vendu,

contrairement à cette condition, l'administration peut refuser l'entrée du théâtre à l'acheteur. Ce n'est pas à dire, sans doute, que, de son autorité privée, elle pourra confisquer le billet ou le détruire quand il lui sera présenté ; elle ne peut se faire justice à elle-même. L'administration n'a d'autre droit que de ne pas laisser entrer l'acheteur, en même temps qu'elle lui rendra son billet. Mais, en lui refusant l'entrée de la salle, elle le fait à ses risques et périls ; si un procès s'engage sur la légitimité de son refus, c'est à elle à prouver, sous peine de dommages-intérêts, que le billet avait été réellement acheté. Il est bien entendu que, pour être purement personnel et incessible, un billet de faveur doit en contenir la mention expresse. A défaut de cette mention, il reste dans la règle commune : il est susceptible d'être aliéné, comme les billets pris au bureau ». Et, si la mention en question ne figure pas sur le billet, celui-ci donne à la personne qui le détient les mêmes droits que les billets achetés et pris aux bureaux du théâtre (1), en ce qui concerne, tout au moins, la délivrance de la place. Mais les billets de faveur ne confèrent pas, en ce qui touche la composition du spectacle, les mêmes droits que les billets payés.

Ainsi, en effet, que le remarquent MM. Lacan et Paulmier (n° 492) « le porteur d'un billet de faveur ne peut pas dire qu'il n'a reçu le billet qu'en considération des acteurs et pièces qu'il espérait voir et entendre. Le directeur ne s'engage envers lui qu'à le laisser entrer et à lui faire occuper, au jour indiqué, la place promise,

1. Paris, 3 janvier 1839. Constant, *Code des théâtres*, p. 208.

quels que soient les acteurs et la pièce. Le spectateur doit accepter la représentation comme on la lui donne. Il n'a rien à réclamer si elle n'est pas conforme à l'affiche. Bien entendu, en cas de non représentation, le porteur d'un billet de faveur n'a pas droit au remboursement de sa place.

Notons que dans l'incertitude où il se trouve sur le point de savoir si le billet de faveur délivré pour une représentation déterminée sera, ou non, utilisé, ce qui le force à limiter le nombre de places disponibles, le directeur fait quelquefois insérer sur les billets de faveur la mention suivante : « Le présent billet ne donnera plus aucun droit s'il est présenté après le commencement du spectacle ».

#### § IV. — ENTRÉE MOMENTANÉE

Il peut arriver qu'une personne demande, au cours d'une représentation, à pénétrer dans la salle, pour un motif quelconque, mais sans vouloir pour cela assister à une partie déterminée du spectacle. Quand cet incident se produit à Paris, les employés du contrôle de certains théâtres font verser par la personne qui se présente ainsi une somme au moins égale à la place la plus chère. Cette somme est restituée si, en fait, le tiers n'a pu en aucune façon profiter du spectacle. Si, au contraire, ce tiers a pu assister à une partie de la représentation, l'administration garde le prix de la place la plus chère, à moins qu'il n'y ait preuve que la personne qui a pénétré dans la salle a effectivement toujours occupé une place déterminée, cas auquel le prix de

cette dernière place sera seul retenu. En tout cas, le prix, soit de la place la plus chère, soit de la place réellement occupée, est, dans notre hypothèse, retenu intégralement, et cette solution est juridique, puisque tout autre spectateur acquitte toujours le montant intégral de sa place, quel que soit le moment où il arrive, quel que soit celui où il quitte la salle.

## CHAPITRE II

### DÉLIVRANCE DE LA PLACE

Nous étudierons, dans ce chapitre, les droits et obligations générales du directeur, en ce qui concerne la délivrance de la place, ainsi que certaines difficultés qui s'élèvent en pratique, soit lorsque la place est défectueuse, soit lorsque le spectateur est appelé à choisir entre plusieurs places, dans une loge notamment.

### SECTION I

#### Du droit à la place

Le principe est, ici, certain ;

Non seulement le spectateur muni de son billet de place peut pénétrer dans la salle et assister au spectacle promis, mais encore, pendant toute la représentation, il a le droit d'occuper celle des places que son billet lui assigne. Et il en est ainsi, que ce billet ait été pris au bureau, qu'il émane de l'auteur, ou même qu'il ait été distribué gratuitement par la Direction (1).

1. Trib. com. Seine, 3 janvier 1837, *Le Droit* du 6 janvier. *Répertoire Journ. du Palais*, n° 269.

C'est là l'application des premières règles élémentaires du droit commun. Reste à en déduire les conséquences. Tout d'abord si la délivrance de la place est possible, malgré le refus du directeur, cette délivrance peut être ordonnée par les tribunaux. Nous en trouverons un exemple dans *Le Droit* du 3 mai 1853.

M. Benjamin propriétaire d'une baignoire aux Italiens exposait que dans son acte de concession cette loge était indiquée comme contenant six places. On en avait refusé l'entrée à une sixième personne.

M. Corté administrateur du théâtre exposait que la baignoire 14 ne figurait dans le plan de la salle et sur les registres du contrôle que pour cinq places, d'où le droit de l'administration de louer à cinq places la jouissance concédée au locataire. Le juge des référés, attendu que le titre primitif énonce formellement six places a autorisé M. Benjamin ainsi que les porteurs de ses coupons à se faire mettre en possession de la baignoire dont s'agit jusqu'à concurrence des six places et se faisant au besoin assister du commissaire de police et de la force armée.

Il est possible qu'au moment où le spectateur se présente pour occuper la place à laquelle il a droit, il trouve celle-ci déjà occupée par une tierce personne l'administration du théâtre est en principe responsable puisque elle ne peut plus, et par sa faute, exécuter exactement ce à quoi elle s'est engagée.

Mais la Direction pourrait-elle se libérer vis-à-vis du spectateur en lui offrant une autre place ?

Si cette place est certainement moins avantageuse que celle dont elle a promis la jouissance, promesse qu'elle

ne peut tenir, le porteur du billet n'a évidemment pas à l'accepter. Les tribunaux ont statué dans ce sens au cas où, en échange de la place, la Direction avait offert un strapontin.

Le spectateur qui a pris au bureau un fauteuil de galerie ne peut être obligé d'accepter en échange un strapontin, alors qu'il n'a pas été prévenu au bureau de location et qu'il n'a pas accepté de modification au contrat de louage intervenu entre lui et le directeur du théâtre (1).

Mais supposons que cette place soit plus avantageuse, en ce sens que son prix, d'après les tarifs du théâtre, est plus élevé que le prix de la place dont l'administration se trouve dans l'impossibilité d'assurer la jouissance ; là encore, nous croyons que le refus du porteur sera légitime : « On ne peut se dissimuler qu'en fait de place, remarquent très exactement MM. Lacan et Paulmier, nul ne peut être meilleur juge de sa convenance personnelle que le spectateur lui-même. Une place d'un prix égal ou supérieur à celui de la place qu'il devait occuper n'est pas nécessairement un équivalent pour lui ».

C'est ainsi, par exemple, que l'administration du théâtre ne peut forcer le spectateur qui a pris une place de parterre à se placer aux deuxièmes de côté, bien que le prix des deux places soit le même.

« Attendu, que Lanoé fils expose que, le 16 mars au soir, après avoir demandé s'il y avait encore des places libres au parterre, sur la réponse affirmative qui lui fut

1. Trib. civ. Seine, 4 janv. 1861, *Le Droit*, 5 janv. 1861. Adde, Constant, *Code des théâtres*, p. 240.

faite, il prit cinq billets et en paya le prix, soit dix francs que cependant, l'administration du théâtre ne put lui faire délivrer les places auxquelles il avait droit, que c'est dans ces conditions que, ses réclamations pour obtenir le remboursement du prix des billets étant restées infructueuses, il a assigné la société des artistes du Grand Théâtre à comparaître devant ce tribunal pour s'entendre condamner à lui payer la somme de dix francs à titre de restitution... ;

« Attendu qu'il ne saurait être douteux en principe que le spectateur ait droit de se faire livrer la place dont il a payé le prix, ou, à défaut, à exiger le remboursement de la somme par lui versée dans le but d'obtenir cette place ;

« Attendu que la prétention de la société des artistes de forcer Lanoé à accepter des places de secondes de côté, comme équivalentes aux places de parterre ne saurait être admise ; que, si l'administration du théâtre délivre des billets identiques pour toutes les places à 2 francs, avec la mention imprimée « parterre ou secondes de côté », cette faculté autorisée ou au moins tolérée par le cahier des charges, ne saurait avoir pour effet d'obliger le spectateur qui a demandé un parterre, à se placer aux secondes de côté (1).

Donc, dans tous les cas le spectateur qui ne peut pas être mis en possession de la place promise peut agir en restitution de son prix et le cas échéant en dommages-intérêts contre le directeur » (2).

1. Trib. com. Nantes, 29 mars 1890, *Rec. de Nantes*, 1890, 1. 149. S. 91. 2. 72.

2. Trib. com. Seine, 15 janv. 1839, *Gaz. Trib.* du 20 janv., *Le*

Ce qui revient à dire que l'administration du théâtre ne saurait échapper à la responsabilité pécuniaire qu'elle a encourue en se contentant de restituer au porteur le prix qu'il a payé. « Cette restitution, disent encore MM. Lacan et Paulmier, ne couvre pas tout le dommage causé, le dérangement, la perte de temps, la privation d'un plaisir attendu, tout autant de griefs à raison desquels une indemnité est due ».

Le principe de la responsabilité du directeur a bien souvent été proclamé par la jurisprudence. C'est ainsi qu'il ne peut renvoyer, des places qu'ils occupent, dans la salle, un spectateur et sa compagne sous prétexte que ces places seraient louées, lorsque rien n'indiquait cette prétendue location et que ces personnes ne s'y sont installées que parce que l'ouvreuse les leur a indiquées. Il y a lieu, dans ce cas, de condamner le directeur à des dommages-intérêts, et d'ordonner qu'il mettra ces mêmes places à leur disposition le jour par elles déterminé ».

Le tribunal en ce qui touche la mise en jouissance des places : « Attendu qu'il est constant que Fontan n'a occupé les places que sur l'indication formelle de l'ouvreuse ; que de Noriac prétend que ces places étaient louées, il n'en a apporté aucune preuve, qu'en tout cas il n'en a pas prévenu Fontan avant que celui-ci en prit possession, que c'est donc à tort que Noriac a pris à Fontan des places dont il était en légitime possession ; qu'en conséquence il doit être tenu de les lui rendre ;

*Droit* du 19 janv. Trib. com. Seine, 20 sept. 1839, *Gaz. Trib.*, 24 sept. 1839.

« En ce qui touche les dommages-intérêts :

« Attendu que la dépossession abusive, dont a souffert Fontan, lui a causé un trouble pour la réparation duquel il lui est dû une indemnité que le tribunal fixe à 25 francs.

« Par ces motifs,

« Condamne Noriac à remettre à Fontan ses places au jour demandé, et à lui payer 25 francs de dommages-intérêts avec les frais » (1).

La jurisprudence a également statué, toujours dans le même sens, en ce qui concerne la location d'une loge :

« Attendu qu'il est constant que le défendeur a loué à la demanderesse, pour la représentation du 31 décembre, une loge moyennant le prix de 60 francs payés par celle-ci ; que la demanderesse, en se présentant au théâtre pour occuper la loge qui lui avait été louée, n'a pas été mise en possession de cette loge qui était déjà remplie par d'autres personnes ; que le défendeur offre à la barre de restituer à la demanderesse la somme de 60 francs, prix de la loge louée, prétendant ne devoir aucuns autres dommages-intérêts ;

« Mais attendu que l'erreur provenait du fait du défendeur ou de ses employés, en le mettant dans l'impossibilité de remplir l'engagement par lui pris, a causé à la demanderesse un préjudice dont il lui est dû réparation ;

« Par ces motifs, déclare les offres de Marc Fournier

1. Trib. com. Seine, 20 mai 1869, *Journ. Trib. com.*, n° 6657, t. XIX, 1370, p. 171. *Sic.* Trib. com. Seine, 26 janv. 1833, *Gaz. Trib.*, 31 janvier.

insuffisantes ; le condamne à payer à la dame B..., à titre de restitution, la somme de 60 francs et à lui payer en outre 100 francs à titre de dommages-intérêts » (1).

Même solution encore pour les concerts :

« Attendu que Baillé a loué à la Société des Concerts Colonne, pour le concert donné au théâtre du Châtelet, une loge de huit places portant le numéro 34 ;

« Qu'il a versé au bureau de l'administration la somme de 96 francs, montant du prix de location ; que par suite Baillé avait droit à la loge qui était assignée, par son billet, pour le concert indiqué ; que, cependant, par suite d'une erreur imputable à l'administration des concerts, cette loge ayant été louée en double, Colonne n'a pas rempli son obligation vis-à-vis de Baillé, lequel n'a pu être mis en possession de la loge en question ;

« Qu'il est donc fondé à demander des dommages-intérêts pour le préjudice que ce fait lui a causé ;

« Sur la fixation des dommages-intérêts :

« Attendu que Colonne, reconnaissant lui-même comme fondé le principe de l'indemnité, a fait à Baillé offres réelles de la somme de 96 francs, montant du prix qu'il avait déboursé pour la location ;

« Attendu qu'elles sont insuffisantes ; qu'en effet Baillé a le droit de se faire indemniser, non seulement de ses déboursés, mais encore de sa perte de temps, de sa course inutile et de la privation du plaisir qu'il se proposait ; que, tenant compte de toutes ces considéra-

1 Trib. com. Seine, 25 janvier 1868, *Journ. Trib. com.*, 1868, t. XVII, p. 205, n° 6032, *adde* : Trib. civ. Seine, 19 fév. 1866, *Gaz. Trib.*, 19-20 fév. 1866.

tions, le tribunal fait une juste appréciation du préjudice causé en fixant les dommages-intérêts au remboursement du prix de location (96 francs) et à la somme de 10 francs par place, soit, au total, 176 francs » (1).

Signalons, enfin, une décision analogue intervenue à propos d'un bal masqué :

« Attendu que Gardon avait loué une loge pour le bal masqué du 14 janvier renvoyé au 17 du même mois ; que la loge louée par lui pour le prix de 60 francs porte le numéro 30 ; qu'il est reconnu par les parties que l'administration des bals de l'Opéra ne l'a pas mise à sa disposition ; que cette administration a donc manqué à l'engagement pris par elle vis-à-vis de Gardon ; condamne l'administration des bals de l'Opéra à délivrer à Gardon, pour le plus prochain bal, la loge portant le numéro 30, et, faute par elle de faire cette délivrance, la condamne à payer pour en tenir lieu la somme de 60 francs ; la condamne en outre à payer à Gardon, à titre de dommages-intérêts, la somme de 61 francs ; la condamne aux dépens » (2).

D'ailleurs la responsabilité du directeur est d'importance très variable ; un très large pouvoir d'appréciation doit ici être réservé aux tribunaux. Donnons un exemple :

« Le 17 janvier 1878, M. Zimmerli n'a pu assister à la représentation des *Cloches de Corneville* sur la scène des Folies Dramatiques ; cependant il avait eu dès la veille le soin de louer une loge d'avant-scène, mais,

1. Trib. civ. Seine, 17 mars 1882, *Gaz. Pal.*, 82. 2. 250.

2. Trib. civ. Seine, 30 janv. 1857, *Gaz Trib.*, 31 janv. 1857.

par suite d'une erreur du bureau de location, elle était occupée quand il se présenta avec des amis pour en prendre possession. On lui offrit comme compensation la loge voisine, mais il commença par refuser, et, lorsqu'il accepta, la loge était occupée. On lui remboursa le prix de sa loge. De là un procès en 28 fr. 85 de dommages-intérêts intenté par M. Zimmerli à M. Cantin :

« Attendu, a dit le tribunal, qu'il est constant que l'administration, au regret du malentendu produit, a offert de suite et spontanément la seule compensation qu'il lui était permis de procurer ;

« Et par suite qu'à nos yeux Zimmerli a eu tort de la refuser et de préférer perdre ses frais de voitures indépendamment de la contrariété du spectacle manqué ;

« Attendu donc que le préjudice dont Zimmerli demande la réparation résulte non seulement du double emploi reprochable au théâtre, mais aussi du fait et de la volonté de Zimmerli en refusant une compensation que nous considérons comme parfaitement acceptable et équivalente ;

« Par ces motifs,

« Condamne Cantin aux dépens pour tous dommages-intérêts » (1).

Dans certains cas, le directeur cesse d'être responsable, notamment lorsqu'il a annoncé par les affiches que, dans le cas où les porteurs de billets ne trouveraient pas de places, l'administration ne serait tenue que de rembourser le prix des billets. Ceux qui se sont faits délivrer des billets après cette annonce sont répu-

1. Trib. paix, Paris, X<sup>e</sup> arr., 13 mars 1878, *Le Droit*, 7 avril 1878.

tés avoir consenti à courir la chance d'être placés ou non. Ils ne peuvent donc demander autre chose que la restitution de leur argent, mais il faut, pour cela, qu'il s'agisse de billets pris depuis l'avertissement de l'administration, car, pour ceux qui auraient été délivrés auparavant, il ne peut dépendre de l'administration de modifier par des conditions arbitraires les effets d'un engagement pur et simple.

Dans le même ordre d'idées, il a été jugé que l'avis placé sur les affiches que les billets pris au bureau ne donnaient droit qu'au remboursement n'est pas obligatoire en ce qui concerne les billets pris, à l'avance, au bureau de location :

« Attendu que le commissaire de police du Gymnase, le 16 avril dernier, a constaté que les demandeurs n'avaient pas pu assister à la représentation du dit jour, faute de place, quoiqu'ils fussent porteurs de billets de parterre par eux pris et payés au bureau de la location des loges ;

« Attendu que l'administration d'un théâtre manque à ses devoirs en distribuant un plus grand nombre de billets que la salle ne comporte de places ; que si l'administration du Gymnase a annoncé sur les affiches du jour et des jours précédents qu'à défaut de places les billets du bureau ne donneraient droit qu'au remboursement, cette exception ne peut être opposée aux personnes qui, comme dans l'espèce, ont des billets pris à l'avance ; que ces billets donnent immédiatement droit aux places retenues ; et, dans ce cas, le remboursement du prix ne peut être considéré comme une indemnité suffisante ;

« Par ces motifs, fixe cette indemnité à 40 fr. » (1).

Au cours de son abonnement, l'abonné peut se trouver dans l'impossibilité, pendant un temps plus ou moins long, de jouir de la place à laquelle il a droit, les mêmes principes seraient applicables. Ainsi :

L'administration qui loue une place déterminée choisie par le locataire à son gré et à sa convenance n'a pas le droit d'en modifier arbitrairement la situation. C'est en vain qu'elle alléguerait la nécessité de ce changement pour une représentation ; il n'y a pas là un cas de force majeure.

En conséquence, le demandeur est en droit de demander la résiliation du contrat, et des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice :

« Attendu qu'en louant au demandeur, pour la saison théâtrale, un fauteuil d'orchestre, l'administration du théâtre Italien s'est obligée à tenir le fauteuil à sa disposition les jours indiqués. Que si, lors de la représentation d'*Hérodiane*, la dite administration a supprimé le premier rang de fauteuils d'orchestre, afin d'augmenter le nombre des musiciens de l'orchestre, elle a agi à ses risques et périls ;

« Que la location ayant porté sur une place déterminée que le demandeur avait choisie à son gré et suivant sa convenance, il n'appartenait pas au défendeur d'en modifier arbitrairement l'objet ;

« Que la nécessité à laquelle il prétend avoir obéi ne saurait être assimilée sous aucun rapport, à un cas de

1. Trib. com. Seine, 18 déc. 1839, *Gaz. Trib.*, 19 déc.. *Le Droit* du 20 déc.

force majeure, qui s'impose à tous, sans que ceux qu'il atteint puissent en conjurer les effets ;

« Attendu que les défendeurs arguent vainement, à un autre point de vue, de ce qu'ils auraient offert au demandeur un fauteuil d'orchestre présentant les mêmes avantages ; que si la proposition que les défendeurs disent avoir faite au premier moment avait été acceptable, comme ils l'affirment, ils auraient pris soin de la notifier au demandeur par un acte régulier, de manière à sauvegarder éventuellement leurs intérêts ;

« Attendu que le demandeur réclame, à son droit, la résiliation du contrat, et la réparation du préjudice qu'il a subi, et que le Tribunal a les éléments nécessaires pour le déterminer ;

« Par ces motifs :

« Condamne les défendeurs à restituer le prix de la location, et à payer au demandeur 300 francs de dommages-intérêts » (1).

Mais, il est entendu, pour que le spectateur ait le droit à des dommages-intérêts en raison de l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'occuper la place ou une place d'une catégorie déterminée, qu'il doit, de son côté, se conformer aux prescriptions formellement stipulées sur son billet.

« Attendu que Lecomte le 7 juin dernier avait loué à l'avance au théâtre Italien, une place au parterre qu'il n'a demandé à occuper qu'à 7 h. 1/2 ;

1. Trib. civ. Seine, 28 mars 1884, *Gaz. Pal.*, 84. 4. sp., 75. Confirmé par Paris, 26 août 1884, *Gaz. Pal.*, 85. 4. sp.

« Qu'il lui avait été délivré un billet portant cette insertion expresse « venir à 7 heures » ;

« Qu'il en résulte de cette mention que le porteur d'un billet de cette nature n'en a obtenu la délivrance qu'à la condition de se présenter avec exactitude à l'heure indiquée ; que c'est là une exigence qui ne saurait se produire quand il s'agit d'une place déterminée portant un numéro distinct et à laquelle il est possible d'accéder à toute heure sans troubler la représentation, mais qui se trouve motivée quand elle s'applique à des places qu'il est impossible de réserver et de garder et qui dans un intérêt de police et de bon ordre, doivent être occupées avant la représentation ;

« Qu'il en résulte que l'exactitude à l'heure indiquée est une condition de la jouissance de la place louée à l'avance au parterre au théâtre Italien, et que le directeur à défaut par le porteur du billet de se conformer à cette condition ne peut se refuser, aux termes de l'article 31 de l'arrêté des 25 et 27 octobre 1853 à laisser occuper les places vacantes par les personnes qui ont obtenu des entrées de l'autorité supérieure ;

« Par ces motifs :

« Le Tribunal donne acte à Rogani de l'offre qu'il a faite de restituer à Lecomte la somme de 5 francs ;

« Déclare Lecomte mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens » (1).

Il n'y a pas non plus lieu à dommages-intérêts, conformément aux principes généraux, quand il résulte des circonstances de fait qu'aucune faute n'est imputable à l'administration du théâtre.

1. Trib. civ. Seine, 15 fév. 1854, *Le Droit*, 16 fév. 1854.

M. Blum se présentait le 4 février 1887 au théâtre des Menus Plaisirs pour prendre deux fauteuils d'orchestre en vertu de billets à prix réduits achetés à la porte et pour lesquels il avait payé un supplément de 3 francs par place, mais celle qu'on lui offrit ne lui plaisant pas, il voulut réclamer, quand il revint il trouva les deux places occupées par des personnes moins difficiles. Il ne voulut pas accepter d'autres places, en réclama la restitution des 6 francs plus 30 francs à titre de dommages-intérêts :

« Attendu que Blandin justifie avoir mis à la disposition du demandeur les quatre places convenues, que ce dernier ne les ayant point voulu d'abord accepter, d'autres personnes ont été installées aux fauteuils d'abord indiqués ;

« Attendu que le demandeur étant revenu sur sa première décision, et ayant déclaré être prêt à occuper les deux fauteuils qui lui avaient été primitivement désignés, Blandin lui a offert deux places d'égale valeur ;

« Attendu qu'en le faisant, il a exécuté complètement l'obligation par lui annoncée en mettant en vente des billets à demi-place ; qu'il y a lieu de déclarer Blum mal fondé en sa demande » (1).

1. Trib. com., 15 fév. 1887, *Gaz. Trib.*, 23 fév. 1887 ; journ. *Le Droit*, 24 fév.

## SECTION II

### Des vices inhérents à la place choisie

Arrivé à sa place le spectateur, supposons-le, n'aperçoit rien ou presque rien de ce qui se passe sur la scène. Peut-il réclamer utilement ? Doit-il, au contraire subir cette gêne, souvent considérable, en raison de ce seul fait qu'il est bien en possession de la place qu'il a choisie ou acceptée ?

Tout d'abord deux causes très différentes peuvent produire cette gêne : 1<sup>o</sup> la défectuosité de la place, située de telle façon qu'il soit matériellement impossible de jouir du spectacle ; 2<sup>o</sup> ce fait qu'entre le spectateur et la scène les chapeaux des spectateurs forment écran. Nous insisterons ultérieurement sur ce second point ; nous ne nous occuperons, pour le moment, que du premier.

Lorsqu'il y a ainsi impossibilité matérielle de profiter du spectacle, les décisions de la jurisprudence sont, au moins en apparence, contradictoires. Toutes partent de cette idée que la location des places est un contrat de louage d'une nature particulière, qui, à défaut de législation spéciale, est régi par les principes généraux de droit et les dispositions du Code civil sur le contrat de louage (art. 1714 et suiv. C. civ.). Mais, cela posé, il se trouve que, suivant les circonstances d'une part, suivant la nature des places d'autre part, l'impossibilité, totale ou partielle, de jouir de la place s'analyse soit en un vice apparent, cas auquel la Direction n'est pas

responsable, soit en un vice caché, cas auquel la responsabilité de la Direction se trouve engagée.

Les solutions de la jurisprudence ne sont donc contradictoires qu'en apparence. Pour le démontrer il suffit d'opposer la location des loges d'avant-scène à celle des loges ordinaires en supposant que, dans l'un ou l'autre cas, une ou plusieurs des places soit défectueuses.

*Premier cas.* — Il s'agit d'une loge d'avant-scène. Le vice est apparent : « Le Tribunal,

« Sur la restitution des 40 francs :

« Attendu que, dans l'espèce soumise au Tribunal, sans avoir à rechercher si la loge d'avant-scène du rez-de-chaussée, au théâtre du Gymnase, est plus ou moins mauvaise, il convient avant tout de reconnaître que les inconvénients inhérents à la situation particulières de ces sortes de loges complètement de côté et rapprochées de la scène sont connus de tous et ne pouvaient échapper à Girardin au moment où, sur sa demande, on la lui donnait en location ;

« Attendu, d'ailleurs, qu'il n'est pas articulé que cette loge ne peut être occupée par le nombre de personnes indiquées ; qu'il est seulement allégué qu'on ne peut bien voir sur la scène ; que le fait d'une jouissance imparfaite, dans les conditions ci-dessus visées, connues et tacitement acceptées d'avance, ne sauraient donner lieu à la restitution des places ;

« Sur les dommages-intérêts : attendu que, de ce qui précède, il ressort que Girardin a joui de la loge dans la mesure où il avait pouvoir de le faire ;...

« Par ces motifs ... (1),

« Déclare Girardin mal fondé ... ».

A une époque plus récente, toujours dans l'hypothèse de la location d'une loge d'avant-scène, le Tribunal civil de la Seine a consacré encore la même jurisprudence ;

« Le Tribunal, attendu que Meyer réclame au directeur du théâtre des Variétés la somme de 36 francs, prix de trois places d'une loge d'avant-scène de cinq places, louée le 25 décembre 1899, prétendant que lui et deux de ses amis avaient dû abandonner leurs trois places d'où on ne pouvait voir ni le spectacle ni la scène, et que, sur le refus de l'administration du théâtre de lui donner d'autres places en échange, il s'était retiré en laissant seulement occupées les deux places de devant...

« Attendu que si la location des places dans une salle de théâtre doit être considérée comme un contrat de louage d'une nature spéciale eu égard aux conditions et à l'effet de ce contrat, il n'en est pas moins régi, à défaut d'une législation spéciale, par les principes généraux de droit et les dispositions du Code civil sur le contrat de louage ;

« Attendu qu'il est établi et d'ailleurs non méconnu qu'au Théâtre des Variétés les personnes qui se présentent au bureau de location peuvent, avant de s'engager, s'assurer de la valeur de la place pour la vue du spectacle ; que, dans ces conditions, toute personne qui a

1. Trib. com. Seine, 22 oct. 1869, *Journ. du Trib. com.*, 1870, n° 6667, p. 493, *Gaz. des Trib.*, 6, 3 nov. 1869.

loué doit être présumée avoir visité la loge ou la place et s'être assurée de ses avantages ou inconvénients ; ...

« Qu'à défaut d'une visite préalable, à la place ou à la loge, elle doit être considérée comme se trouvant d'avance parfaitement au courant des avantages ou inconvénients ;

« Qu'il est au surplus, de notoriété publique que toutes les places du même prix n'offrent pas les mêmes avantages et que notamment, on ne peut apercevoir que partie de la scène de plusieurs places de loges d'avant-scène ; que cependant le prix des places de ces loges d'avant-scène est le même que dans les loges de face ; d'où l'on voit toute la scène, parce que les loges d'avant-scène, sont recherchées pour d'autres raisons que les loges de face ;

« Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence, conformément aux dispositions de l'article 1721, que le bailleur n'est pas garant des vices apparents au moment du contrat, et que le preneur a connus ou qu'il a pu apercevoir par l'inspection qu'il a faite de la chose louée ;

« Qu'il y a d'autant plus lieu d'appliquer ces principes à l'espèce qu'il est établi que le directeur du théâtre des Variétés offre, au moment de la location, des facilités pour permettre au locataire de reconnaître la place ou la loge objet du contrat ;

« Qu'enfin Meyer est d'autant plus mal fondé à réclamer partie du prix de la loge louée par lui qu'il reconnaît avoir profité des deux meilleures places, et que, par suite il a rendu bien difficile, sinon impossible, la relocation des autres places abandonnées ; ...

« Par ces motifs, déclare Meyer mal fondé en sa demande et, ... (1) ».

*Deuxième cas.* — Il s'agit d'une loge ordinaire ; le vice est caché, la responsabilité du directeur est encourue :

M. Huot avait loué au Théâtre des Variétés, une loge de quatre places. Prétendant que trois personnes seulement pouvaient y prendre place, il a réclamé, devant le juge de paix du III<sup>e</sup> arrondissement, à Samuel, directeur des Variétés, la restitution de 10 francs, prix de la place de la loge dont il n'avait pas profité et 100 francs de dommages-intérêts.

Le 30 avril 1900, le juge de paix repousse la demande :

« Attendu que, s'il est regrettable qu'il ne soit pas admis par l'usage que le spectateur ait le droit de voir, avant de louer, la place qu'il doit occuper, il n'en est pas moins vrai que le Théâtre des Variétés est autorisé à louer la loge n<sup>o</sup> 42 comme contenant quatre places ; que la loge se loue en bloc ; qu'il en résulte que Huot eût dû refuser complètement la loge et demander le remboursement des 40 francs versés ; qu'en continuant à occuper la loge, il doit être considéré comme ayant occupé la loge telle qu'elle était ; qu'en tous cas il en empêchait la relocation au prix auquel l'administration du théâtre prétend pouvoir la louer ; que le seul droit du locataire était de demander la résiliation totale de la location... ».

1. Trib. civ. Seine, 13 juin 1904, *Le Droit* du 14 juin 1904, *La Loi* du 3 juillet 1900.

M. Huot fait appel au jugement :

Le Tribunal civil de la Seine a statué en ces termes :

« Attendu que le dimanche 4 février 1900, Huot a loué, au prix de 40 francs, une loge de première galerie au Théâtre des Variétés ; que, s'étant assuré, au moment de prendre possession de la loge, qu'elle ne contenait que trois places, Huot les a occupées avec deux autres personnes, et qu'il a réclamé aussitôt, mais en vain, le remboursement de la somme de 10 francs pour la place que la troisième personne qui était avec lui n'a pu utiliser ; attendu que, pour avoir réparation de cette privation de jouissance, Huot a assigné Samuel, directeur des Variétés, devant le tribunal de paix du II<sup>e</sup> arrondissement en paiement...

« Attendu que le premier jugement a écarté la demande...

« Attendu qu'à l'appui de son appel, Huot a soutenu et a demandé à établir à dire d'experts que quatre personnes ne pouvaient rester assises dans la loge louée ;

« Attendu que la location de places de théâtre est un contrat de nature spéciale qui doit être apprécié suivant les articles qui règlent le louage et suivant la loi sur les conventions en général ; ...

« Attendu qu'aux termes de l'article 1721 Code civil, si un vice ou défaut de la chose louée en empêche l'usage, il est dû garantie au preneur, qui doit être indemnisé s'il résulte de ce vice ou défaut quelque perte pour lui ;

« Attendu qu'il suit de ce principe que, si les vices diminuent l'usage de portion de la chose louée, de sorte que l'on puisse supposer que le preneur ne l'aurait pas

acceptée avec pareille diminution, celui-ci est en droit de réclamer la réparation de la privation de jouissance même partielle et du préjudice souffert ; ...

« Attendu qu'il résulte du procès-verbal de contrat que la loge dont s'agit renferme quatre chaises formant deux rangs ; que deux personnes peuvent s'asseoir commodément sur les deux sièges du rang de gauche, mais qu'il est impossible à deux personnes faisant face à la scène de s'asseoir sur les deux chaises de la rangée de droite ; qu'en se mettant même de côté, ces derniers spectateurs ne peuvent être assis qu'imparfaitement à cause d'une énorme colonne qui occupe une partie de la loge et cache non seulement la scène, mais encore la main-courante ;

« Attendu que ces constatations établissent que l'une des quatre places de la loge ne pouvait être utilisée ;

« Attendu qu'il échet dès lors d'appliquer les principes de droit ci-après rapportés, et de condamner le directeur du Théâtre des Variétés à rembourser la somme réclamée, et à payer des dommages-intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation qui lui incombait d'assurer à Huot la jouissance paisible de la location ; ...

« Par ces motifs :

« Condamne Samuel, directeur des Variétés, à rembourser la somme de 10 francs et à payer celle de 30 fr. à titre de dommages-intérêts (1) ».

Nous le répétons, ces décisions nous semblent exac-

1. Trib. civ. Seine, 23 janvier 1903, *Journ. Palais*, 1903, 2. 417. S., 1903. 2. 418.

tes, si l'on admet, comme nous le croyons, que le critérium qui permet, ici, de statuer juridiquement est la distinction entre les vices apparents et les vices cachés de la chose objet du contrat de louage.

### SECTION III

#### Des places dans les loges

Une loge, supposons-le, contient quatre places, deux en avant, deux en arrière. Deux personnes titulaires chacune d'un billet donnant droit à une place dans la loge, y pénètrent alors qu'elle n'est pas encore occupée par les deux autres spectateurs. Comment peuvent-elles se placer ? peuvent-elles occuper les deux places situées en avant, les deux autres titulaires de places dans la loge devant se contenter des deux dernières situées en arrière ; ou bien doivent-elles se placer l'une en avant, l'autre en arrière de celle-ci, de sorte que les deux spectateurs derniers venus soient placés de la même façon que ceux arrivés les premiers ?

Ecartons tout d'abord l'hypothèse où la manière dont les spectateurs doivent être placés dans les loges est déterminée soit dans les affiches apposées près du bureau et dont on peut prendre connaissance avant de louer la place soit par des mentions formelles inscrites sur le billet lui-même. Dans ce cas, il n'y aurait qu'à se conformer à ce règlement, à ces prescriptions.

Mais que faut-il décider en l'absence de toute réglementation opposable au spectateur ?

Il ne saurait, quant à nous, y avoir doute ; le spectateur qui prend au bureau d'un théâtre une place de loge non numérotée ni désignée à l'avance a le droit de choisir dans la loge celle des places libres qui lui convient.

Par suite, le locataire de deux places non numérotées dans une loge a le droit d'occuper les deux places de premier rang qu'il trouve libres en entrant, sans être tenu d'en réserver une.

Et si l'administration du théâtre a refusé de lui laisser occuper les deux places du premier rang, en prétendant le contraindre à n'en occuper qu'une, le spectateur est en droit d'exiger le remboursement du prix par lui payé, et d'obtenir des dommages-intérêts :

« Attendu qu'il résulte des explications fournies par les parties que Lombart avait acheté deux places de loge dans le théâtre des Ternes, dirigé par Delacour..... ;

« Attendu que la question à résoudre est bien simple ; qu'il s'agit uniquement de savoir si un directeur de théâtre, après avoir vendu à un particulier une place de loge, sans que cette place ait été expressément désignée, est en droit, lorsque le particulier se présente dans la loge, de lui assigner telle place qu'il lui plaît ;

« Attendu que ce pouvoir arbitraire du directeur de théâtre ne saurait évidemment être admis ; qu'en achetant une place de loge non numérotée ou désignée d'avance, le particulier acquiert le droit de choisir, en entrant dans la loge, l'une quelconque des places qui sont libres ;

« Qu'il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que le choix du particulier ait été restreint, soit par une stipulation survenue d'avance, entre lui et le directeur de théâtre, soit par un règlement porté à la connaissance du public ;

« Attendu, dans l'espèce, qu'aucune restriction n'avait été faite ; que Delacour ne pouvait donc obliger Lombart à occuper une place de derrière alors que deux places de devant étaient disponibles ; que par suite Lombart était en droit de refuser les deux places arbitrairement désignées par Delacour et d'exiger le remboursement du prix des places, avancé par lui ; que sa demande en remboursement de 4 fr. 50 est donc pleinement justifiée..... ;

« Attendu, en ce qui touche la somme de 1 franc, réclamée à titre de dommages-intérêts, que l'inexécution, par Delacour, de l'obligation d'assurer à Lombart la jouissance des deux places de la loge qu'il avait vendue a causé à celui-ci des ennuis, des dérangements, et un préjudice dont il lui est dû réparation ; que la somme de 1 franc réclamée n'a rien d'exagéré ;

« Condamne, etc... » (1).

Le principe est donc certain. Mais quelquefois le directeur soutient qu'au moment de la délivrance des deux billets, pour la loge à quatre places, la préposée à la location a prévenu le spectateur qu'il ne pourrait occuper qu'une des deux places situées en avant. Il doit alors prouver son dire et il est évident que l'affirmation

1. Trib. paix, Paris, 11 avril 1900. S. 1900. 2. 251, *Le Droit*, 25 avril 1900.

de la préposée elle-même serait une preuve insuffisante :

« Attendu qu'il est établi que, à la date du 15 octobre 1893, Rouff fils, se présentant au guichet du Petit Casino, dont Rey est propriétaire, demande deux places de loge pour le prix d'ensemble de 8 francs ; que malgré l'insistance de la buraliste d'abord, puis du contrôleur, lesquels lui conseillaient tous deux de prendre les quatre places composant la loge, il persista à n'en prendre que deux ; que s'étant assis à côté de la personne qu'il accompagnait, sur le devant de la loge qui lui avait été désignée, un employé de la Direction vint le prévenir qu'il n'avait droit qu'à une place au premier rang et à une place au deuxième rang, la deuxième place du premier rang devait rester à la disposition de la Direction, au cas où, ultérieurement, une dame viendrait pour l'occuper ; que, devant cette prétention du préposé de Roy, le demandeur et la personne avec laquelle il se trouvait se retirèrent en réclamant le prix déboursé, remboursement que le contrôleur refusa, et qui fait l'objet de la demande actuelle ;

« Attendu que Rey soutient que la buraliste, en donnant le coupon des deux places demandées, ainsi que le contrôleur en échangeant ledit coupon, et le placeur en indiquant la loge, prévinrent Rouff qu'il n'aurait droit qu'à une place au premier rang et une autre au deuxième rang ; que ce n'est qu'après avoir ainsi reçu ces divers avertissements que Rouff, sans vouloir en tenir compte, aurait occupé les deux places du premier rang, et ce, malgré les injonctions du placeur ; qu'il ne saurait donc s'en prendre qu'à lui-même de l'éviction

dont il a été l'objet, et qu'il ne saurait, par suite, être fondé à réclamer le remboursement des deux places librement acceptées ;...

« Mais attendu que Rey ne justifie pas, tout d'abord, que Rouff ait reçu, en prenant ses places, l'avertissement susvisé ; qu'il est constant que les premiers occupants d'une loge ont le droit de choisir les places qui leur conviennent, à la condition de laisser aux derniers arrivants la jouissance absolue des places non occupées ;... que si le plus souvent, dans l'usage, les places du premier rang sont données aux dames, même lorsqu'elles entrent dans la loge alors que ce rang est déjà occupé par des hommes, c'est par le fait de la seule convenance de ceux-ci, et sans obligation de leur part, en l'absence d'un règlement affiché à l'entrée du théâtre, ou d'une indication formelle à cet égard ; que rien de semblable n'est justifié en l'espèce actuelle, le témoignage fourni par Rey n'étant pas suffisamment probant ;... qu'il n'est même pas établi que d'autres personnes soient venues pour occuper les deux dernières places pendant que Rouff et la personne qui l'accompagnait, s'y trouvaient ; que la prétention des préposés de Rey de faire reculer Rouff au deuxième rang n'était donc justifiée ni par un règlement, ni par une indication formelle ;... que c'est donc à bon droit que le demandeur a réclamé le prix des places dont on lui refusait la jouissance ;... et qu'il convient, par suite, d'obliger Rey à en effectuer le remboursement ;

« Condamne Rey à payer à Rouff la somme de 8 francs » (1).

1. Trib. com. Seine, 3 novembre 1893, S. 94. 2. 253 ; D. P. 94.

## SECTION IV

### Du refus d'entrée

Jusqu'ici nous avons partout étudié les contestations qui portaient sur la délivrance de la place, mais seulement dans le cas où le spectateur avait pu franchir le contrôle sans difficulté, et pénétrer dans la salle. C'est d'ailleurs l'hypothèse normale... Nous avons à examiner maintenant le cas où, soit au contrôle, soit au moment de pénétrer dans la salle, le spectateur subit un refus d'entrer.

A. — Un directeur peut-il, sans motif autre que sa seule volonté, interdire l'entrée de la salle au spectateur qui, dans une tenue décente et muni d'un billet, se présente au contrôle ?

Que le directeur ait le droit de refuser de délivrer un billet à une personne qui lui en fait la demande, personne ne peut lui contester cette faculté, pourvu qu'il n'y ait pas sollicitation par affiches ou autrement (1).

Mais surtout lorsque le billet est délivré, lorsque la sollicitation est devenue un véritable contrat synallagmatique, il semble bien difficile d'admettre qu'impu-

2. 263 ; *La Loi* du 4 décembre 1893 ; *Le Droit* du 1<sup>er</sup> décembre 1893. Dans le même sens : justice de paix du VIII<sup>e</sup> arr., 2 janvier 1904, *Gaz. Trib.*, 6 janv. 1904.

1. Lorsqu'un commerçant fait appel aux acheteurs au moyen de prix affichés sur les marchandises exposées en vente, il ne peut se refuser de vendre aux personnes qui se présentent pour acheter les marchandises exposées. Trib. com. Seine, 1869, 5 janv. S., 1869, 2. 24.

nément le directeur puisse sans motifs, interdire l'accès de la salle à ceux qu'il lui plaît de ne pas admettre.

Une condamnation à la restitution du prix, et à des dommages-intérêts s'impose, d'après nous, en pareil cas...

La jurisprudence n'a pas toujours admis cette règle (1). Elle a notamment décidé que :

Le propriétaire d'un établissement ouvert au public peut en refuser l'accès aux personnes qu'il ne voudrait pas y recevoir ; que, par, par exemple, l'administration d'un casino peut et doit exercer ce droit dans l'intérêt, même de son établissement et de ses abonnés, qu'à tout égard son contrôle doit être souverain ;

Et que le régisseur du Casino qui en requérant les sergents de ville de procéder à l'expulsion d'une personne récalcitrante leur dit : « Enlevez-moi cette femme » ne se rend coupable ni de diffamation ni de rigueur (2).

Qu'un commerçant ait le droit de ne pas contracter avec une personne déterminée, cela nous semble incontestable (3) ; quand il y a sollicitation, cela est infiniment moins certain. Mais en tout cas, il n'en va plus de même quand il s'agit d'exécuter un contrat réellement passé ; or, par la délivrance du billet, le contrat est né, il a engendré des obligations réciproques, et le directeur ne peut plus se dégager, *ad nutum*, de celles qu'il a contractées :

« Le désagrément que pourrait éprouver un directeur

1. Trib. Pont-l'Evêque, 25 juillet 1878, S., 74. 2. 188.

2. Trib. civ. Saint-Gaudens, 22 août 1881, *Gaz. Pal.*, 82. 1. 60.

3. Cass., 21 avril 1857, S. 58. 1. 76 ; 18 juillet 1862, S. 64. 1. 99.

à voir une personne dans un théâtre, les craintes qu'il pourrait en concevoir, ne seraient pas un motif ni pour lui refuser un billet, ni encore moins pour lui interdire l'entrée de la salle lorsque le billet a été pris et payé (1).

Cette doctrine a été souvent consacrée par la jurisprudence :

« Attendu qu'un entrepreneur de spectacle public, doit l'entrée de sa salle à toute personne qui se présente avec un billet dont le prix a été payé au bureau ;

« Que c'est à la police seule qu'il appartient dans l'intérêt de l'ordre public de refuser l'entrée du spectacle à certaines personnes ;

« Considérant que quelles que soient les circonstances qui aient pu faire concevoir à l'entrepreneur du concert Muzard des craintes sur les desseins présumés de Duriez et Soyer (2), dès lors que ceux-ci se présentaient avec des billets payés au bureau, on ne pouvait leur refuser l'entrée de la salle, que c'est à tort qu'on leur a interdit cette entrée ;

« Par ces motifs...

Le tribunal de commerce de Bruges s'est également prononcé en ce sens :

« Attendu que le défendeur soutient à tort que les cartes d'entrée, n'ayant pas été livrée personnellement au demandeur, aucun contrat ne lie les parties, qu'il n'a

1. Lacan et Paulmier, n° 480.

2. C'étaient des individus qui avaient embauché quinze musiciens de l'orchestre Muzard pour un autre orchestre, et qui voulaient continuer leur embauchage et exciter une émeute dans la troupe musicale. Trib. com. Seine, 12 oct. 1837, *Gaz. Trib.*, 13 oct. 1837.

commis aucun grave délit, ayant le droit de ne pas traiter avec qui ne lui plaît pas ;

« Mais attendu qu'il est impossible d'admettre qu'après le paiement de la carte l'entrepreneur d'un concert peut refuser l'accès de la salle ce qui conduirait à l'arbitraire le plus absolu ; que la carte est si peu personnelle qu'elle ne mentionne aucun nom ; que ce qui est vrai c'est qu'elle ne donne le droit d'entrée qu'à une seule personne ;...

« Attendu que le défendeur soutient encore en vain, que comme proposé de la ville, il a le droit de police à exercer dont il ne doit rendre compte qu'à l'administration communale et que conséquemment il pouvait s'opposer à l'admission du demandeur au concert du 29 juillet dernier ;

« Mais attendu que ce droit de police ne pouvait s'exercer qu'en cas de troubles ou inconduite pendant le concert, ou bien au cas où une personne se présenterait dans des conditions inconvenantes (1)...

Citons aussi un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 10 mars 1906 ;

« Attendu, que le directeur d'un établissement théâtral qui offre au public des places dans le local qu'il exploite ne peut en refuser l'entrée à un spectateur qui a offert le prix demandé, si celui-ci se présente dans les conditions convenables, et ne vient pas dans le but de faire du scandale et troubler la représentation ;

« Qu'à plus forte raison il ne peut interdire l'accès de

1. Trib. com. Bruges, 25 déc. 1896. S. 93. 4. 23.

son théâtre au spectateur qui a payé sa place et qui a été admis au contrôle ».

La restitution du prix du billet et le paiement d'une somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts, ont, dans cette espèce, été prononcés contre le directeur.

Il y a plus : supposons qu'un spectateur ait été quelques jours auparavant, expulsé, avec juste raison, de la salle de spectacle ; il se présente à nouveau, dans une tenue décente, muni de son billet, au contrôle, lors d'une représentation ultérieure. L'entrée de la salle peut-elle lui être refusée ? Non, a répondu le Tribunal de commerce de la Seine :

« Attendu qu'il est établi que Simon se présente porteur d'un billet de location du fauteuil n° 128 du concert du Divan Japonais dont Habrekorn est directeur, billet valable pour la matinée du 2 mai 1897 ;

« Attendu que Simon assigne Habrekorn en paiement de la somme de 25 francs à titre de dommages-intérêts pour lui avoir refusé l'accès de ce concert ;

« Attendu que Habrekorn expose à la barre que, quelques jours avant le 2 mai, il a dû faire expulser Simon de son concert ;...

« Qu'il fait plaider qu'à cette date Simon aurait été mis en possession du dit fauteuil ;... que cette fois, la conduite de ce dernier aurait nécessité son expulsion ;

« Que Habrekorn soutient qu'il n'aurait agi que dans la plénitude de ses droits de directeur soucieux du bon ordre de son établissement ;

« Que la demande de Simon, à toutes fins qu'elle comporte, serait donc mal fondée et devait être repoussée ;

« Mais attendu que Habrekorn ne verse au procès aucune preuve à l'appui de ses allégations ;

« Qu'il ressort au contraire des termes du rapport des agents de police de service au Divan Japonais dans la journée du 2 mai que Habrekorn s'est opposé à l'entrée de Simon dans le dit établissement ;

« Et attendu que le directeur de spectacles publics est en droit de requérir l'expulsion du spectateur qui trouble la représentation, par contre il doit le libre accès de sa salle à toute personne qui se présente décemment et qui paie sa place ;

« Attendu que Habrekorn ne justifie pas que Simon ait été en une attitude incorrecte lorsqu'il s'est présenté muni de son billet ;

« Que, dès lors, les craintes que Habrekorn pouvait avoir sur la conduite éventuelle de Simon au cours de la représentation, fussent-elles sérieuses, ne sauraient légitimer le refus d'entrée qu'il a opposé au demandeur, qui avait payé sa place ;

« Attendu qu'il est constant, par suite, qu'en ne livrant pas à Simon le fauteuil auquel il avait droit, Habrekorn a causé au demandeur un préjudice qu'il est tenu de réparer ;

« Par ces motifs, condamne Habrekorn à payer à Simon la somme de 5 francs à titre de dommages-intérêts » (1).

Signalons cependant une décision en sens inverse, dans laquelle un juge de paix parisien a estimé que le refus d'entrée était justifié par les circonstances :

1. Trib. com. Seine, 31 juillet 1897, *La Loi*, 31 août 1897 ; *Gaz. des Trib.*, 5 sept. 1897.

« Attendu que Boleslas de Zozienicki expose que, dans la journée du 24 novembre 1892, il s'est présenté à l'établissement dit le Pôle Nord, dirigé par Blandin, muni d'une carte d'entrée délivrée par l'employé de l'administration au prix de 6 francs ; que l'entrée lui a été refusée par le contrôleur sans motif déterminé ; que cette mesure arbitraire a pu nuire à sa considération ;

« Attendu qu'il résulte formellement d'un procès-verbal de constat dressé par Noël, huissier à Paris, que cet officier ministériel a lui-même retiré un billet d'entrée au bureau de location, ouvert à la porte du Pôle Nord, moyennant le prix de 6 francs ; qu'il a remis ce billet au sieur Zozienicki, mais que l'employé chargé du contrôle a déclaré avoir l'ordre formel de ne pas laisser pénétrer ce dernier dans l'intérieur de l'établissement, sans vouloir lui donner les motifs de son refus ;

« Attendu que les entrepreneurs de spectacles, et ceux qui offrent au public l'entrée d'un établissement industriel, sans distinction d'âge et de sexe, et moyennant un prix déterminé, acceptent à l'avance toutes les personnes qui remplissent les conditions qu'ils ont eux-mêmes fixées ; que, dans l'espèce, il est établi que les annonces et les affiches invitent le public à se rendre au « Pôle Nord » pour y prendre part à l'exercice du patinage moyennant un prix fixé ; que le fait seul d'offrir au public ce genre de sport et l'accès de la salle moyennant une somme d'argent revêt le caractère d'une véritable pollicitation ; que, par suite, le contrat devient parfait au moment où le visiteur achète au bureau le ticket donnant accès dans l'établissement ;

« Mais attendu qu'il est établi par les débats que

Zozienicki était précédemment employé par l'administration du « Pôle Nord » pour donner des leçons de patinage à la clientèle ; qu'il devait revêtir un uniforme obligatoire pour les professeurs commissionnés par l'administration ; que, par suite, il n'était donc plus dans les conditions d'une personne indépendante qui représente dans un établissement ouvert au public ;

« Attendu qu'il est en outre établi que Zozienicki, après avoir été congédié pour manquement aux usages et règlements imposés aux professeurs de patinage, a tenté de s'introduire dans l'établissement de Blandin ; que celui-ci était en droit de mettre ordre à cet acte abusif, et pouvait congédier son ancien employé, dont l'engagement était rompu ;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Zozienicki lui-même provoque la mesure répressive dont il se plaint ;

« Le déclare mal fondé en sa plainte... » (1).

D'ailleurs, remarquons-le, la doctrine que nous combattons, et d'après laquelle le directeur a le droit de refuser l'entrée de la salle à un spectateur muni de son billet, admet, en général, un tempérament.

Lorsque, en effet, un directeur exerçant une industrie privilégiée, jouit d'un véritable monopole, sa liberté admise dans ce système est loin d'être aussi complète (2).

C'est ainsi que le concessionnaire d'un casino créé, dans l'intérêt général, sur un terrain communal, avec

1. Trib. paix, IX<sup>e</sup> arr. Paris, 13 janvier 1893, *Le Droit* du 5 oct. 1893. S. 93. 2. 193.

2. Trib. com. Nice, 2 janv. 1893. S. 93. 2. 193.

subvention par la ville, qui s'interdit de fonder des établissements analogues, n'a pas le droit d'interdire l'entrée du dit casino à qui bon lui semble :

« Considérant que l'exercice d'un droit a pour limite naturelle l'abus que l'on en peut faire et la nécessité de réparer le préjudice corrélatif résultant de cet abus ;

« Que le pouvoir d'appréciation (refus d'entrée) qui leur appartient comporte la plus entière latitude, mais qu'ils ne l'exercent pas moins à leurs risques et périls, et que s'il est démontré par l'évidence des faits, comme dans l'espèce, qu'ils ont agi réellement dans un but de pure vexation, ils seraient d'autant moins fondés à se retrancher derrière le principe d'absolue liberté qu'ils invoquent, que son application emprunte à la nature toute particulière de leur industrie plus de difficulté et plus de danger » (Casino municipal) (1).

Saisie d'un pourvoi contre cet arrêt, la Cour de cassation a statué en ces termes :

« Attendu que le concessionnaire d'un casino créé dans l'intérêt général sur un terrain communal avec subvention par une ville qui s'interdit de fonder des établissements analogues n'a pas le droit d'en défendre l'entrée à qui bon lui semble ;

« Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Bottonne, propriétaire à Nice, s'étant présenté au casino avec un billet pris par lui au guichet, s'en est vu refuser l'entrée par les employés de la société demanderesse, et que, sur l'action intentée contre cette société, elle a prétendu avoir usé du droit absolu et sans contrôle qui

1. Aix. 16 juillet 1894.

lui appartient en agissant comme elle l'a fait, et n'être tenue qu'au remboursement du prix du billet délivré, remboursement qu'elle a offert d'effectuer ;

« Attendu que la Cour d'appel d'Aix a décidé avec raison que la société demanderesse qui bénéficie d'une situation privilégiée ne peut invoquer à son profit les règles de la liberté du commerce et de l'industrie, et qu'en l'absence de tout grief personnel contre le défendeur éventuel, c'est à tort que dans les circonstances ci-dessus indiquées elle a par caprice ou par rancune interdit à ce dernier l'entrée du casino ; qu'en statuant ainsi elle n'a violé aucun des principes et des articles susvisés » (1).

Résumons-nous. Le directeur qui ne fait aucune pollicitation peut refuser au guichet, ou en location, un billet d'entrée, sans motif, à toute personne. Une fois le billet délivré, il ne le peut plus, quand même, ultérieurement, ce billet serait cédé à la personne qui déplaît au directeur.

Ce n'est pas au moment où le spectateur se présente au contrôle que le contrat se forme, à ce moment celui-ci est formé et doit être exécuté. En somme, ceux qui offrent au public l'entrée d'un établissement sans distinction d'âge ni de sexe, et moyennant un prix déterminé, acceptent à l'avance toutes les personnes qui remplissent les conditions qu'ils ont eux-mêmes fixées, et le fait seul d'offrir au public l'accès d'une salle de spectacle moyennant une somme d'argent, revêt le caractère de pollicitation ; par suite, le contrat devient

1. Cass., 19 fév. 1896, S. 1896, 1. 145, D. P. 96. 1. 449.

parfait au moment où le visiteur achète au bureau le billet donnant accès dans l'établissement (1).

Nous avons dit que le porteur du billet avait droit à l'accès de la salle. Cependant quelques restrictions doivent être signalés ici.

A) La première est certaine : tout spectateur qui se présente dans une tenue incorrecte, ou en état d'ivresse, se verra très justement refuser l'entrée de la salle. Mais il ne faut pas aller plus loin :

Toute personne qui a payé son billet a le droit incontestable de pénétrer dans la salle de spectacle et d'y occuper la place achetée, quelle que soit l'humilité de son costume ; pourvu, qu'il soit décent, et quel que soit en thèse générale, le motif qui le fait entrer au théâtre (2).

« Les théâtres disent MM. Lacanet Paulmier, n° 479, sont des lieux publics ; ils sont ouverts à toutes les classes de la société, sous la seule condition de payer le droit d'entrée. Celui qui a payé sa place, et a pris son billet, a le droit d'être admis, quelle que soit sa position sociale et l'humilité de son costume, pourvu qu'il n'ait rien de contraire à la décence. L'administration est engagée et doit faire honneur à ses engagements vis-à-vis de tout créancier qui a titre contre elle, et, ici, le titre c'est le billet.

« Nous ne saurions donc approuver le refus qu'avait cru devoir faire l'administration du théâtre, de laisser

1. Trib. paix, IX<sup>e</sup> arr., Paris, 13 janv. 1893, *Le Droit* du 5 oct. 1893.

2. Constant, p. 108 ; Guichard, n° 159 ; Deseure, n° 327. Trib. Seine, 17 juin 1831, 4 oct. 1837.

entrer au premières galeries du théâtre, les femmes qui n'avaient pas de chapeaux, refus qui donna lieu à un jugement du Tribunal de Paix du 17 juin 1831 (*Gaz. des Tribunaux* du 18 juin). Ces sortes de refus sont arbitraires, contraires à la destination des théâtres et aux premières règles du droit ».

Voici le texte de ce jugement :

« En ce qui touche la demande formée contre M. Delestre Poirson, attendu que le motif de son refus, tiré de ce que la demoiselle Pollet n'avait pas de chapeau, est aussi mal fondé qu'absurde, — mais attendu qu'il articule que le billet n'était pas émané de son administration n'est pas obligatoire à son égard et que le contraire n'est pas prouvé ;

« En ce qui touche M. Eugène Scribe, attendu qu'il est articulé et non contesté que le billet dont Villette était porteur avait été donné par Scribe à Pollet, pour accomplir une obligation par lui contractée ;

« Le Tribunal,... donne défaut contre Delestre Poirsen et contre Scribe, renvoie Delestre Poirson de la demande, et statuant à l'égard de Scribe, ordonne que dans trois jours il sera tenu de fournir à Villette fils un billet de première galerie pour une représentation semblable à celle du 20 mai dernier, sinon à lui payer la somme de 9 francs pour lui tenir lieu du dit billet et le condamne, en outre, à 80 francs de dommages-intérêts et aux dépens ».

B) Cependant en second lieu le billet peut, imposer aux spectateurs, tout au moins pour quelques catégories de places, certaines prescriptions ; celles-ci, en vertu du

principe de l'article 1134, doivent évidemment être réservées ;...

Notamment, dans certains théâtres de Paris les dames ne sont pas admises à toutes les places ; « les dames n'ont qu'à s'incliner devant cette prescription, si les directeurs ont eu la précaution d'en avertir le public d'une façon suffisante et efficace » (1).

Dans d'autres théâtres, les dames ne sont admises à certaines places que sans chapeaux (2). Nous reviendrons sur ce point, dans notre troisième chapitre, en traitant des incidents de la représentation elle-même.

En tout cas, lorsque une affiche avertit les spectateurs que les dames admises aux fauteuils d'orchestre doivent se trouver sans chapeau, le spectateur qui a loué une place autre qu'un fauteuil d'orchestre ne peut se plaindre de trouver devant lui des dames portant des chapeaux.

Il ne pourrait le faire et réclamer des dommages-intérêts à la direction du théâtre que s'il avait été induit en erreur sur la tolérance des chapeaux de dames lors de la location de sa place (3).

C) Le refus est également licite quand un spectateur se présente dans des conditions telles que, tout en étant

1. Constant, *Code des théâtres*, p. 208.

2. Sous Louis XVI, de Vismes, directeur de l'Opéra, fut obligé de faire un règlement interdisant aux femmes à cause de la hauteur de leur coiffure, l'accès de l'amphithéâtre. Aussi la *Lettre du lieutenant de police Lenoir, du 6 janvier 1784 aux artistes de la Comédie-Italienne*, Cass., 8 juillet 1897, S. 97. 4. 207.

3. Trib. paix Paris (XVII<sup>e</sup>), 24 juin 1905, *Mon. Jud.*, Lyon, 1<sup>er</sup> juillet 1905. D. P., 1905. 5. 32. Comp. : Trib. simple police Montpellier, 6 déc. 1900, S. 02. 22. 147.

dans une tenue convenable et décente, il contrevient à l'arrêté municipal réglementant ces conditions. Supposons, par exemple un spectateur qui veut pénétrer dans la salle avec sa canne, alors qu'un arrêté prohibe le port de la canne à l'intérieur de cette salle.

Mais encore faut-il interpréter sainement, dans son esprit plutôt que dans sa lettre, un semblable règlement municipal, et ne pas refuser l'entrée de la salle à une personne infirme, quand elle ne peut se passer d'une canne, qui lui est indispensable pour marcher. Les tribunaux ont vu là une sorte de force majeure qui devait exonérer le spectateur de la peine contraventionnelle sanctionnant l'infraction à l'arrêté, et lorsque le juge devant lequel un tel fait est poursuivi, se fonde sur ce qu'il a été nécessité par des circonstances de force majeure, pour refuser d'y voir une contravention, sa décision est à l'abri de toute censure ;

« Attendu que si le jugement attaqué a constaté contre le sieur Jalagnier la contravention de port de canne au théâtre de la ville de Nîmes, prévue par l'arrêté municipal du maire de cette ville, du 15 septembre 1851, le même jugement constate que le fait constitutif de la contravention dénoncée a été nécessité par des circonstances de force majeure ;

« Attendu que cette constatation appartenant souverainement au juge de Paix....

« Rejette... » (1).

C) Nous avons déjà rencontré un motif spécial de refus d'entrée, motif à notre sens invoqué à tort par le

1. Cass. crim., 1<sup>er</sup> mars 1855. D. P., 55, 4. 184.

directeur, arguant de ce que le billet dont est muni le spectateur a été acquis par lui sur la voie publique, au mépris d'ordonnances de police qui prohibent de semblables acquisitions alors que ni sur les affiches (1), ni sur les billets, on ne trouve de dispositions semblables, susceptibles d'être opposés aux tiers porteur des billets.

Nous avons dit, en effet, que, sauf stipulations contraires, le droit conféré par le billet à celui qui en est porteur n'a rien de personnel, et que celui qui l'a payé peut le transmettre à son gré ; et cette transmission est valable, quelque soit le lieu où elle est opérée, de la main à la main, puisque nous raisonnons dans l'hypothèse où le billet de place est un titre au porteur.

Que si des raisons de police peuvent prohiber la vente dans la rue et le racolage en vue de cette vente, cette prohibition est uniquement sanctionnée par les peines qui sanctionnent les contraventions aux arrêtés de police ; elle ne saurait voir aucun effet sur la validité du contrat lui-même, l'article 6 du Code civil ne pouvant s'appliquer ici. Par suite, le directeur ne peut refuser l'accès de la salle à celui qui a acheté son billet dans la rue (2).

Le Tribunal de commerce a appliqué cette règle dans un jugement du 28 février 1837 (*Gaz. des Trib. et Le Droit*, 28 février). M. Sclésinger, éditeur de musique,

1. L'affiche de la première représentation de *Robert le Diable*, le 21 novembre 1831 portait : « Le public est prévenu que tout billet acheté sur la voie publique sera refusé au contrôle ».

2. Il en serait de même, *a fortiori*, au cas où le spectateur au lieu d'acheter son billet dans la rue, se l'était procuré chez un commerçant voisin du théâtre, par exemple chez un marchand de vins. Comp. Trib. civ. Seine, 27 mai 1892, *Le Droit* du 28 juin 1892.

voulant assister à la représentation du *Postillon de Longjumeau* avait acheté, d'un de ses amis, dans le voisinage du théâtre, un billet de stalle que celui-ci avait payé au bureau. Lorsque M. Sclésinger se présenta, le contrôleur mit le billet en morceaux par les motifs qu'il avait été acheté à la porte, contrairement aux règlements de police.

Le tribunal condamna le directeur de l'Opéra-Comique à 500 francs de dommages-intérêts, ordonna l'affichage du jugement à 50 exemplaires et son insertion dans quatre journaux au choix du demandeur.

Tout récemment encore, la jurisprudence a consacré le même principe ; il s'agit des vendeurs de billets aux abords de l'Opéra-Comique :

« Attendu qu'il est constant et suffisamment reconnu par les parties en cause que Guéner a payé 8 francs pour quatre places de théâtre, que l'Opéra-Comique a refusé la livraison de ces quatre places et la restitution de la somme versée ; qu'à la vérité ces places sont restées vacantes, sans aucun profit pour le directeur.

« Attendu que c'est bien par la volonté seule de Carré ou de ses représentants que les quatre places n'ont pas été occupées ;

« Attendu qu'à supposer, comme le prétend Carré, que le contrat de location intervenu entre lui et Guéner soit nul comme illicite ou immoral, ce qui a été payé n'était pas dû et se trouve dès lors sujet à répétition (Cass. 11 février 1884) ;

« Que c'est en conséquence à tort que la Direction de l'Opéra-Comique a refusé de rendre à Guéner les 8 fr. que celui-ci avait versés ;

« Sur la demande reconventionnelle de l'Opéra-Comique :

« Attendu que cette demande qui tend à faire prononcer par le Tribunal la suppression des « marchands de billets », ne peut être recevable ; qu'il y a bien une certaine connexité entre elle et la demande principale ;

« Attendu que Carré en instituant les représentations populaires avec places louées à l'avance à demi-tarif et sans supplément de location a eu une pensée généreuse qui ne peut être qu'approuvée ;

« Attendu que les marchands de billets en vendant ceux-ci à des prix supérieurs à celui fixé par le directeur empêchent Carré d'atteindre son but essentiellement démocratique, mais qu'il s'agit de savoir si le Tribunal a les moyens d'empêcher ce trafic ;

« Attendu que le prix et le paiement des billets par le public au bureau du théâtre forme un véritable contrat entre lui et le directeur ; que les billets peuvent être vendus par ceux qui ont le droit d'en profiter toutes les fois que ces billets ne portent pas la mention qu'ils sont incessibles ;

« Attendu que les ordonnances de police des 16 mai 1881 et 1<sup>er</sup> septembre 1893 défendent la vente et l'offre de vente des billets ou contre-marques sur la voie publique seulement mais non à l'intérieur d'un établissement de marchand de vins ;

« Attendu qu'un jugement du Tribunal de commerce du 27 février 1898 a condamné à des dommages-intérêts un directeur de théâtre qui avait refusé l'entrée de son théâtre à un spectateur qui avait acheté un billet à la porte ;

« Attendu que si la cession des billets était interdite elle devrait l'être pour tous, aussi bien pour les marchands de billets que pour les agences spéciales ouvertes sur la voie publique ; que le trafic des billets n'est donc pas immoral ;

« Attendu qu'il n'est pas démontré que Guéner ait vendu le 6 octobre des billets sur la voie publique, mais que le fait fût-il établi, n'entraînerait qu'une contravention et le renvoi de Guéner devant le Tribunal de simple police, mais resterait sans influence sur le contrat civil qui n'en subsisterait pas moins avec tous ses effets ;

Sur la demande reconventionnelle de Guéner :

« Attendu que Guéner ne saurait être admis à répondre par une autre demande reconventionnelle à celle de Carré en vertu d'un principe de droit ; « reconvention sur reconvention ne vaut .... ».

Donc en résumé, pour que le refus d'admission soit justifié il faut que le billet porte, en termes exprès : « ce billet ne peut être vendu » ; l'article 1134 s'applique alors ; sinon, où qu'elle ait lieu, la cession est valable, et l'accès du théâtre ne peut être interdit par la Direction au porteur d'un billet acheté n'importe où.

D. — Signalons enfin, un cas où le refus d'entrée est pleinement licite. Nous l'avons dit, le billet n'est pas une simple quittance de la somme versée ; il est l'instrument même du contrat de location intervenu, dès lors, par application de l'article 1134 du Code civil, les clauses qui y sont obligatoires forment la loi des parties. Par suite, quand le billet contient la stipulation suivante : « Le titulaire de ce billet est prévenu que l'entrée et la

circulation dans la salle seront rigoureusement interdites pendant la représentation, et cela afin de ne pas troubler l'auditoire », cette prescription doit être observée, et le spectateur qui, s'étant présenté au théâtre après la représentation commencée, s'est vu refuser l'accès des places qu'il avait louées, n'est pas fondé à actionner la Direction en remboursement du prix de ces places ;

« Attendu que des faits de la cause il appert que le 28 octobre 1899, Mauguin a retenu au bureau de location du Nouveau Théâtre deux loges de quatre places pour assister à la première représentation de *Tristan et Yseult* ;

« Qu'il lui a été remis par le buraliste huit billets d'entrée ; qu'au dos de chacun de ces coupons figurait la mention suivante : « Le titulaire de ce billet est prévenu que l'entrée et la circulation dans la salle sont rigoureusement interdites pendant la représentation, et cela afin de ne pas troubler l'auditoire » ;

« Attendu que la représentation était annoncée sur les affiches pour 7 h. 1/2 ; que, ledit jour, Mauguin s'est présenté au théâtre accompagné de divers invités à 7 h. 3/4, alors que le rideau était levé depuis un quart d'heure, que l'accès de la salle lui fut refusée, et qu'il lui fut enjoint d'attendre, pour pénétrer aux places par lui louées, que le premier acte fût terminé ; que cette attente devant durer environ 1 h. 1/4, Mauguin prit le parti de se retirer avec ses invités ;

« Attendu qu'il réclame aujourd'hui aux liquidateurs de la Société Lamoureux le remboursement de la somme de 320 francs représentant le prix par lui déboursé pour

les huit billets qu'il n'a pas utilisés ; qu'à l'appui de sa demande Mauguin expose que l'usage constant dans les théâtres à Paris est d'autoriser l'entrée au cours du spectacle et à tout moment de la représentation ; qu'une dérogation à cet usage doit être formelle et non douteuse ; qu'en l'absence d'annonces au public par la voie des affiches, ou d'avis à lui donné par le buraliste relativement à cette interdiction, que l'administration entendait imposer au public, il n'a même pas songé à vérifier les mentions inscrites aux billets qui venaient de lui être donnés, et qu'en réalité il n'a eu connaissance de cette interdiction de pénétrer dans la salle au cours de la représentation qu'au moment où il s'est présenté au théâtre, et sur les explications qui lui furent données à ce moment au contrôle ; qu'il prétend que la Direction aurait eu le devoir de faire connaître cette interdiction sur les affiches et par des mentions spéciales, ainsi d'ailleurs qu'elle l'a fait depuis, mais que la mention imprimée au dos des billets n'aurait pas été suffisante pour attirer son attention ; que, par le fait seul de Lamoureux, il se serait trouvé dans l'impossibilité de profiter des places et qu'il y aurait lieu, par suite, de faire droit à sa demande ;

« Mais attendu que chaque coupon remis mentionne, en vertu de la somme versée, la nature de la place louée, le numéro de la loge, la date de la représentation ; qu'il énumère ainsi toutes les conditions du contrat de la location parmi lesquelles figure la clause d'interdiction, pour le titulaire, de pénétrer dans la salle pendant le cours de la représentation ...

« Qu'il représente véritablement le contrat de la loca-

cation intervenue entre Mauguin et la Direction ; qu'il appartient dès lors au demandeur de vérifier les mentions qui y étaient apposées ; qu'il est constant que, s'il avait eu cette précaution, la mention relative à cette interdiction, imprimée en caractères très apparents, bien que figurant au dos du coupon, ne pouvait lui échapper ; qu'il s'ensuit que les conditions insérées au billet font la loi des parties et que, dès lors, la mention d'interdiction qui y figure est opposable au demandeur qui devait s'y conformer ;

« Par ces motifs :

« Déclare Mauguin mal fondé en sa demande » (1).

Nous connaissons maintenant les règles relatives au billet, à la délivrance de la place. Il nous reste à étudier la représentation proprement dite.

1. Trib. com. Seine, 19 avril 1900, S. 1900. 2. 285. *Le Droit* du 29 mai 1900 ; *La Loi* du 18 juin 1900.

## CHAPITRE III

### LA REPRÉSENTATION

Deux idées principales dans l'étude de la représentation théâtrale, doivent être, ici, successivement examinées : l'une est d'ordre privé : le spectateur a droit à la représentation promise. L'autre est d'ordre public : dans la même salle de spectacle, en effet, de nombreuses personnes, appartenant à des classes sociales différentes, ayant peut-être des opinions ou des passions diverses, vont se trouver réunies : la nécessité de maintenir l'ordre, d'assurer le respect des droits de chacun, s'affirme avec la dernière évidence.

#### SECTION I

##### Du droit du spectateur au spectacle annoncé

Nous étudierons surtout ici les droits de celui qui a pris son billet en location ou au guichet. Nous avons déjà dit, en effet, que, soit quant à la composition du spectacle, soit quant à la distribution de la pièce, les droits des spectateurs abonnés ou porteurs de billets de

faveur, subissaient, en raison même de l'origine de ces droits, d'assez nombreuses restrictions.

### § I. — DROIT A LA PIÈCE

*A. Changement de spectacle.* — Celui qui, sur la foi des affiches annonçant une représentation, a payé l'entrée au théâtre, a droit à tout ce qui a été promis par les affiches et annonces. Nous l'avons dit, par le paiement du prix de l'entrée, un contrat s'est formé entre le spectateur et la Direction ; l'affiche constituait l'offre ; le paiement du prix a été l'acceptation de celle-ci. Par suite, lorsque l'administration du théâtre ne remplit pas les obligations qui résultent pour elle de son contrat, notamment si elle change les pièces annoncées, les spectateurs ont le droit de réclamer le prix de leurs places et, le cas échéant, des dommages-intérêts.

Le spectateur aurait ce droit lors même que le changement du spectacle ne porterait que sur une pièce, car c'est peut-être précisément la pièce qu'il désirait voir. Il serait indifférent qu'au moment où a lieu le changement une partie des pièces eût déjà été jouée, le spectateur étant souvent forcé de subir la représentation de pièces auxquelles il tient peu dans l'attente de celle dont l'annonce l'a conduit au théâtre (1).

Il en serait autrement, et le droit de changer les pièces annoncées comme devant être représentées serait acquis à la Direction, si le changement apporté à

1. Lacan et Paulmier, t. II, n<sup>os</sup> 490-494.

la composition du spectacle a été notifié au public avant l'ouverture du bureau, en ce qui concerne les spectateurs porteurs d'un billet pris au guichet, avant la location, en ce qui concerne les spectateurs munis de billets pris en location.

Cette conséquence est d'ailleurs évidente puisque le contrat ne s'est formé que sur le spectacle tel qu'il était modifié.

Il y a plus : supposons qu'un changement de pièce devienne nécessaire après que le contrat s'est formé sur l'affiche portant l'annonce de la pièce qui devait être primitivement représentée. Cette modification est, supposons-le encore, notifiée, avant le rideau, aux spectateurs qui ne réclament pas immédiatement le remboursement du prix de leurs places et assistent à la représentation ainsi modifiée. Dans ces conditions, ils sont censés avoir acquiescé au changement de spectacle et ne sauraient plus, par suite, agir efficacement contre la Direction pour ne pas avoir tenu ses engagements (1).

Donc, normalement, le spectacle promis par l'affiche est dû au spectateur qui se présente muni de son billet de place ; et il est dû, quel que soit le nombre de ceux qui se présentent ainsi ; n'y eût-il qu'un seul spectateur la Direction serait tout aussi engagée vis-à-vis de lui qu'elle le serait au cas où la salle serait complètement remplie.

« Il arriva un jour, à l'Odéon, que, personne ne se présentant dans la salle à l'ouverture des bureaux, on

1. V. Trib. com. Seine, 10 octobre 1843, *Gaz. Trib.* et *Le Droit* des 13 sept. et 11 oct. ; Trib. com. Seine, 14 fév. 1845, *Le Droit* et *Gaz. Trib.* du 15 février.

allait annoncer *un* relâche sur l'affiche, quand un spectateur arrive, ayant pris son billet au bureau. On lui fait part de ce qu'on était sur le point de faire. Il insiste pour que la représentation ait lieu. On commença par *Zaïre* ; les acteurs, mécontents, se permettent de s'écarter de la gravité de leurs rôles : le spectateur impitoyable tire sa clef et siffle à outrance. On passe ensuite à la pièce de *l'Avare*. Mais, au lever du rideau, le spectateur se met à faire une observation sur le motif qui l'avait porté à user de la rigueur de son droit. Intervient alors le commissaire de police, qui lui enjoint de quitter la salle, comme ayant troublé l'ordre, et contrevenu aux règlements » (1).

Mais la sanction ordinaire de l'inobservation par le directeur de l'obligation qu'il a contractée, *vis-à-vis* du spectateur, de fournir le spectacle annoncé, est susceptible de sérieuses modifications, d'atténuations considérables, suivant les circonstances.

L'application stricte des principes généraux nous conduit, nous l'avons vu, à condamner le directeur, quand il est en faute, à la restitution du prix et à des dommages-intérêts.

Le plus souvent, la faute n'existera pas, ou ne pourra être prouvée, ou sera négligeable : la restitution du prix sera alors le plus souvent la seule sanction prononcée par les tribunaux, la condamnation aux dépens, prononcée contre le directeur, venant augmenter les charges pécuniaires à supporter par celui-ci.

Que si le directeur a fait une offre préalable de resti-

1. Lacan et Paulmier, n° 494.

tuer le prix, au cas où il n'est pas en faute, les tribunaux pourraient répartir les dépens ou même les laisser à la charge du spectateur qui n'aurait pas voulu se contenter de cette restitution.

Enfin les tribunaux pourraient même repousser la demande en restitution du prix de la place, au cas où la faute du directeur ferait place à la négligence, à la faute ou à la mauvaise volonté du spectateur.

Voici un exemple dans lequel cette dernière solution a été appliquée :

Le 13 janvier 1845, le *Journal des Débats* et l'affiche de l'Opéra annonçaient une représentation extraordinaire au bénéfice de Mlle Pauline Leroux.

Au spectacle : le *Stabat Mater*, de Rossini, le vaudeville *Le Poltron* et une fantaisie burlesque ; *Le bal de Gustave*.

Garnier et Paléologue prennent des places.

L'agréé de Garnier dit :

Le spectacle indiqué pour le 23 janvier est remis au 25. Le 25 ces messieurs se présentent à l'Opéra. Ils apprennent que le spectacle est changé : *Le Poltron* et *Le bal de Gustave* sont remplacés par de la musique. MM. Garnier et Paléologue demandèrent la restitution du prix de leurs places, qu'on leur refusa, et ils intentèrent un procès au directeur de l'Opéra disant que, de façon constante, tous ceux qui demandent la restitution de leur argent, après un changement de spectacle l'ont obtenue. En effet le contrat se forme entre la Direction du théâtre et celui qui prend son billet à l'occasion d'un spectacle donné ; si ce spectacle vient à être changé, l'engagement est rompu : il n'est pas forcé d'accepter

une représentation qui ne lui convient pas. Il ne peut y avoir aucune déchéance et on ne peut soutenir que la réclamation a été tardive ; on avait le temps de relouer les places.

L'agréé de l'Opéra répond :

Le ministre a interdit la représentation des pièces qui devaient être jouées après le *Stabat* de Rossini. Les 20, 21, 22 et 23, une annonce qui est restée placardée a annoncé le changement de spectacle, avec, ensuite, ceci : « Les personnes qui ont retenu des places, et à qui le changement de spectacle ne conviendrait pas, sont priées de rapporter leurs coupons le plus tôt possible ».

Il a été donné satisfaction aux mécontents jusqu'au 25 ; mais Garnier a rapporté ses places alors que le bureau de location était déjà fermé,

Garnier n'a pu ignorer l'affiche ; sinon il serait venu le 23 ; donc il l'a connue et aurait dû s'y conformer.

Sans doute un directeur de théâtre peut être contraint à rendre l'argent des places louées s'il change le spectacle. Si le changement arrive peu de temps avant la représentation où s'il arrive pendant la soirée, il est d'usage, comme de droit, que l'argent soit rendu à tous ceux qui le demandent ; mais s'il s'agit d'un changement annoncé six jours à l'avance, par des affiches que tout Paris a lues, il n'en est plus ainsi.

Le Tribunal de commerce a statué en ces termes :

« Attendu que le spectacle annoncé d'abord pour le 23 a été changé par ordre de l'autorité et que dès lors il appartenait aux locataires de places de se faire rembourser l'argent payé pour le prix de location ;

« Mais attendu que, pendant plusieurs jours l'administration de l'Opéra a porté le changement de spectacle à la connaissance du public, et qu'elle l'a mis en demeure, par des affiches, de retirer l'argent des places retenues d'avance ;

« Que la représentation ayant été remise du 23 au 25, les demandeurs n'ont pu ignorer le changement annoncé par la Direction et son offre de remboursement aux personnes qui reporteraient leurs coupons ;

« Que, dès lors, on ne peut reprocher au directeur de l'Opéra aucune négligence ;

« Par ces motifs, déclare les demandeurs non recevables » (1).

B. *Des changements dans la pièce.* — Il est possible qu'au cours de la représentation le spectateur s'aperçoive que la pièce est tronquée, subit des coupures plus ou moins importantes. Inversement il peut constater que les acteurs s'écartent du texte qu'ils ont à interpréter, se substituent, par instants, aux auteurs, et intercalent des phrases qui leur sont personnelles.

Examinons successivement ces deux hypothèses.

a) *Des coupures.* — Un spectateur s'aperçoit que l'œuvre qu'on représente devant lui n'est pas l'œuvre originale : elle est tronquée ; on lui a fait subir des « coupures ». Dans quelles limites peut-il se plaindre, soutenir que la Direction ne remplit pas ses engagements, demander la restitution du prix de sa place, et même, s'il y a lieu, des dommages-intérêts ?

1. Trib. com. Seine, 14 fév. 1845, *Le Droit*, 15 fév., *Gaz. Trib.*, 15 fév. 1845.

Tout est, ici, une question de mesure. Il est des coupures pour ainsi dire classiques, qui ont toujours été faites : le spectateur ne pourra se plaindre : que si, au contraire, les coupures ont lieu de façon anormale, surtout si elles ont ce résultat de rendre la pièce intelligible, l'action du spectateur sera intentée à bon droit et devra triompher.

Les deux principaux cas où les tribunaux ont eu à s'occuper de cette question des coupures se sont produits : l'un à propos du *Freyschutz*, l'autre à propos de *La Favorite*.

En principe, le spectateur d'une représentation non annoncée comme tronquée ne peut se plaindre de mutilations ou coupures faites dans la pièce, lorsque ces mutilations ou coupures ont eu lieu avec l'autorisation de l'administration supérieure et des auteurs, et ne sont autres que celles qui ont été pratiquées de tout temps, et toujours acceptées par le public (1).

En 1853, à propos du *Freyschutz*, le tribunal a estimé que le spectateur qui a assisté à une représentation au cours de laquelle la pièce n'avait éprouvé d'autres mutilation que celles qu'elle avait subies dès l'origine, ne peut à raison de ce fait auquel il devait s'attendre, et se résigner, réclamer une indemnité, et n'a pas droit, spécialement à la restitution du prix de sa place (2).

En 1850, Roqueplan avait monté à l'Opéra le *Freyschutz* de Weber. Il n'était pas, dans les affiches, question des coupures qui y avaient été faites. Le 7 octobre

1. Guichard, *Législation du théâtre en France*, n° 164.

2. Trib. com. Seine, 7 décembre 1853, en note S. 82. 2 75. D P. 54. 3. 8.

1853, le comte Tyszkiewicz assistait à une de ces représentations. Scandalisé de constater de multiples coupures dans la pièce telle qu'elle était donnée, il assigna Roqueplan en restitution de tout ou partie du prix de son billet. Le tribunal repoussa sa demande, pour les motifs indiqués plus haut.

Certes, en assimilant complètement les obligations du directeur à celles du vendeur d'une marchandise ordinaire, ainsi que le soutenait Lachaud, l'avocat du demandeur, le directeur eût dû être condamné à une restitution du prix de la place. Mais n'oublions pas que la pièce était représentée telle qu'elle avait été montée, que Paccini et Berlioz qui touchaient les droits d'auteur avaient, ainsi que l'administration, autorisé les coupures.

Il faut cependant reconnaître que celle-ci étaient importantes :

« Oui — disait dans la *Revue contemporaine*, M. Jean Kreutzer à propos du *Freyschutz* mutilé — le *Freyschutz* est à l'Opéra mutilé et souillé de monstruosité indigne d'un peuple qui habite des maisons, se couvre de vêtements et marche sur ses pieds. Oui le cœur de tout amateur doit ressentir comme une vive blessure, l'outrage fait à la mémoire de Weber. Oui les lansquenets barbares qui au vatican lardaient de coups de piques les fresques de Raphaël ne commettaient pas une acte plus féroce et plus insensée que celle qui fut commise le vendredi 7 octobre à l'Académie impériale de musique, cette soirée ayant été hélas, précédée de bien d'autres (1).

1. *Le Droit*, 8 décembre 1853.

La même question s'est encore posée devant les tribunaux à une date plus récente, cette fois à propos de *La Favorite*. Le tribunal de commerce de la Seine a statué ainsi :

« Attendu que, sur la foi de l'annonce affichée par Vaucorbeil, Grandsagne aurait compté qu'en louant une loge pour la représentation du 3 janvier 1880, il entendrait une interprétation complète de *La Favorite* de Donizetti, pouvant servir de modèle aux artistes qui l'accompagnaient ; qu'au lieu d'une exécution complète, Vaucorbeil ne lui aurait donné qu'une représentation tronquée, par la suppression, notamment du grand air de la scène VI et du I<sup>er</sup> acte ; — que ce mode de procéder... lui aurait causé un grave préjudice ; — que Vaucorbeil, comme tout commerçant, devait être tenu de livrer l'intégralité de la marchandise vendue et que, ne l'ayant pas fait, tout en ayant reçu le prix, il devrait être tenu de donner une nouvelle représentation complète de l'ouvrage dont s'agit, d'assurer gratuitement à de Grandsagne la loge qu'il occupait ; que, subsidiairement il y aurait lieu de l'obliger tout au moins à lui restituer les 48 francs qu'il a versés pour le prix de sa loge ;

Mais attendu que de Grandsagne ne peut arguer que du grief que lui aurait causé la représentation du 3 janvier 1880 ; que le directeur de l'Opéra est expressément autorisé par l'article 2 du cahier des charges qui règle ses droits et devoirs, à faire des coupures dans les œuvres qu'il représente ; que la seule condition qui lui est imposée, c'est d'avoir l'autorisation de l'administration supérieure et celle des auteurs dont l'œuvre est

représentée... qu'il est établi que le public a accepté la représentation de *La Favorite* telle que cet opéra a été joué le 3 janvier ; que cette tradition s'explique et se justifie par les nécessités de l'exploitation théâtrale, et l'obligation où se trouve Vaucorbeil de ne pas commencer trop tôt et de ne pas finir trop tard la représentation ; que les assimilations trop absolues que voudrait faire de Grandsagne entre les exploitations théâtrales et certains autres genres de commerce ne sauraient être admises ; que si Vaucorbeil n'a pas annoncé que la représentation du 3 janvier ne serait pas la représentation de l'œuvre complète, c'est parce que la suppression incriminée était dans la tradition et qu'il y a lieu de reconnaître qu'en s'y conformant Vaucorbeil n'a commis aucune faute... » (1).

A la suite de cette décision M. Londès a adressé une pétition à la Chambre des Députés pour se plaindre des abus qui se sont introduits dans les représentations de l'Opéra, et la commission, sous le n° 2764, s'est exprimée ainsi :

« Sans pouvoir approuver complètement cet usage  
« arbitraire admis depuis longtemps, qui autorise le  
« directeur de l'Académie Nationale de Musique à cou-  
« per telle ou telle partie d'un opéra, nous devons  
« reconnaître cependant qu'il doit souvent obéir à  
« des considérations majeures dont il n'est pas respon-  
« sable.

« La commission, cependant accueillant le désir de

1. Tribunal de commerce de la Seine, 29 juin 1880, confirmé par Paris, 4 mars 1882, S. 82. 2. 75.

« M. Londès, propose le renvoi de la pétition à M. le « ministre des Beaux-Arts, pour qu'il y donne la suite « qu'il appartiendra ».

b) *Des additions faites par les artistes.* — Les acteurs doivent interpréter avec la plus grande exactitude les rôles dont ils sont chargés.

En d'autres termes il leur est interdit d'y rien changer, intercaler, supprimer.

Tout d'abord les arrêtés municipaux, dans presque toutes les villes portent spécialement une semblable interdiction ; en la violant, l'acteur s'exposerait donc aux peines de simple police. Ces arrêtés sont légaux et obligatoires. Il n'appartient donc pas au tribunal de répression d'interpréter ni modifier un semblable arrêté ; dès lors, l'acteur qui y a contrevenu ne peut être renvoyé des poursuites sur le motif qu'il n'a pas eu l'intention de troubler l'ordre, et que le maire ne peut avoir voulu réprimer de légers écarts d'esprit, en quelque sorte inhérents aux jeunes comiques » (1).

C'est par application de ces principes que, le 29 juin 1877, un acteur fut condamné pour avoir intercalé un calembour empruntant un semblant d'esprit aux événements politiques d'alors.

En second lieu, l'interprétation stricte, telle que l'auteur l'a voulue, est, pour l'artiste digne de ce nom, une question de dignité professionnelle. A cet égard, *le Droit*, des 18, 21 et 22 janvier 1839 contient une intéressante polémique entre Druet, huissier et l'acteur Arnal.

1. Cass., 4 avril 1835, *Journal du Palais*, 1835, p. 18.

Le 17 janvier 1839 le Vaudeville faisait sa réouverture. Dans le dialogue, l'acteur Arnal prononça la phrase suivante :

« En parlant à ma personne, comme disent ces gueux d'huissier ».

Druet, huissier, qui se trouvait dans la salle, envoya à l'acteur une lettre contenant ce passage :

« Assistant hier à une représentation de votre théâtre, je vous ai entendu proférer, au deuxième acte, des paroles que je qualifierai de diffamatoires pour la corporation dont je fais partie.

« Abusant de votre haute réputation d'artiste, vous aurez, je pense, cru faire de l'esprit en vous servant de cette expression insultante et provoquer ainsi le rire des spectateurs...

« Il est bien de faire rire, sans doute, mais il ne faut pas que ce soit aux dépens de l'honneur et de la réputation d'autrui...

« Un moment j'ai cru que l'expression diffamatoire dont vous vous êtes servi était de l'auteur, mais en lisant la pièce attentivement, je me suis convaincu qu'il n'avait pas fait parler ce langage au mari bouffon dont vous remplissez le rôle et qu'il n'avait pas, dès lors, sali une des plus belles pages de sa pièce ».

Voici la réponse d'Arnal :

« Vous m'adrezsez un reproche dont je tiens essentiellement à me laver, parce que *c'est le plus sensible qu'on puisse faire à un acteur* : vous m'accusez d'avoir sali les plus belles pages de la pièce, en y ajoutant de mon chef ce que vous appelez des expressions insultantes.

« Je vous engage donc, pour toute réponse, à relire  
« la deuxième scène, où vous verrez ces mots : « par-  
« lant à ma personne », (avec indignation, comme disent  
« ces gueux d'huissiers).

. . . . .

« Ils ont été non seulement écrits par les auteurs,  
« mais même approuvés par la censure. Et cependant  
« vous dites qu'en lisant la pièce attentivement vous  
« n'y avez pas trouvé cette expression diffamatoire. Ma  
« foi ! si vous ne lisez pas mieux les actes de vos dos-  
« siers que les actes de nos pièces, je plains sincère-  
« ment vos clients !

« Voilà plus de cent fois que nous jouons cette  
« pièce... Une foule d'huissiers, gens d'esprit, *j'allais*  
« *dire vos confrères*, ont toujours ri de cette phrase  
« qui vous met en courroux ; pour y trouver une diffa-  
« mation, permettez-moi de vous le dire, il faut en  
« vérité que vous ayez l'esprit aussi timbré que le  
« papier dont vous vous servez. »

Vis-à-vis de l'autorité publique, la sanction des intercalations faites par les artistes est, avons-nous dit, éventuellement une peine de simple police. Dans les rapports entre l'acteur et le directeur, cette sanction consistera très généralement en une amende prévue par le règlement intérieur du théâtre et, très exceptionnellement, par la résiliation de l'engagement. Dans les rapports du public et de l'acteur, le sifflet rappellera celui-ci à son véritable rôle. Enfin, entre le public et le directeur qui ne réagirait pas contre de semblables tendances, le véritable remède sera la désertion de la salle, une action en justice nous semblant devoir rare-

ment aboutir, en raison de la maxime : *de minimis non curat praetor*.

c) *Interruption de la représentation*. — Le directeur, avons-nous dit, doit la pièce, et la pièce dans son intégralité.

Et lorsque l'administration ne remplit pas les promesses qu'elle a faites, les spectateurs peuvent se faire restituer ce qu'ils ont payé. Le remboursement, cependant, ne peut être exigé lorsque la représentation est interrompue par l'effet d'une force majeure : par exemple, si l'autorité empêchait la représentation de s'achever, ou si la lumière s'éteignait non par la faute de la direction : un pareil accident, en effet, ne déchargerait pas l'administration du théâtre de l'obligation de rembourser les billets si l'éclairage venait à manquer par son fait ou par sa négligence.

Quant aux incidents qui peuvent, au cours de la représentation, interrompre celle-ci, tout dépendra des circonstances et l'obligation de restituer ou non le prix des billets sera appréciée par les tribunaux. Le cas le plus fréquent sera le remplacement, au cours de la représentation, d'un acteur dont le rôle est important (1). Dans ce cas, la représentation pourra continuer avec le remplaçant, si le public y consent ; sinon, la question de savoir si le prix des places doit être restitué fera, au cas de contestation, l'objet d'un procès, et le tribunal statuera en fait.

d) *Du relâche*. — Il se peut que la direction, après qu'elle a délivré les billets de place, se trouve obligée

1. Voir *Le Droit* du 1<sup>er</sup> janvier 1848.

de faire relâche au jour fixé pour la représentation. Quelles vont être les conséquences du relâche ? Il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'examiner les conséquences vis-à-vis des porteurs de billets payés, ou à l'égard de ceux qui sont titulaires de billets de faveur.

Tout d'abord, les porteurs de billets payés ont droit à la restitution du prix de ce billet, et cela quelle que soit la cause du relâche. Il est évident, en effet, ainsi que le remarquent MM. Lacan et Paulmier (n° 448), que le directeur ne peut retenir à la fois la chose et le prix. Vainement offrirait-il de faire jouer le même spectacle un autre jour et d'y admettre les porteurs de billets ; c'est proposer à ceux-ci une convention à laquelle ils sont libres d'adhérer ou de ne pas adhérer. Le jour du premier spectacle leur convenait ; le jour du deuxième peut ne pas leur convenir, à raison d'empêchements ou d'autres causes dont ils n'ont pas à rendre compte.

*Quid* des dommages-intérêts ? Si c'est un cas de force majeure qui a causé le relâche, aucune indemnité n'est due. Mais si c'est une raison de convenance personnelle à la direction, il y a violation d'engagements et les dommages-intérêts, théoriquement, peuvent être réclamés. Nous disons théoriquement, car le dommage est minime, en somme, surtout quand le relâche a été annoncé assez à l'avance pour que le spectateur ne puisse argumenter d'un inutile dérangement ; en sorte que l'action en responsabilité, une fois opéré le remboursement du prix du billet, risquerait fort, en l'absence d'un préjudice appréciable, de n'être pas accueillie par les tribunaux.

En second lieu, supposons qu'il s'agisse du porteur

d'un billet de faveur. En cas de relâche se produisant à la date fixée par le billet, le droit au remboursement du prix de celui-ci n'est évidemment pas acquis, puisque le spectateur n'a rien déboursé.

## § II. — DU DROIT AUX ARTISTES ANNONCÉS

Les considérations générales en vertu desquelles nous avons décidé que le spectateur a droit à la pièce annoncée sur l'affiche, pourraient être répétées ici, identiquement, pour établir que le spectateur a également droit, en principe, à la distribution des rôles, telle qu'elle existe au moment où il prend son billet.

Si, contrairement au contrat intervenu, l'administration change les acteurs désignés comme devant remplir les rôles, les spectateurs ont le droit de réclamer le prix de leurs places, et même des dommages-intérêts.

Et il a été jugé en ce sens que si un directeur, sans prévenir le public au commencement du spectacle, a remplacé par un autre acteur celui qu'annonçait l'affiche et qui ne pouvait remplir son rôle à cause d'une indisposition connue d'avance, il doit au spectateur qui les réclame la restitution du prix de sa place et des dommages-intérêts :

« Attendu que, en fait, dans la journée du dimanche 12 octobre 1856, le sieur de Reichenstein, directeur du théâtre de Constantine, a fait placarder dans la ville une affiche indicative de l'opéra comique *La Dame Blanche* qui serait jouée le soir même, ayant pour interprète Mlle Reille, première chanteuse légère, chargée du rôle d'Anna ;

« Attendu que la représentation sus-indiquée a commencé dans les conditions proposées par le directeur et acceptées par le public ; qu'un vaudeville a d'abord été joué, puis le premier acte de l'opéra ;

« Que ce n'est seulement qu'au lever du rideau du second acte que le régisseur est venu annoncer aux spectateurs qu'une *indisposition subite* de la première chanteuse l'empêchant de remplir son rôle, elle serait remplacée par la demoiselle Marie Repas, deuxième chanteuse ;

« Attendu qu'il est prouvé que l'indisposition de la première chanteuse n'était pas subite, mais tout au contraire connue du directeur dès le samedi soir, ou au moins officiellement le dimanche à 4 heures de l'après-midi ;

« En droit :

« Attendu que X... a payé son billet au contrôle et qu'il s'est rendu au théâtre sur la foi de l'affiche ;

« Qu'aucune bande indicative de la substitution d'artiste qui allait s'opérer au deuxième acte de l'opéra, n'est venue solliciter son attention ni le mettre en demeure de prendre un parti en pleine connaissance de cause ;

« Que s'il est resté après l'annonce du régisseur, c'est qu'il a pu croire à une indisposition réellement subite de la première chanteuse ; que cette indisposition n'ayant point ce caractère, le consentement de X... est nul et vicié dans son essence ;

« Que dès lors Reichenstein n'ayant point fait avertir les spectateurs à 7 h. 1/2 du soir et lors du commencement du spectacle d'une indisposition qu'il connaissait

seul, n'a pas tenu ses engagements vis-à-vis de X... et que celui-ci est en droit de réclamer la restitution du prix de sa place et des dommages-intérêts ;

« Par ces motifs,

« Condamne Reichenstein à payer à X... le prix de sa place et le condamne en outre aux dépens à titre de dommages-intérêts » (1).

Cependant les modifications postérieures à la prise du billet ne donnent aux spectateurs aucune action contre la direction lorsqu'après en avoir été prévenus, par exemple, par une annonce, au début du spectacle, ils ont, en ne quittant pas les places qu'ils occupent, accepté ces modifications.

Tels sont les principes ; mais pour les appliquer aux diverses espèces, il importe de distinguer :

1<sup>o</sup> *La place a été prise au guichet.* — Dans ce cas, ou bien les modifications à la distribution des rôles, telle qu'elle figure sur les affiches, ont été faites avant ce moment et elles sont portées à la connaissance du public avant que le billet ait été pris : dans ce cas, le spectateur ne peut évidemment élever aucune réclamation contre le changement intervenu.

La solution serait contraire et la réclamation devrait être admise si la modification n'avait pas été connue du public au moment de l'ouverture des guichets, ou si elle avait lieu postérieurement à la prise du billet.

Bien entendu, il s'agit d'une modification sérieuse, relative à des rôles importants ; au cas de contestation sur ce dernier point, les tribunaux apprécier aient en fait.

1. Trib. com. Constantine, 22 oct. 1856, *Le Droit*, 11 nov. 1856.

2° *Le spectateur a pris son billet en location.* — Nous distinguons :

Si le billet a été pris sur le vu de l'affiche du jour, nous donnerons des solutions analogues aux précédentes, en remarquant seulement que le moment où se fixe le droit du spectateur est celui où la préposée à la location lui délivre son billet. Donnons un exemple.

Le 20 août 1843, l'Opéra avait annoncé une représentation extraordinaire de *Robert le Diable* avec Duprez dans le principal rôle.

A deux heures, M. Fournier Saint-Amand envoya son domestique louer une stalle de parterre, moyennant 5 francs, et à sept heures, il se rendait au théâtre : voyant que M. Marie remplissait le rôle de Duprez, il se rend immédiatement au contrôle, redemande son argent, et, sur le refus de l'employé, fait dresser procès-verbal par le commissaire de police, et assigne le directeur de l'Opéra en remboursement de sa place et en dommages-intérêts.

Or les débats établissent que lorsqu'il fut décidé que Duprez ne chanterait pas, on avait arrêté la location et posé des bandes sur les affiches. Le commissaire de police avait paraphé la liste de location et Saint-Amand n'avait pas encore loué à ce moment ; donc il avait loué après le changement d'affiche, et le contrat du théâtre, c'est l'affiche.

Le tribunal de Commerce, le 10 octobre 1843, déclare Saint-Amand non recevable de sa demande, le changement d'affiche étant antérieur à sa location (1).

1. *Le Droit* du 13 septembre et du 11 octobre 1843.

Mais il importe d'insister sur la seconde hypothèse, celle où le billet est pris, en location plusieurs jours à l'avance.

Une semblable location est faite, en général, sur la foi des affiches du jour même où le spectateur se présente au bureau de location. Ces affiches font connaître au public les acteurs qui jouent habituellement les divers rôles de la pièce, objet de la location.

Il est certain que, dans un grand nombre de cas, le spectateur est incité à s'assurer une place, pour telle ou telle représentation ultérieure, précisément par l'annonce, sur l'affiche, du nom d'un ou de plusieurs acteurs célèbres.

Supposons donc que le spectateur ait contracté ainsi. Lorsque, le jour où il prend possession de sa place, la distribution a été changée par un motif quelconque, par exemple pour cause d'indisposition de l'acteur en vedette, et qu'un acteur secondaire remplace, dans un rôle principal, l'artiste en vogue qui devait le remplir, le spectateur se trouve évidemment frustré dans son attente. Quels sont ses droits ? peut-il soutenir qu'à son égard les conditions du contrat sont violées, et agir en restitution du prix qu'il a versé au bureau de location et même en dommages-intérêts ?

La question s'est surtout posée devant les tribunaux à l'occasion des représentations de *Paul et Virginie*, représentations qui ont donné lieu à plusieurs procès.

En décembre 1876, Meignan avait pris au bureau du théâtre lyrique quatre fauteuils d'orchestre pour la vingt-troisième représentation de *Paul et Virginie*. Ce jour-là, Capoul, qui chantait ordinairement le rôle de

Paul, fut pris d'une indisposition qui l'empêcha de chanter. Il fut remplacé par Engel. Meignan, en arrivant le 5 janvier pour occuper ses places, vit sur l'affiche apposée à la porte du théâtre une bande blanche annonçant l'indisposition de Capoul et son remplacement par Engel. Il réclama au contrôle le prix de ses places. Sur le refus du remboursement, il assigna Vizen-tini.

Le 23 février, jugement du juge de paix du troisième arrondissement :

« Attendu que, pour repousser l'action, le défendeur prétend qu'en délivrant les places dont s'agit, sans conditions, pour la vingt-troisième représentation, il a rempli fidèlement sa promesse ; attendu qu'il n'a pas été dénié par le mandataire de Vizen-tini que les affiches du théâtre lyrique annonçaient que Capoul chanterait dans *Paul et Virginie* ; que, bien que les coupons délivrés au sieur Meignan ne fissent pas mention du nom de cet acteur, il n'en est pas moins vrai que ces coupons ne sont, pour ainsi dire, que la conséquence des affiches apposées par les soins du Directeur, qui promet au public l'interprétation de telle ou telle pièce par tel ou tel acteur ; que le sieur Meignan a loué les places dont s'agit, uniquement pour entendre Capoul, car, autrement il n'aurait pas consenti à payer les places un prix double de celui exigé pour les représentations ordinaires.

« Attendu que, puisque les promesses faites au public n'étaient pas remplies, les personnes qui avaient loué des places n'étaient pas obligées de se plier au caprice du directeur du théâtre lyrique ; que c'est donc à bon

droit que le sieur Meignan a refusé de prendre possession des places qui lui avaient été désignées, et qu'il réclame le remboursement de la somme versée à cet effet ;

« Qu'en outre, il lui est dû des dommages-intérêts pour le préjudice qu'il a éprouvé en étant obligé de faire des démarches et de perdre du temps pour obtenir une satisfaction que Vizentini aurait dû lui donner au moment même où la difficulté s'est produite... »

M. Vizentini ayant interjeté appel de cette décision, le Tribunal civil de la Seine l'a réformée par les motifs suivants :

« Attendu que, suivant les principes qui régissent les obligations dans le silence de la convention, on doit l'interpréter d'après la nature et l'objet du contrat ;

« Attendu qu'en dehors des stipulations particulières pouvant en régler les effets, la location de places pour une représentation théâtrale ne confère au porteur du coupon d'autre droit que celui de réclamer, au jour fixé pour cette représentation, la mise en possession des places s'y trouvant désignées ;

« Attendu que Meignan, en retenant au prix de location fixé pour les représentations de *Paul et Virginie* quatre fauteuils d'orchestre pour la vingt-troisième représentation n'a pu s'assurer des droits plus étendus ; qu'il n'établit pas que la location par lui faite l'ait été sous la condition que les artistes dont le nom figure habituellement en tête de l'affiche du jour, comme contribuant plus particulièrement aux succès de l'œuvre, et spécialement celui dont l'absence a motivé sa réclama-

tion, concourraient à cette représentation ; qu'il est même constant que, le jour où cette location a eu lieu, les affiches annonçant la représentation ultérieure de la pièce, notamment la vingt-troisième ne contenaient aucune indication quant au nom des acteurs ;

« Attendu que les effets de la convention intervenue en ce moment entre les parties ne pouvaient, à défaut de stipulations expresse de leur part, être subordonnées à la participation, à la représentation dont il s'agit, de tel ou tel des artistes que le public accueille avec faveur ; que le tribunal n'a pas à rechercher, dans l'interprétation des contrats de cette nature, les préférences personnelles de chacun des spectateurs, et, dans l'espèce, ce que peuvent avoir d'exclusif celles de Meignan ;

« Que celui-ci ne rapporte pas la preuve que Vizenini ait entendu faire dépendre les effets de la location, par lui consentie plusieurs jours à l'avance, du concours à la représentation de tous les interprètes habituels de la pièce, ou spécialement de l'un d'eux : que l'indisposition accidentelle, parfois subite, d'un acteur, et son remplacement, constituent l'une des éventualités dont le public fréquentant les théâtres sait qu'il doit tenir compte, en retenant ses places plusieurs jours à l'avance ;

« Attendu que le changement apporté à la vingt-troisième représentation de *Paul et Virginie*, dans la distribution de l'un des rôles, alors surtout que, dans son ensemble, l'exécution de l'œuvre a conservé le caractère que lui a donné, jusque là et depuis, le concours des artistes chargés de l'interpréter, n'a pu modifier les effets du contrat ; qu'il ne peut être établi d'assi-

milation entre l'exécution d'une œuvre musicale dont la valeur, indépendante de son interprétation, et le succès s'affirmant par de nombreuses représentations et l'audition d'un artiste figurant exceptionnellement sur une scène et dont le talent constitue le principal, sinon le seul attrait de la représentation ;

« Que Vizentini a satisfait à son obligation en mettant à la disposition de Meignan les quatre places par lui retenues » (1)...

Signalons une autre affaire née également de la 23<sup>e</sup> représentation de *Paul et Virginie* :

Le juge de paix du 3<sup>e</sup> arrondissement avait par jugement du 8 février 1877, condamné Vizentini au remboursement des places avec dommages-intérêts :

« Attendu qu'il n'a pas été dénié par Vizentini que les affiches du Théâtre Lyrique annonçaient que Capoul chanterait dans *Paul et Virginie* ; que bien que les coupons délivrés au sieur Rosier ne fassent pas mention du nom de cet acteur, il n'en est pas moins vrai que ces coupons ne sont, pour ainsi dire, que la conséquence des affiches apposées par les soins du directeur qui promet au public l'interprétation de telle ou telle pièce par tel ou tel acteur ».

Par jugement du 14 décembre 1877, le Tribunal civil de la Seine anéantit le jugement précédent :

« Attendu que la date de la dite représentation n'était pas même fixée quand Rosier a pris ses places, ni l'affiche spéciale y relative et portant l'indication des acteurs encore apposée ;...

1. Trib. civ. Seine, 28 nov. 1877, S. 77. 2. 338.

« Attendu que Rosier n'établit pas que Vizentini ait pris, en décembre 1876, quand la location est intervenue, l'engagement de faire concourir à toutes les représentations ultérieures, particulièrement à la 23<sup>e</sup>, tous les artistes dont les noms figuraient au moment de la dite location sur l'affiche du jour même ;

« Que le bas de cette affiche annonçant des représentations subséquentes, ne précisait ni leur date, ni que les acteurs devaient y participer ;

« Attendu, dans ces circonstances, que Rosier excipe vainement de la nullité du contrat dont s'agit, son consentement ayant été, dit-il, donné par erreur ;

« Attendu, en effet, qu'une telle erreur ne vicie l'obligation conventionnelle que si elle tombe sur la substance même de la chose ;

« Attendu que la matière substantielle de la chose promise était, ici, la 23<sup>e</sup> représentation de *Paul et Virginie*, non le concours des neuf artistes habituellement inscrits sur les affiches quotidiennes, affiches sur lesquelles quatre, en dehors de Capoul, étaient désignés par les mêmes caractères d'imprimerie, et ressortaient comme lui, en vedettes, sur les dites affiches ;

« Attendu que si l'un des modes d'interprétation consiste à rechercher la commune interprétation des parties, les tribunaux ne peuvent, sous prétexte de l'intention présumée d'une seule des parties, suppléer, au détriment de l'obligé, des clauses non stipulées, à moins qu'elles ne résultent de l'essence même du contrat ;

« Attendu, en résumé, que, tant au point de vue de la nature des choses qu'au point de vue juridique, Vizentini, dans l'espèce, n'était tenu, par la bonne foi et l'usage,

comme par l'objet, les termes, et le sens général de la convention, qu'aux obligations suivantes : ne pas modifier, dans leur ensemble, les principaux éléments de la représentation à laquelle Rosier avait acquis le droit d'assister, spécialement, de ne pas remplacer arbitrairement les premiers sujets ;

« Attendu que Rosier demandeur ne rapporte pas la preuve que Vizentini ait manqué à aucun de ses devoirs » (1)...

Nous ne pensons pas que, dans l'espèce, le Tribunal civil ait bien jugé, et nous estimons préférable la solution admise par le juge du premier degré. Certes, les journaux avaient annoncé que les rôles avaient été doublés, mais il est d'autre part certain que les spectateurs parties aux deux procès dont nous avons rapporté la solution tenaient à entendre *et* la pièce nouvelle, *et* le ténor en vogue. On leur offrait bien la pièce, mais non l'auteur. Or l'affiche sur le vu de laquelle le contrat avait été passé, portait, en vedette, le nom de Capoul, engagé spécialement pour jouer le rôle de *Paul*. Et si le prix des places avait été doublé par la Direction, c'est que celle-ci spéculait au moins autant sur la renommée de l'acteur que sur le succès de la pièce : l'acteur et la pièce s'identifiaient, en quelque sorte : c'est là, dans l'histoire de notre théâtre, une incontestable vérité, de l'exactitude de laquelle plus que personne, le directeur était convaincu. Les deux consentements, celui du spectateur et celui du directeur s'étaient donc certainement rencontrés, lors de la formation du contrat au moment

1. Trib. civ. Seine, 14 décembre 1877. S. 78. 2. 154.

ou l'affiche portait le nom de Capoul, aussi bien sur la personnalité de l'artiste que sur la pièce.

Nous avons dit que les abonnés avaient, lors de chaque représentation, des droits moindres que ceux des spectateurs qui avaient contracté sur le vu de l'affiche du jour. Mais, justement parce que l'affiche fait la loi du contrat, les abonnés peuvent se plaindre lorsqu'ils ont contracté sur la foi de l'annonce qui, au début de la saison théâtrale, a présenté au public le tableau de la troupe, et lorsque la composition de cette troupe n'est pas conforme, au moins dans ses principaux éléments, à celle annoncée et promise : « Attendu, a dit le Tribunal de commerce d'Alger, que de longues et intéressantes plaidoiries ont développé et mis en relief les griefs, de fortes conclusions ont résumé les chefs des griefs consistant en :

1° Manque d'une première chanteuse, et demande qu'il en soit livré une dans les 24 heures (c'est l'assignation qui le dit) ;

2° Manque d'une duègne et d'une mère dugazon, mère noble ;

3° Une deuxième basse ;

4° Un violon solo ;

5° Et enfin une grande coquette.

« Attendu que si les demandeurs ont le droit d'être mécontents et d'actionner en justice, la raison de le faire n'est pas aussi évidente cependant, bien qu'en entrant au théâtre à prix réduit, comme l'a fait ressortir le directeur, il ne doit pas moins exécuter envers eux le programme qui a provoqué l'abonnement dont le prix a même été payé d'avance.

Il faut pourtant convenir que s'il y a quelques emplois vacants dans la troupe, d'autres sont tenus par des artistes d'un mérite supérieur qui fait désirer de les revoir souvent, et on oublie pour ce jour-là les absents.

Ces considérations ont déterminé l'indulgence du Conseil municipal, le Tribunal se sent disposé à en faire autant. L'année théâtrale est à sa fin, on ne demande pas la résiliation des abonnements, il n'y a pas de préjudice appréciable pour justifier une réparation pécuniaire ; il y a à se borner à un premier avertissement avec frais. Ceci paraît d'autant plus juste que Vachot a fait des économies de frais sur les artistes qu'il attend toujours et garde néanmoins le montant intégral des abonnements.

Par ces motifs, le Tribunal condamne Vachot aux dépens pour tous dommages-intérêts » (1).

1. Trib. com. Alger, 24 mars 1868, *Gaz. des Trib.* 6-7 avril 1868.

## SECTION II

### Entractes et contremarques

#### § I. — ENTRACTES ET SORTIES

Les règles générales contenant les entractes et les sorties pendant la durée de ceux-ci font partie de la police de la représentation, dont nous étudierons bientôt les principes.

On ne peut interdire les sorties au cours d'une représentation, en dehors du temps fixé pour les entractes, mais alors nous avons vu qu'il peut être interdit, par une disposition formelle portée à la connaissance du spectateur au plus tard au moment où l'on prend son billet, de rentrer dans la salle avant le plus prochain entracte.

Il y a plus : il peut, dans ces conditions être interdit au spectateur de rentrer sans payer une seconde fois le prix de sa place. Cette disposition spéciale se rencontre assez souvent dans l'hypothèse suivante : Un individu prend son billet, et entre dans la salle, où il marque sa place, dès le lever du rideau. Puis il sort aussitôt, soit pour s'épargner ce lever de rideau, soit pour se substituer un autre spectateur en vue de la représentation de la pièce principale, et ce, moyennant un bénéfice. Qu'il y ait simplement là une source d'erreurs pour le contrôle, à ce moment exclusivement occupé à organiser le placement et à surveiller les entrées, ou qu'il y ait ten-

tative d'une spéculation que le directeur voit évidemment avec défaveur, il n'en est pas moins certain que, quelquefois, l'affiche porte qu'il ne sera pas délivré de carte de sortie avant le premier entracte ». Cette clause est évidemment obligatoire, comme toutes celles portées sur l'affiche qui a servi de base au contrat. Par suite le spectateur qui, ayant acheté un billet, sort du théâtre avant le premier entracte après avoir marqué sa place et s'en voit interdire la rentrée, malgré la production du talon de son billet, à moins de payer une seconde fois le prix de celui ci, n'est pas recevable à prétendre que, à raison du trouble subi par lui dans sa jouissance, les règles du contrat de vente ou du contrat de louage ont été violées à son encontre, si, d'autre part, il était prévenu par l'affiche qu'il ne serait pas délivré de carte de sortie avant le 1<sup>er</sup> entracte et si, en outre, un employé lui a fait remarquer, au moment où il est sorti, l'impossibilité où il serait de rentrer à moins de payer, une seconde fois, sa place ; ce spectateur est tenu, en effet, d'exercer sa jouissance dans les termes de la convention intervenue entre lui et l'administration du théâtre :

« Attendu que Pronier réclame à Castex le remboursement d'une somme de 5 francs, plus 250 francs de dommages ;

« Attendu que cette demande est basée sur ce que Pronier ayant le 17 février 1901, pris au guichet du Grand Théâtre de Bordeaux, dont Castex était le directeur, un billet de fauteuil d'orchestre du coût de 5 francs, et étant sorti de ce théâtre après y avoir marqué sa place, la rentrée lui en aurait été refusée malgré la pro-

duction du talon de son billet ; attendu que ce fondement est reconnu en fait ;

« Mais attendu qu'il y faut, de l'aveu du demandeur, ajouter ce triple élément, à savoir, que l'affiche portait, le soir dont il s'agit, comme tous les autres soirs, la mention suivante, en gros caractères : « Le public est prévenu qu'il ne sera pas délivré de cartes de sortie avant le premier entracte » ; que, d'autre part, Pronier est sorti avant le premier entracte, et que, enfin, il a alors été prévenu par le contrôleur de l'impossibilité où il serait ainsi de rentrer à moins de payer une seconde fois sa place ;

« Or, attendu que Pronier doit être considéré comme ayant accepté les conditions de sortie et de rentrée qui lui étaient indiquées par l'affiche et que, étant données les conditions bien claires qui le soumettaient, au moment où il sortait, à l'obligation d'un nouveau paiement, à l'obligation d'un nouveau paiement, s'il voulait rentrer, il ne peut, ayant en outre été verbalement prévenu et n'arguant pas d'un cas de force majeure qui eût pu faire lettre morte du règlement à lui opposé, imputer à faute qu'à lui-même la situation dont il a pâti ; que, à la vérité, il invoque un arrêté municipal, aux termes duquel les directeurs n'ont pas le droit de faire afficher des règlements particuliers sans les avoir soumis à l'approbation du maire, mais qu'il ne trouve pas Castex en contravention à cet arrêté ;

« Attendu que, en effet, l'affiche du 17 février 1901 avait été, comme elle le sont toutes, présentée au maire et approuvée, tacitement tout au moins, par lui, comme celles qui l'avaient précédée, et comme celles qui l'ont

suivie ; que, au surplus, l'avis contenu en cette affiche constituait, à proprement parler, une exécution de l'arrêté susvisé qui, défendant en un de ses articles le trafic des contremarques, avant la fin du premier acte, autorise virtuellement le directeur à n'en pas délivrer pour empêcher ce trafic qui, autrement, resterait toujours possible de façon clandestine ; et que, de même Pronier se prévaut vainement de ce que les règles du contrat de vente et du contrat de louage auraient été violées à son encontre, car si Castex pris comme vendeur ou comme bailleur, avait le devoir de le laisser et de le faire jouir paisiblement, lui-même était tenu d'exercer sa jouissance conformément à la convention intervenue entre eux, et, en somme, ce qu'on voit seulement en l'espèce, c'est Pronier ayant abandonné sa jouissance dans une circonstance où, d'après la convention, il ne lui était pas loisible de le faire ;

« Par ces motifs, rejette la demande et condamne le demandeur aux dépens » (1).

## § II. — CONTREMARQUES

Pour la durée des entractes, il est délivré aux spectateurs des coupons, cartes, bons, ou jetons, désignés sous le nom de contremarques, qui leur permettent de sortir de la salle et d'y rentrer. Comme le spectateur n'a pas gardé son billet de place, remis au contrôle au moment de l'entrée, la contremarque représente ce billet, momentanément ; il constate, en d'autres termes, le droit de rentrer dans la salle après en être sorti.

1. Trib. civ. Bordeaux, 22 juillet 1901, *Gaz. Pal.*, 1901 2. 353.

La contremarque donnée, au contrôle d'un théâtre, à un spectateur, pour la sortie de l'entracte, établit, contre le directeur de ce théâtre, la présomption que celui qui en est porteur a payé sa place.

C'est donc au directeur à prouver que la contremarque reçue de bonne foi par le spectateur est fausse, ou qu'elle est entre ses mains par suite d'une fraude.

L'obligation où le directeur met le porteur de la contremarque de payer sa place pour rentrer au théâtre le soumet à des dommages-intérêts envers le spectateur.

Le 11 février 1888, assistait à une représentation au Grand Théâtre de Dijon M. D... ; il occupait une place de parterre ; il sortit après le premier acte et reçut une contremarque de rentrée. Mais quand, au retour, il la présenta au contrôleur, celui-ci refusa de la recevoir en déclarant qu'elle provenait d'une représentation antérieure et il interdit à D... l'entrée de la salle. Celui-ci, après quelques pourparlers, paya sa place une seconde fois et rentra.

Mais il assigna Frantz, directeur du Grand Théâtre : 1<sup>o</sup> en remboursement du prix de la place indûment payée deux fois ; 2<sup>o</sup> en dommages-intérêts.

Il offrait en même temps de prouver qu'il était de bonne foi, et que la contremarque qu'il avait présentée au contrôle pour rentrer au théâtre était bien celle qu'il avait reçue à sa sortie.

Il fut établi à l'audience, par les témoins, que la contremarque portée par D... n'était pas celle du jour mais, aussi, que c'était bien celle que le contrôleur lui avait donné à sa sortie :

« Attendu, a dit le Tribunal, qu'il résulte de l'enquête que D... a retenu sa place en location le 11 février dernier et qu'il a assisté à la représentation dès le premier acte ; qu'à la rentrée après l'entracte, il était porteur de deux contremarques dont l'une lui a été refusée ;

« Qu'à la même représentation, d'autres personnes ont reçu, à la sortie, des contremarques de même couleur et série que celle refusée à D... ;

« Attendu que Frantz a été de mauvaise foi en recevant une deuxième fois le prix de sa place, somme qu'il savait avoir été payée une première fois ;

« Attendu que celui qui, par erreur ou sciemment, reçoit ce qui ne lui est pas dû, doit restituer ce qu'il a indûment perçu ; que c'est le cas de Frantz, ainsi qu'il est établi par l'enquête et les débats ;

« Attendu que le juge possède les éléments nécessaires pour apprécier le dommage éprouvé par D... ; ...

« Par ces motifs ;

Condamne Frantz à payer à Didier : 1<sup>o</sup> la somme de 1 fr. 25, prix de la place deux fois payée ; 2<sup>o</sup> celle de 60 francs à titre de dommages-intérêts » (1).

La contremarque donne droit de rentrer pour assister à la fin de la représentation. Est-elle cessible ? En d'autres termes pourrait-on voir à chaque acte, un spectateur différent occuper la même place, ce spectateur étant rentré dans la salle porteur de la contremarque que lui aurait transmise le spectateur qui, dans la même place, avait assisté à la représentation de l'acte précédent ?

1. Justice de paix, Dijon, 15 mars 1888, *La Loi*, 6 avril 1888.

Suivant nous, il faut distinguer. Si le billet de place est au porteur et non stipulé incessible, il nous semble qu'il peut être cédé par fractions, puisqu'il peut l'être en totalité. D'ailleurs au cas où, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, ce procédé de cessions partielles venait à passer dans les mœurs théâtrales, les directeurs pourraient toujours, par une clause formelle insérée sur le billet de place, empêcher de semblables cessions.

Supposons au contraire, que le billet de place soit nominatif, ou, comme les billets de faveur ou à droits non susceptible d'être vendu, et cela, en vertu d'une clause formelle portée sur ce billet. Nous croyons alors que la cession de la contremarque est impossible, nulle, et que le contrôle pourrait refuser, à l'acte suivant, l'accès de la salle à une personne différente de celle qui, à la sortie, a reçu la contremarque. Celle-ci, en effet, n'est que le prolongement du billet de place ; les conditions énoncées au billet doivent être censées se continuer jusqu'à la fin du spectacle, et la contremarque n'est qu'un moyen de mise en exécution des obligations de la Direction, telles qu'elle les a assumées en délivrant le billet.

### SECTION III

#### Police générale de la représentation

##### § I. — ORGANISATION DE LA POLICE DE LA SALLE

De tous temps, l'autorité a réglementé et exercé la police des salles de spectacles.

Citons, par exemple, l'ordonnance de police du 24 décembre 1769, reproduite par celle du 2 avril 1780, qui interdit de « crier ou de faire du bruit avant que le spectacle commence, et, dans les entractes, de siffler, faire des huées, avoir le chapeau sur la tête, et interrompre les acteurs pendant les représentations, de quelque manière et sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de désobéissance ».

La loi des 13-19 janvier 1791 disposait dans son article 6 : « Les entrepreneurs et les membres des différents théâtres seront, à raison de leur état, sous l'inspection des municipalités, qui ne pourront rien enjoindre aux comédiens que conformément aux lois et règlements de police ».

L'article 46, titre 1<sup>er</sup> de la loi des 19-22 juillet 1791, et l'article 11 de la loi du 18 juillet 1837 investissaient l'autorité municipale du droit de faire des règlements ou arrêtés sur tous les objets confiés à leur vigilance par la loi des 16-24 août 1790, qui comprend notamment la police des théâtres, et tout ce qui intéresse les mœurs, la tranquillité et la sécurité des citoyens.

L'article 13 de la loi du 28 pluviôse, an VIII, confie bien encore la police des théâtres aux municipalités dans les départements, mais l'article 16 fait passer ces attributions à Paris entre les mains du 'préfet de police et l'article 12 de l'arrêté du 12 messidor suivant disait :

« Le Préfet de police aura la police des théâtres en ce qui touche la sûreté des personnes, les précautions à prendre pour éviter les accidents et assurer le maintien de la tranquillité et du bon ordre tant en dedans qu'au dehors ».

Cette législation, après modifications fut affirmée par le décret du 17 frimaire an XIV (8 décembre 1805) :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les commissaires généraux de police sont chargés de la police des théâtres seulement en ce qui concerne les ouvrages représentés.

Art. 2. — Les maires sont chargés, sous tous les autres rapports, de la police et du maintien de l'ordre et de la sûreté.

Elle fut confirmée encore par la loi du 18 juillet 1837 (art. 9 et suivants).

Le décret du 6 janvier 1864 (1), qui proclame la liberté des théâtres, n'a apporté aucun changement aux règles alors en vigueur sur la police des théâtres et des salles de spectacle.

L'article 2 de ce décret maintient expressément les lois existantes sur la police et la fermeture des théâtres. D'autre part, les articles 94, 95 et 97 de la *loi municipale du 5 avril 1884*, inapplicable à Paris, comprennent dans les attributions du maire, comme chef de la police municipale, la surveillance et la police des spectacles.

C'est donc toujours au préfet de police à Paris (2) et

1. Décret relatif à la liberté de l'industrie théâtrale, 6 janvier 1864 :

Art. 2. — Les entrepreneurs de théâtre devront se conformer aux ordonnances, décrets et règlements pour tout ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publique.

Continueront d'être exécutées les lois existantes sur la police et la fermeture des théâtres.

Art. 6. — Les spectacles de curiosités, de marionnettes, cafés-chantants, et autres établissements du même genre, restent soumis aux règlements présentement en vigueur.

2. Un arrêté du 3 brumaire an IX, et la loi des 40-15 juin 1853 étendent ces attributions du préfet de police à tout le département de la Seine, et aux communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres.

aux maires dans les départements qu'appartient la police des théâtres.

Lors donc qu'un théâtre est ouvert dans une ville, l'autorité municipale prend un arrêté pour en régler la police de la salle et de ses abords. Ainsi elle peut régler la circulation des voitures et leur stationnement (ord. 13 mai 1881, art. 98) ; prohiber la vente des billets et contremarques sur la voie publique, ainsi que le racolage ayant cette vente pour objet (art. 87), et enjoindre de faire afficher ostensiblement le prix des places (art. 73 à 80).

Un officier de police doit assister à chaque représentation avec les marques distinctives de ses fonctions, afin de maintenir l'ordre et de prévenir le trouble ; on doit obéir provisoirement à l'officier de police et se rendre, sur sa sommation, au bureau de police, pour y donner les explications qui seraient demandées. Tout individu arrêté au théâtre doit être conduit devant le commissaire de police qui prononce le renvoi devant l'autorité compétente ou la mise en liberté.

La force armée ne doit être introduite dans une salle de spectacle que quand tous les autres moyens ont été employés sans succès par le maire ou le commissaire de police, et seulement dans le cas où des voies de fait ont été exercées contre des spectateurs.

Il peut arriver que la sûreté publique exige que l'on fasse sortir de force une personne qui serait dans la salle ; l'officier public doit d'abord s'adresser à cette personne et, si son invitation ne suffit pas, il peut requérir la force armée. Ce n'est qu'à la dernière extrémité qu'il doit faire évacuer complètement la salle.

§ II. — DE LA TENUE DES SPECTATEURS

L'ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> juillet 1864 contient un article 53 ainsi conçu : « Nul ne peut avoir un chapeau sur la tête, lorsque le rideau est levé ».

De même, à la date du 29 novembre 1883, le maire de la ville d'Alger a pris un arrêté dont l'article 32 faisait défense à tout spectateur d'avoir son chapeau sur la tête lorsque le rideau est levé.

Poursuivi pour contravention à cet arrêté, M. T... a été condamné à 1 franc d'amende par un jugement du tribunal de simple police d'Alger, en date du 8 avril 1897 :

« Attendu que cet arrêté est légal et obligatoire, comme ayant été pris en vertu des pouvoirs que la loi du 5 avril 1884 confère au maire par son article 97, § 3, qui le charge d'assurer le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, comme le théâtre par exemple ;

« Que le prévenu soutient qu'une dame placée devant lui portait un chapeau dont les dimensions extravagantes l'empêchaient de voir la scène, et qu'il s'était obstiné, en manière de protestation, à rester couvert, espérant qu'ainsi on obligerait sa voisine à enlever sa coiffure ;

« Attendu qu'au cas où cette dame eût, elle aussi, enfreint l'arrêté municipal, ce fait n'excuserait pas la contravention commise par T... ;

« Attendu que, d'ailleurs, les prescriptions de l'arrêté ne s'appliquent qu'aux hommes ; qu'il est admis, en effet, que c'est là une règle que la galanterie française

a de tout temps consacrée, que les femmes ont le privilège de conserver sur la tête leur chapeau partout où elles se trouvent, à l'église, au théâtre, en visite, etc. »

Pourvoi en cassation et rejet le 8 juillet 1897. S. 98. 1. 207.

Les infractions aux arrêtés municipaux qui, unanimement, exigent que les spectateurs soient découverts quand le rideau est levé, sont, très régulièrement, comme dans l'exemple qui précède, motivées par ce fait que le spectateur ne peut apercevoir la scène, grâce au chapeau de la spectatrice qui occupe un siège devant le sien ; il y a là une protestation, illégale sans doute, mais souvent justifiée.

A tel point que l'on en est venu à se demander si l'arrêté municipal qui interdit aux spectateurs de conserver leurs chapeaux ne pourrait pas s'appliquer aussi aux spectatrices.

La négative a été décidée dans un jugement dont les attendus méritent, à plus d'un titre, d'être intégralement reproduits :

« Attendu qu'il appartient au juge de police, chargé de réprimer les infractions aux règlements légalement faits, d'interpréter ces règlements et d'en déterminer la portée et le sens sans en forcer l'esprit ;

« Qu'il ne suffit pas de dire qu'un règlement fait pour les hommes doit naturellement s'étendre aux femmes, parce qu'une règle de grammaire veut que le masculin l'emporte sur le féminin, et que les périphrases ont été inventées pour exprimer ce qu'on ne veut pas dire en termes clairs ; qu'au contraire, la clarté, fille de la lumière et proche parente de la vérité, doit toujours

trouver une place des plus larges dans les textes des lois et dans les règlements qui les complètent ;

« Attendu que, sans vouloir exiger que le mot « spectateur » contenu dans l'article 17 de l'arrêté du 12 octobre 1888 soit suivi de son féminin « spectatrice », il convient d'examiner si ce mot qui, naturellement, vise les deux sexes, en ce qui concerne le silence à observer et la position de tous les assistants quand le rideau est levé, s'applique également aux femmes pour ce qui est relatif à la coiffure ;

« Attendu qu'il y a lieu de faire une différence entre les usages de 1888 et ceux de 1900 ; de comparer la mode de cette époque avec celle d'aujourd'hui ; qu'on ne saurait méconnaître qu'en 1888 les chapeaux féminins affectaient des proportions modestes et étaient encore loin d'acquérir les formes monumentales qu'on leur donne actuellement ; que dès lors la pensée d'une campagne contre les chapeaux des femmes au spectacle n'avait pas encore germé dans l'esprit du public, pas plus d'ailleurs que dans la presse ; que le tribunal trouve une autre preuve qu'en ce temps-là on ne pensait pas à interdire le port du chapeau aux représentations théâtrales dans ce fait que les modistes d'alors confectionnaient des chapeaux pour les théâtres, comme elles en confectionnaient pour les visites, pour les courses, etc. ;

« Attendu, d'autre part, que, dans nombre de villes, et notamment à Marseille et à Toulon, l'accès du théâtre a longtemps été interdit aux femmes en cheveux, l'absence de coiffure étant considérée comme un indice de mœurs équivoques, de nature à provoquer le méconten-

tement des honnêtes mères de famille qui auraient été obligées de s'asseoir dans leur voisinage ; qu'en outre ce n'est que depuis quelques années seulement que les femmes sont admises aux places de fauteuils d'orchestre et de parterre ; que celles qui ont fait les premières usage de cette tolérance étaient des personnes désirant surtout se faire remarquer ; que c'est ensuite et peu à peu que d'autres, aux allures moins tapageuses, ont suivi, si bien que maintenant on peut voir à ces places l'ouvrière coudoyer la courtisane, et celle-ci frayer avec la bourgeoisie ;

« Attendu qu'il n'entrait pas dans la pensée de l'arrêté municipal du 12 décembre 1888 d'interdire le port des chapeaux aux femmes dans l'intérieur de la salle du théâtre municipal ; qu'il a voulu seulement réprimer le tumulte et obliger les spectateurs, quel que soit leur sexe, à garder le silence pendant les représentations, ainsi que la position assise ; que les mots « avoir la tête découverte » ne visent que les hommes seulement afin qu'ils n'ajoutent pas à leur taille, déjà plus élevée que celle des femmes, en général, la hauteur d'un chapeau facilement maniable, en tout cas beaucoup plus gênant pour les spectateurs placés en arrière que les coiffures minuscules portées par les dames en 1888 » (1).

Ajoutons cependant qu'à l'heure actuelle, une campagne de presse ayant été faite contre les chapeaux trop volumineux portés au théâtre par les femmes, et une ligue s'étant constituée pour « le petit chapeau », plu-

1. Trib. simp. pol. Montpellier, 6 déc. 1900, S. 02. 2. 147 ; *La Loi* du 18 décembre 1900.

sieurs directeurs de théâtre obligent les spectatrices à venir tête nue occuper certaines places. Les femmes ont alors remplacé les chapeaux par des coiffures à panache.

### § III. — LE PUBLIC JUGE DES DÉBUTS

Dans certains théâtres de province le public remplit une fonction spéciale : il est juge des débuts des artistes, au commencement de la saison théâtrale.

L'artiste choisit en général trois pièces qu'il indique sur les affiches, comme étant celles sur lesquelles il désire être jugé. Après la troisième pièce ou dans le courant de celle-ci, par exemple durant un entr'acte, le public est admis à voter sur l'admission ou la non-admission de l'artiste. Le plus souvent, les seuls abonnés se réunissent au foyer, pendant un entr'acte, et votent ainsi par oui ou par non. L'admission de l'artiste par le public est la condition indispensable du maintien de l'engagement ; l'artiste a droit, en principe, à ses trois débuts, à moins d'une insuffisance absolument manifeste (1).

MM. Lacan et Paulmier (n° 317) citent un jugement du tribunal civil de Rouen, du 18 juin 1828, qui repoussa la demande de résiliation d'engagement d'un acteur, demande formulée par cet acteur, et basée sur ce que ses débuts n'avaient pas réussi. « Il (l'acteur) se mit à rechercher une chute comme on recherche un triomphe ; il apporta des siffleurs dans la salle et s'efforça de justifier, par le désordre de son jeu, les mar-

1. Bordeaux, 29 avril 1891, *Gaz. Trib.*, 4<sup>er</sup> novembre.

ques d'un mécontentement sollicité. Mais le public était dans la confiance, et les prévisions de l'acteur tournèrent contre lui. Plus il jouait mal, plus le parterre applaudissait, et ses applaudissements couvraient toujours les sifflets amis. M. Nicolo arriva de la sorte au terme de ses débuts, déconcerté dans son plan par une mystification semblable à celle qu'il avait préparée pour les spectateurs. Vainement vint-il dire devant le tribunal que les applaudissements qui avaient lutté contre les sifflets étaient immérités et injurieux pour lui : le tribunal, par jugement du 18 juin 1828, rejeta ses prétentions attendu, entre autres motifs, qu'il était établi que les spectateurs l'avaient agréé et que le directeur avait décidé qu'il était admis d'après la manifestation de l'opinion du public ».

#### § IV. — DES APPLAUDISSEMENTS

Le spectateur, par hypothèse, a obtenu la délivrance de sa place. La représentation a lieu telle que l'annonçaient les affiches. Le titulaire de la place à mesure que la pièce se déroule devant lui a un droit, de l'exercice duquel nous allons maintenant nous occuper : la faculté de marquer sa satisfaction par des applaudissements, celle de témoigner son mécontentement par des sifflets : examinons la première de ces deux facultés.

La légitimité du droit d'applaudir, on le conçoit sans peine, est très généralement admise, tant par la Direction que par les artistes (1). Cependant il ne faut pas

1. On sait qu'à Bayreuth l'interdiction d'applaudir, pendant toute la durée des actes, est absolue.

que l'exercice du droit d'applaudir soit tellement illimité qu'il gêne les autres spectateurs, qu'il les empêche d'entendre ce qui se dit sur la scène. A vrai dire, aujourd'hui du moins, ce danger n'est guère à craindre : on n'applaudit plus au théâtre et la nécessité de soutenir le jeu des acteurs a donné naissance à l'organisation de la claque, aux applaudissements rétribués.

La fonction de cette organisation a souvent provoqué des sifflets qui ne se fussent point produits sans ces manifestations bruyantes. Disons donc quelques mots du contrat de claque, qui s'intitule pompeusement contrat d'entreprise de succès dramatiques.

Par le contrat de claque, l'entrepreneur de succès dramatiques doit, moyennant rétribution, fournir pour chaque représentation, un certain nombre de personnes « convenablement vêtues » qui, occupant certaines places déterminées, devront applaudir aux endroits fixés, à l'entrée en scène de tels artistes, manifester un enthousiasme d'autant plus bruyant qu'il sera plus factice.

D'autre part, le contrat de griffe est un forfait par lequel le directeur cède au rabais, à une certaine personne déterminée, un nombre de places, que cette personne vendra au public à ses risques et périls, et cela pour une durée fixée, ou pour un nombre convenu de représentations. Cela posé, il est rare, surtout dans les grandes villes, que les deux contrats de claque et de griffe ne se trouvent pas réunis dans la même convention. Le directeur ne paie pas l'entrepreneur de succès. Il lui délivrera un certain nombre de places pour un prix inférieur au tarif. Le chef de claque racolera aux abords du théâtre les spectateurs pour le « service ».

Il leur fera payer leurs places un peu plus cher qu'il ne les paie lui-même, mais moins cher qu'au bureau. Il se rémunère ainsi. De son côté le spectateur assistera à la représentation pour un prix moindre ; il sera mieux placé, en échange, il devra applaudir aux endroits désignés, ou au signal donné par le chef de claque. La Direction, enfin, ne débourse rien pour l'organisation de la claque ; au contraire, elle touche un certain prix, inférieur, il est vrai, à celui du tarif, mais, sauf dans les pièces à succès où il n'est point besoin d'applaudissements payés, les places ainsi occupées ne l'eussent peut-être pas été.

Pendant longtemps, la jurisprudence s'était refusée à reconnaître la validité du contrat de claque, et a décidé que les traités d'entreprise d'applaudissements ne peuvent en raison de leur nature, c'est-à-dire en tant qu'illicites, donner ouverture à une action en justice : (1)

Attendu que conformément à leur obligation, Marc Fournier et C<sup>ie</sup> ont remis chaque jour à Goudchon, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1864 jusqu'au 31 mai 1865 les 54 francs de place et les 80 billets pour faire le service et qu'à la date du 31 mai 1865 seulement ils lui ont refusé la délivrance des 80 billets, en prétendant qu'ils étaient en droit de se soustraire à un engagement non stipulé par un traité, et qui d'ailleurs constituait une obligation dérivant d'un contrat immoral, et que la justice ne devait pas consacrer ;

« Attendu en effet que les contrats relatifs à l'organisation et à l'entreprise des applaudissements salariés

1. Trib. com. Seine, 8 nov. 1865, *Le Droit*, 19 nov. 1865.

dans les théâtres ne peuvent, en raison de leur nature, donner ouverture à une action en justice ;

« Que l'exécution de ces contrats repose sur la bonne foi mutuelle des parties contractantes, et que dans l'espèce, en présence du refus de la société Marc Fournier et C<sup>ie</sup> de remplir les engagements consentis par elle au profit de Goudchon, il y a lieu de rejeter sa demande afin d'être réintégré dans l'exercice de ses fonctions de chef de service (1) ;

« Considérant, a dit également la Cour que la condition de la force obligatoire est que l'engagement ait été contracté pour un motif juridiquement licite ; qu'on ne peut admettre comme compatible avec le respect de la saine morale une stipulation dont le but avoué est de provoquer des démonstrations et des applaudissements mensongers payés à des prix d'argent ; que de tels engagements réprouvés par la conscience et la morale, sont également contraire à l'ordre public, puisqu'ils ont pour résultat d'entraver la liberté d'examen des spectateurs.

« Que la demande de Chambeyron ayant pour base l'existence d'un contrat qui ne peut avoir d'existence légale, ne saurait donner lieu à un acte utile en justice » (2).

Les motifs sur lesquels la jurisprudence faisait reposer la nullité du contrat de claqué sont développés longuement dans un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 31 août 1838 :

1. Paris, 1867, *Gaz. Trib.*, 9 janv. 1867.

2. *Sic* : 3 juin 1839, D. P. 1840. 1. 700 ; 4 août 1840, S. 1840. 1. 725 ; 23 juillet 1853, S. 1853. 2. 144 ; 6 août 1853, S. 1853. 2. 499 ; D. P. 53. 5. 450, *Journ. Pal.*, 1875, p. 724.

« Attendu que les prétendues conventions verbales qui seraient intervenues ; entre Cès-Caupennes et Mennequier ainsi qu'entre Mennequier et Cournol (1) auraient eu pour objet, de la part de Mennequier, moyennant un nombre fixe de billets qui lui étaient attribués chaque fois et pour un certain temps, l'obligation d'assurer par lui et les siens le succès de pièces de théâtre représentées à l'Ambigu, à l'aide d'applaudissements et autres démonstrations ;

« Attendu qu'un pareil contrat est entièrement basé sur le mensonge et la corruption ; qu'il a pour objet de la part des contractants, l'obligation d'enrôler des agents en sous-ordre, qui se soumettent pour de l'argent à des manifestations et manœuvres de commande, et qu'en conséquence ce contrat dérogerait évidemment aux principes et aux lois qui intéressent les bonnes mœurs ; attendu que ces conventions seraient en outre contraires à l'ordre public ;

« Qu'en effet, ces manifestations mensongères et achetées d'avance troublent chaque soir l'intérieur des théâtres et détruisent violemment la liberté d'examen du public qui paie ;

« Qu'ainsi les conventions invoquées par Mennequier, contre les sieurs Cournol et Cormon, sont radicalement nulles comme dérogeant aux termes des articles 6, 1131 et 1133 du Code civil, aux lois et aux principes qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs ;

« Par ces motifs ;

1. Cormon et Cournol sont les successeurs de Cès-Caupennes dans la direction du théâtre de l'Ambigu ; Mennequier est le chef de chaque

« Déclare nulle, comme illicite, la convention verbale dont s'agit ».

Sur appel de Mennecier, ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Paris, du 3 juin 1839. (*Gaz. Trib.* 3 et 4 juin).

Ainsi, pendant tout le cours du siècle dernier, la jurisprudence a été unanime à proclamer la nullité du contrat de claque. L'arrêt de la Cour de Paris, du 29 décembre 1886 (*Gaz. Trib.* 7 janvier 1867) s'était prononcé d'une façon qui semblait définitive, si bien que ce n'est qu'en 1896 que la question s'est posée à nouveau devant les Tribunaux. Ce n'est pas à dire qu'il n'y avait plus de contrat de claque ni de claque ; mais il n'y avait plus de contrat de claque à longue durée. Entre le directeur et l'entrepreneur de succès, les choses se payaient, pour ainsi dire au comptant. En 1896, le Tribunal de commerce de la Seine, par son jugement du 27 juin (1) proclama encore une fois la nullité du contrat de claque :

« Attendu qu'il résulte des investigations de ce Tribunal que le « Service » en question était un service de claqueurs.

« Qu'un tel contrat dont les parties entendaient profiter toutes les deux en s'obligeant à enrôler en sous-ordre ou à se procurer par l'appât de billets vendus hors des conditions ordinaires, des agents prêts à se livrer pour de l'argent, à des manifestations et manœuvres de commande, est essentiellement basé sur le mensonge et la corruption.

« Que des manifestations achetées d'avance par des

1. *Le Droit* du 12 août, *Annales de droit commercial*, 1896, n° 441, pp. 336, *Gaz. Trib.* du 14 août.

entrepreneurs de succès, entravent ou détruisent la liberté d'examen du public payant ; qu'elles peuvent troubler la sécurité de ces théâtres et sont par suite, aussi contraires à l'ordre public qu'aux bonnes mœurs.

« Que le contrat dont s'agit est donc nul comme illícite et ne saurait servir de fondement à aucune action en répétition des sommes payées par Bergère en exécution de son engagement, celui-ci, ne pouvant être admis à exciper de sa propre turpitude en justice ;

« Que la demande de celui-ci n'est donc pas valable...

Mais, en 1900, toute cette jurisprudence se trouve condamnée par un très important arrêt de la Cour de Paris, dont la doctrine nous semble devoir être adoptée. La Cour remarque avec raison que :

« Le contrat librement consenti pour le service de la claque dans un théâtre n'est prohibé par aucune loi et n'a rien de contraire à l'ordre public : que la claque ne saurait non plus être considérée comme immorale et de nature à porter atteinte à la liberté des spectateurs ; que par suite, un service de claque, quand le directeur n'a pas rempli les conditions de la convention auxquelles il s'était obligé, est recevable à demander au directeur la restitution des sommes qu'il a versées à ce dernier ;

« Considérant que le traité intervenu entre M. Bergère et M. de Lagoanère est indivisible ; que le contrat librement consenti pour l'organisation du service de la claque dans un théâtre n'est prohibé par aucune loi, et n'a rien de contraire à l'ordre public, alors surtout que la Préfecture de police n'a jamais pris aucune mesure pour empêcher la claque dans les théâtres ;

« Que la claque ne saurait être considérée comme immorale et comme étant de nature à porter atteinte à la liberté des spectateurs, personne dans le théâtre n'en ignorant l'existence et le véritable objet ; qu'elle a pour but de donner aux artistes un encouragement et un appui que tous, même les plus grands, considèrent comme indispensable, en même temps qu'elle signale au public les passages de l'œuvre après lesquels son approbation pourrait se manifester le plus utilement, sans troubler la représentation ; que son utilité est d'ailleurs reconnue aussi bien par les auteurs que par les artistes, et que la société des auteurs et compositeurs dramatiques lui donne une véritable sanction en dispensant les directeurs de théâtre, par les traités qu'elle fait avec eux, du paiement des droits d'auteurs sur les billets affectés au service de la claque, lequel fonctionne sous les yeux de l'autorité ;

« Condamne de Lagoanère à payer à Bergère.. » (1).

#### § V. — DU SIFFLET

Le sifflet peut être une cause de trouble, au cours de la représentation. Il a deux causes principales : la première, la plus naturelle, est la médiocrité, soit de la pièce représentée, soit des acteurs qui l'interprètent. La seconde, plus fréquente qu'on ne le croit, est l'enthousiasme exagéré, factice ou de bonne foi, de certains spectateurs, qu'ils fassent ou non partie de la claque.

Comme l'applaudissement, le sifflet est la manifesta-

1. Paris, 5 avril 1900, *Gaz. Trib.*, 19 avril 1900.

tion d'une opinion que les directeurs, auteurs, acteurs, ont intérêt à connaître. Le droit de sifflet a été contesté ; une discussion à ce sujet serait oiseuse ; le sifflet est entré dans nos mœurs. A vrai dire, il a toujours été dans les mœurs des spectateurs de tous les temps. Déjà à Rome, on retrouve le sifflet en honneur et admis par l'autorité publique, puisque l'empereur Auguste bannit l'acteur Pylade pour avoir montré du doigt un spectateur qui le sifflait. (*Suétone, Octav. XLV*).

En France, il en a été de même, dès que le théâtre fut réellement organisé. Il importe peu que l'on fasse remonter l'usage du sifflet à la première représentation d'une comédie de Thomas Corneille, *Le Baron de Fondrière* (14 janvier 1686), ou à l'*Aspar du sieur de Fontenelle*, en 1680. On peut affirmer que le sifflet a toujours été, chez nous, d'un usage répandu.

« Le sifflet, dit M. Desjardins (1) a du bon, pourvu  
« qu'on n'en abuse pas. Il devient détestable dès qu'une  
« minorité s'en sert pour opprimer une majorité. Si l'on  
« achète à la porte le droit de siffler, on y achète celui  
« d'écouter. La liberté des uns est précisément limitée,  
« comme la plupart des libertés, par celle des autres. La  
« tâche du législateur et du juge est précisément de  
« défendre ceux-ci contre ceux-là, et de veiller à ce  
« qu'une poignée de spectateurs turbulents ne dicte pas  
« ses volontés au reste du public ».

Ce n'est donc pas le sifflet mais l'abus du sifflet que l'on doit interdire :

1. *Le sifflet au théâtre* (compte rendu des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, t. CXXVIII, p. 777).

Ainsi quand avant l'audition de la première scène d'une pièce nouvelle, un spectateur malveillant commence à siffler, quand un acteur qui n'est plus à ses débuts et que le public accueille, se voit, à chaque entrée que son rôle lui impose, à chaque phrase qu'il débite, poursuivi par un sifflet acharné, il est certain que l'un et l'autre perturbateur sont coupables et peuvent devenir l'objet d'une expulsion. Inutile de dire que ceci ne s'applique pas au cas où un seul homme de goût proteste en sifflant contre les applaudissements de la claque.

Toutes les fois que le spectateur a pu juger, qu'il juge bien ou mal, on ne saurait lui contester le droit de manifester son opinion ; ce que nous lui refusons, c'est le droit de satisfaire sa haine ou sa méchanceté en sifflant à l'avance des scènes qu'il n'a pas entendues, un acteur qui n'a pas encore ouvert la bouche (1).

Le droit de siffler étant ainsi reconnu, il faut proclamer également et parallèlement à ce droit, celui pour les spectateurs, d'écouter la pièce avec tranquillité, et aussi celui d'applaudir. Le problème qui se pose alors consiste à concilier, dans leur exercice, les deux droits opposés. Les arrêtés municipaux posent très généralement l'interdiction de troubler la représentation par tapage, tumulte, cris injurieux, trépignement, sifflet, etc... Or, ces arrêtés sont certainement légaux et obligatoires, en tant que dérivant du pouvoir de police

1. Vulpian et Gauthier, *Code des théâtres*, p. 117, n° 6. Comp. Lyon, 26 mai 1846, *Gaz. Trib.*, 30 mai, *Le Droit* des 25, 26 et 31 mai.

que nous avons reconnu aux maires et au préfet de police (1).

Cela posé comment concilier le droit au sifflet avec la défense de siffler ? Comment concilier l'improbation manifestée extérieurement avec l'obligation de respecter le sentiment des autres spectateurs, et de respecter surtout, la tranquillité à laquelle ils ont droit ?

L'étude de la jurisprudence nous conduit à formuler la règle suivante que nous allons voir appliquer dans presque toutes les espèces que nous aurons à signaler :

L'expression du sentiment public ne constitue pas une contravention au regard de textes interdisant de troubler le silence, lorsqu'il n'excède pas une juste mesure et ne dégénère pas en désordre (2) :

« Attendu, a dit la Cour suprême, que Pouquet, Herdran et Duloy étaient poursuivis sous l'inculpation d'avoir, le 9 décembre 1886, en troublant par des sifflets les représentations de théâtre, contrevenu à l'article 14 de l'arrêté du maire de Cette, ainsi conçu : « Pendant tout le temps que la toile sera levée, les spectateurs seront tenus de garder le silence, d'avoir la tête découverte et de rester assis ».

« Attendu que s'il est permis aux spectateurs de manifester par des applaudissements ou par des sifflets, leur

1. Cass., 11 avril 1844, S. 44. 1. 248 ; Cass., 28 fév. 1863 : *Ann. prop. ind.*, 1864, p. 111 ; Cass., 18 oct. 1839, *Journ. Pal.*, 1843. 11, p. 290.

2. Comp. : Vivien et Blanc, *Législation des théâtres*, n° 91 ; Lacan et Paulmier, t. I, n° 102 ; Constant, p. 40 et s. ; Vulpian et Gauthier, *Code des théâtres*, p. 117, n° 6 ; Guichard, nos 165 et 167.

opinion sur la pièce représentée et sur le jeu des acteurs, c'est à la condition que ces applaudissements ou ces sifflets n'excèdent pas une juste mesure, et ne dégénèrent pas en un trouble apporté à la représentation » (1).

Cette règle a été bien souvent appliquée par les tribunaux.

Tout d'abord il semble certain que le fait de siffler au théâtre ne constitue pas en lui-même une contravention, alors qu'il n'existe aucun règlement qui l'ait interdit (Cass. crim., 25 juillet 1846, D. P. 46. 4. 99) :

« La Cour,

« Vu le mémoire produit par le commissaire de police à l'appui formé contre le jugement du 6 juin dernier, pourvoi fondé sur la violation des dispositions du § 8 de l'art. 479, C. P. ;

« Attendu qu'il n'appert de l'existence d'aucun règlement par lequel l'autorité municipale aurait pris les mesures que pouvaient rendre nécessaires la police et le maintien de l'ordre au théâtre de Saint-Pons ;

« Que, dans l'état des faits constatés, le jugement attaqué n'a violé ni les dispositions du § 15 de l'art. 471, C. P., ni les dispositions du § 8 de l'art. 479, C. P. ;

« Rejette » (2).

De nombreuses décisions judiciaires ont, en second lieu, interprété les arrêtés réglementant la police de la

1. Cass., 16 déc. 1887, S. 88. 1. 288.

2. Cass. crim., 25 juillet 1846. D. P. 46. 4. 99, *Gaz. Trib.* et *Le Droit* du 26 juillet ; *Adde*, Trib. Seine, 4 avril 1845, *Gaz. des Trib.* et *Le Droit* du 5 avril.

représentation en ce sens que, seul, l'abus du sifflet devait être réprimé (1). Par exemple, si l'ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> septembre 1898 interdit « de troubler la représentation ou d'empêcher les spectateurs de voir ou d'entendre le spectacle annoncé, de quelque manière que ce soit », cette disposition n'a pour objet que d'assurer l'audition silencieuse de l'œuvre représentée, et elle ne met pas obstacle à ce que la critique s'exerce après la fin de l'acte joué ou du morceau exécuté.

Spécialement ne constitue pas une contravention à cette disposition le fait par le spectateur d'un concert d'avoir manifesté par des sifflets son improbation d'un morceau qui venait d'être exécuté, alors que cette improbation ne s'est produite qu'après l'exécution du morceau et pendant l'intervalle entre les deux parties du concert :

« Attendu que la prévention est fondée sur l'article 88 de l'ordonnance de police du 1<sup>er</sup> septembre 1898 ainsi conçu : « Il est défendu de troubler la représentation ou d'empêcher les spectateurs de voir ou d'entendre le spectacle annoncé de quelque manière que ce soit » ; que cette disposition assure l'audition silencieuse de l'œuvre et réserve la critique après la fin de l'acte joué ou du morceau exécuté ;

« Que le 20 mars dernier, au Concert Colonne, on jouait un concerto de Beethoven ; que ce concerto était

1. Voir dans *Le Droit* du 16 décembre 1891, un jugement du tribunal de simple police de Versailles acquittant, dans ces conditions, deux jeunes gens qui avaient sifflé, à la suite d'une interprétation de la pièce qu'ils avaient jugé défectueuse.

divisé en quatre parties ; qu'entre chaque partie il y avait un repos de deux minutes environ, facilitant aux artistes leur réaccord et au public la manifestation de ses sentiments ; que la première partie du concerto finie, de nombreux applaudissements éclatèrent auxquels répondirent des sifflets ; que des menaces furent proférées contre les siffleurs qui durent être protégés par le commissaire de police de service ; que si les prévenus avaient applaudi au lieu de siffler, on ne leur aurait rien reproché, parce que la louange même la plus bruyante est loin de déplaire, tandis que siffler même légèrement, c'est-à-dire critiquer, semble intolérable ;

« Attendu que si le public peut approuver il a le droit d'exprimer son mécontentement ; qu'en manifestant leur improbation pour une forme musicale qui leur a paru inférieure, pendant la suspension entre les deux parties du concert, les prévenus n'ont fait qu'user du droit légitime de critiquer l'œuvre représentée, alors que son audition était terminée du moins dans l'une de ses parties ;

« Relaxe, etc. » (1).

De même, les spectateurs qui sifflent dans une représentation théâtrale ne commettent pas une contravention à l'arrêté municipal qui défend de troubler le spectacle en aucune manière, soit pendant la représentation, soit pendant les entr'actes, si les sifflets ont été justement provoqués par la négligence du directeur à remplir des promesses qu'il avait faites au public par la voie de

journaux. Cette solution est intervenue dans les circonstances suivantes : Un arrêté du maire de Nantes du 20 décembre 1832 défendait, par son article 42, de troubler en aucune manière le spectacle. Un procès-verbal dressé le 22 juillet 1840, par le commissaire de police de Nantes, constata que la représentation donnée la veille au théâtre avait été troublée par les sifflets des sieurs Peyrunet et Durand.

Le 14 août 1840. jugement du Tribunal de simple police de Nantes, qui les acquitta pour les motifs suivants :

« Considérant que si Mme Jolly a été engagée au Grand Théâtre de Nantes pour remplir le rôle de « jeune premier rôle », le public paraît avoir protesté contre l'attribution, qu'on voulait lui donner, de jeunes rôles ; que de renseignements pris auprès des divers abonnés, il résulte que le directeur aurait promis de retirer à Mme Jolly les premiers rôles pour les remettre à une actrice qu'il se proposait d'engager ; que cette circonstance est justifiée par l'engagement de Mlle Stéphanie qui remplit, en effet, au théâtre, les jeunes rôles, engagement qui n'aurait pas eu lieu si Mme Jolly avait dû conserver cet emploi ;

« Considérant que, par suite, c'est à tort que le directeur aurait persisté à faire figurer Mme Jolly le 21 juillet dernier dans un jeune rôle ; que si ce rôle ne pouvait être rempli par Mlle Stéphanie, en raison de ce qu'elle n'avait pas achevé ses débuts, le directeur devait, comme il est d'usage, en faire mention sur l'affiche du jour ; que cet oubli paraît avoir occasionné la protestation d'une partie des spectateurs ;

Pourvoi du Ministère public :

« La Cour,

« Attendu que le jugement dont il s'agit n'a point expressément violé, dans l'état des faits par lui retenus, l'article 42 du règlement de police du 20 décembre 1832 ;

« Rejette » (1).

Enfin il a été jugé que le fait de siffler au théâtre au milieu des applaudissements des autres spectateurs ne constitue pas une contravention à l'arrêté qui interdit de troubler ou d'interrompre le spectacle par des huées, sifflets et vociférations, lorsque, d'ailleurs, le spectacle n'a pas été interrompu, qu'il n'y a pas eu de tumulte.

Le Tribunal de simple police de La Fère avait rendu le jugement suivant :

« Attendu que le coup de sifflet d'Hannier s'est produit au moment où tout le monde applaudissait et après un couplet achevé ; que le coup de sifflet n'a été ni prolongé ni réitéré ; que le chanteur n'a pas été interrompu, ni le spectacle, et qu'il n'y a pas eu de trouble dans le sens propre du mot ; qu'il résulte clairement des explications du prévenu et même de l'ensemble des dépositions des témoins que Hannier a voulu tout simplement protester contre un couplet qu'il croyait à tort ou à raison dirigé contre l'un de ses amis ; qu'au moment où Hannier sifflait, même avant, les autres spectateurs applaudissaient ; que chacun soulignait ses impressions à sa manière et que, dans une salle, quand tout le monde est unanime à faire une manifestation

1. Cass. crim., 14 nov. 1840, *Journ. Pal.*, 11, p. 290.

bruyante, on ne saurait dire que la tranquillité de quel-qu'un a été troublée, et qu'il ne peut y avoir de ce chef une contravention ;

« Attendu que l'article 102 de l'arrêté invoqué par le ministère public ne paraît pas applicable à l'espèce ; qu'il n'a été édicté que dans le but évident de prévenir les désordres et les troubles qui pourraient survenir à la suite de manifestations bruyantes et prolongées ; que le mot trouble a été souligné intentionnellement ; qu'en l'espèce aucun trouble n'est résulté du coup de sifflet d'Hannier ; qu'il n'apparaît pas que nul s'en soit ému et inquiété ;

« Par ces motifs, renvoie, etc. »

Le pourvoi du ministère public contre le jugement précédent a été rejeté par la Cour de cassation (1).

D'autres décisions de jurisprudence, qui ne sont pas en contradiction avec les précédentes, ont condamné des spectateurs pour avoir sifflé ; mais les sifflets ou bien se joignaient à des clameurs et à du scandale, ou bien n'étaient pas seulement la manifestation d'une opinion défavorable sur la pièce ou sur les acteurs. C'est ainsi que nous pouvons signaler un jugement du tribunal de simple police du Havre du 13 juillet 1863 (*Le Droit* du 22 juillet 1863) condamnant à 2 francs d'amende un spectateur dont les coups de sifflet avait causé du trouble. Jugé de même que si un arrêté municipal relatif à la police des théâtres a défendu, lors des débuts, les clameurs et interpellations bruyantes, le spectateur,

1. Cass. crim., 6 juin 1883, *Gaz. Pal.*, 86. 1. *Supp.* 17. Dans le même sens : Trib. simp. pol. Rouen, 20 fév. 1887, *Le Droit*, 13 mars 1887.

qu'un procès-verbal non combattu par la preuve contraire et dès lors faisant foi pour la justice, désigne comme ayant sifflé et trépigné après que la représentation d'un débutant a été suspendue à raison de la retraite de ce dernier, occasionnée par les sifflets, et comme ayant ainsi troublé la représentation d'une autre pièce, doit être condamné aux peines portées par les articles 471 et 15 du Code pénal :

« Attendu qu'il est constaté par un procès-verbal du 24 mai 1841 qui n'a pas été débattu par la preuve contraire et qui dès lors faisait foi pour la justice ; que lors des débuts d'un acteur au Théâtre des Arts de Rouen, après que le débutant s'était retiré, et que l'on venait, par suite de cette retraite, occasionnée par les sifflets dont il était l'objet, de commencer la représentation d'une autre pièce, les inculpés ont sifflé, trépigné et troublé la représentation ;

« Que ces faits constituent l'infraction à l'article 83 du règlement légalement fait par l'autorité municipale qui défend, lors des débuts, les clameurs et interpellations bruyantes ;

« Attendu qu'il ne s'agit pas de sifflets que le règlement n'interdit pas comme expressions de l'opinion du public assistant aux débuts, *mais de manifestations prolongées après la retraite de l'acteur* (1) ».

En ce qui concerne les débuts il est vrai, il y a lieu de réprimer les manifestations bruyantes du public moins rigoureusement que lorsqu'il s'agit de représentations ordinaires, car, dans de nombreux théâtres de

1. Cass. crim., 6 août 1841, *Journ. Pal.*, 1843, t. II, p. 288.

province, ainsi que nous l'avons dit, l'admission ou la non-admission des artistes, lors de leurs débuts, est souvent l'œuvre du public lui-même. Mais même dans le cas de représentations consacrées aux débuts, les sifflets ne doivent pas être une cause de trouble, ni de scandale.

Du reste, assez souvent des condamnations n'interviennent que si les sifflets ne cessent pas sur l'injonction du commissaire de police de service au théâtre. Par exemple, la Cour de cassation a décidé qu'il faut déclarer régulièrement pris l'arrêté municipal relatif à la police du spectacle, qui porte que « si les cris et les sifflets se prolongent nonobstant l'avertissement du commissaire de police, il en sera référé à l'autorité supérieure, qui ordonnera, s'il y a lieu, de faire cesser le spectacle sans préjudice des peines à porter contre les auteurs ou instigateurs du trouble ».

Il suffit, pour constituer une contravention à ce règlement qu'il y ait eu des coups de sifflets *répétés et prolongés* sans qu'il soit besoin que des cris aient été poussés, que la toile ait été baissée, et que le commissaire de police ait consulté l'autorité supérieure sur les mesures à prendre :

« Vu l'arrêté du maire de Saint-Etienne du 10 novembre 1832, dont l'article 18 est ainsi conçu : « Si les cris et les sifflets se prolongent outre mesure nonobstant l'avertissement du commissaire de police, il en sera référé à l'autorité supérieure qui ordonnera, s'il y a lieu de faire cesser le spectacle, sans préjudice des peines à porter contre les auteurs ou les instigateurs du trouble ;

« Attendu que l'arrêté du maire de Saint-Etienne a été pris régulièrement, et doit trouver sa sanction dans l'article 471 C. P.

« Attendu que, suivant un procès-verbal régulier, dont les énonciations doivent faire foi puisqu'aucune preuve contraire n'a été produite, le spectacle a été troublé et interrompu par quelques personnes placées au parterre, qui ont fait partir des coups de sifflet prolongés et répétés ; qu'il résulte de ce même procès-verbal que les prévenus ayant été signalés comme les auteurs du tapage au commissaire de police, il s'adressa à eux, leur intimant l'ordre de cesser de siffler ; qu'ils ne firent aucun cas de son injonction et que les sifflets recommencèrent de nouveau ; que ce procès-verbal constatait donc à la charge des prévenus une infraction à l'article 18 du règlement qu'il y avait lieu de prononcer contre eux les peines de police de l'article 471 ; que cependant le Tribunal les a renvoyés de la poursuite du ministère public par le motif qu'ils n'avaient pas poussé de cris, que la toile n'avait pas été baissée, et que le commissaire de police n'avait pas consulté l'autorité supérieure sur les mesures à prendre, circonstances qu'il a considérées mal à propos comme des conditions nécessaires pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 18 du règlement.

Qu'en cela, il y a une fausse application de l'article 18 du règlement, et, par suite, violation formelle de l'article 471 du Code pénal.

Par ces motifs :

Casse (1)...

1. Cass. crim., 18 octobre 1839, *Journ. Pal.*, 1843, II, p. 290.

Il est d'ailleurs évident que le fait de siffler abusivement au théâtre après deux sommations du commissaire de police constitue non le délit d'outrage fait publiquement à un fonctionnaire à raison de ses fonctions, prévu et puni par l'article 6 de la loi du 25 mars 1822, mais une simple contravention aux règlements de police sur la matière (1).

Notons que la jurisprudence belge admet des distinctions analogues à celles qui constituent la base juridique des décisions judiciaires qui viennent d'être rapportées :

« Attendu que MM. Spechaert sont prévenus, étant au théâtre Molière le 14 décembre 1903 d'avoir malgré les avertissements donnés personnellement par l'officier de police de service, troublé l'ordre et empêché la représentation par des coups de sifflets et des cris de « Vive la calotte ».

« Attendu qu'il résulte des enquêtes, que ces messieurs ont sifflé pendant le 3<sup>e</sup> acte de la pièce (2), et au moment où le chœur d'enfants finissait de chanter ce que l'auteur appelait *la Marseillaise du Sacré-Cœur*.

Attendu qu'un règlement (art. 371 du Règ. de la commune d'Ixelles indiqué au sommaire) doit être appliqué plus ou moins rigoureusement suivant les circonstances qu'il est certain que lorsque des manifestations se produisent sous forme d'applaudissements ou de sifflets sans raison sérieuse ou à des moments inopportuns au cours d'une scène et dans le but de troubler l'ordre, il y a lieu de faire du règlement une application rigou-

1. Lyon, 20 déc. 1844, *Gaz. Trib.*, 1<sup>er</sup> janv. 1845.

2. La pièce était *Ces Messieurs*, par Georges Ancey.

reuse, mais que telle n'apparaît pas avoir été l'intention des prévenus qui ont attendu la fin d'une scène pour protester contre un spectacle qui devait blesser leurs sentiments les plus légitimes » (1).

Les contraventions aux règlements municipaux sur la police des théâtres sont constatés par des procès-verbaux dressés par les commissaires de police de service. Ces procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, les énonciations qu'ils renferment, ne peuvent être détruites qu'au moyen de cette preuve, soit écrite, soit testimoniale.

En conséquence, un tribunal de simple police, saisi d'une contravention constatée par procès-verbal régulier d'un commissaire de police, à l'arrêté municipal portant défense de siffler dans les théâtres, ne peut, sans méconnaître la foi due à ce procès-verbal déclarer la contravention non suffisamment justifiée, et renvoyer le prévenu de la poursuite, en se fondant uniquement sur la dénégation de celui-ci et sur des circonstances non établies par écrit ou par témoin (2).

Après avoir recherché quelle est, pour les spectateurs, l'amplitude du droit de siffler et de celui d'applaudir, nous avons à nous occuper d'incidents moins fréquents, des cas où se produisent des scènes de désordre. Ici, il ne s'agit plus évidemment d'une question de mesure ; le tapage, l'injure, les apostrophes entre les spectateurs, ou les spectateurs et les artistes, doivent être réprimés, soit par des mesures immédiates, comme l'expulsion,

1. Trib. d'Ixelles (Belgique). 27 janv. 1904, *La Loi*, 3 mars 1904.

2. Cass., 11 avril 1844. S. 44. 1. 248.

soit par des poursuites judiciaires suivies de condamnations. Les clameurs, les interpellations bruyantes sont à bon droit interdites par presque tous les règlements de police :

« Sur l'unique moyen pris d'une violation prétendue des arrêtés de police et d'une fausse application de l'article 471 § 5 du Code pénal. Attendu que l'arrêté réglementant la police du théâtre de Toulouse pris par le préfet de la Haute-Garonne le 10 octobre 1855 en vertu de la loi du 5 mai précédent, interdit par son article 13 de troubler les spectacles par des clameurs, des interpellations bruyantes, des sifflets, des applaudissements et des signes d'improbation avant et après le lever du rideau.

Que si l'article 13 admet avec raison la légitimité des manifestations du public sur les artistes débutants et s'il charge une commission nommée par le préfet de les apprécier, ce droit est limité par l'article 13 et ne peut aller jusqu'à *troubler le spectacle*, avant ou après le lever du rideau au détriment des spectateurs paisibles ; Attendu que sans qu'il soit besoin d'en apprécier la légalité, l'arrêté du maire de Toulouse en date du 29 septembre 1858, approuvé par le préfet le lendemain, se borne à substituer l'autorisation municipale à la commission chargée par le préfet pour prononcer sur l'admission des acteurs, que l'article 2 énonce même en termes suffisants et explicites que l'arrêté nouveau confirme les dispositions prohibitives de l'article 13 du règlement précédent.

Et attendu en fait qu'il est reconnu et constaté par le jugement attaqué que dans la soirée du 2 décembre der-

nier au théâtre du Capitole à Toulouse, le prévenu a *avec persistance* et de concert prémédité, troublé le spectacle par des signes bruyants d'improbation ; qu'en déclarant par suite que le prévenu avait contrevenu à l'article 13 de l'arrêté préfectoral et encouru la peine de l'article 471 § 15 du Code Napoléon, le jugement attaqué n'a fait qu'une saine interprétation du règlement de police et une juste application de la peine... Rejette (1).

Et ce principe n'a pas besoin de justification. Cependant pour montrer combien, dans notre hypothèse, la répression s'impose parfois, nous citerons quelques exemples. On lit dans *Le Droit* du 13 février 1839 :

« La représentation de dimanche au Grand-Théâtre de Marseille a été troublée par un tumulte dont on se ferait difficilement une idée. L'affiche du jour avait annoncé *Robin des Bois*, mais une indisposition de Micheline n'ayant pas permis de jouer cet opéra, le régisseur vint annoncer que *Le Pré aux Clercs* le remplacerait. Cette substitution ne satisfit ni le parterre ni les loges ; le public réclama avec une énergie croissante ; les allocutions des commissaires de police ne furent pas écoutées, et le bruit qui augmentait à chaque instant d'intensité devint tellement menaçant que l'on dut songer à opérer l'évacuation de la salle. Le tapage fut alors à son comble ; les bancs des troisièmes pleuvaient sur le théâtre, presque tous les globes des becs de gaz se brisèrent en éclats sous les coups des projectiles. On déchira les toiles rembourrées des sièges qui

1. Cass., 28 fév. 1863. *Ann. prop. ind.*, 1864, p. 414.

furent mis en pièce, une rage de destruction s'empara du public, des becs furent tournés avec force vers les murs afin que la flamme put embraser les planches peintes. La foule forcée de quitter la salle, se répandit sur la place du théâtre où les scènes de désordre continuèrent. Quinze tapageurs furent arrêtés. Les dégâts s'élèvent à 4.000 francs ».

Nous relevons en second lieu dans la *Gazette des Tribunaux* du 8 octobre 1876 l'entrefilet suivant, rendant compte d'une représentation à Lyon :

« Pendant les débuts d'un baryton, M. Brégol, le tapage a dépassé tout ce qu'on avait entendu jusqu'à ce jour. Les chants au parterre, les interruptions plaisantes, les cris d'animaux depuis le cocorico du coq jusqu'au grognement du sanglier domestique, les miaulements du chat mêlés aux aboiements du roquet, tous les hurlements divers se mariaient dans une harmonie étrange avec la musique de l'orchestre et le chant des acteurs, le tout accompagné de détonations de pois fulminants ».

Enfin, lors d'une représentation à Séville en Espagne, le 13 février 1854, d'une pièce française : *Le Gamin de Paris*, traduit en espagnol : *El Pibuelo de Paris*, on siffla la débutante, et pour déconcerter l'artiste, en eut recours à un singulier moyen. « Quelques abonnés lancèrent du haut de leur loge un énorme bouledogue sur la scène, lequel s'abattit aux pieds de l'artiste dona Ysidora qui tomba évanouie par terre » (1).

Pour nous résumer, nous dirons avec MM. Lacan et

1. *Gaz. des Trib.*, 7 mars 1854.

Paulmier (n° 100) ; tout ce qui est susceptible d'arrêter le cours d'une représentation, soit en interrompant le jeu des acteurs, soit par des incidents, quels qu'ils soient, pouvant changer l'ordre et la nature du spectacle, doit être interdit, car toute interruption, tout incident peut être une occasion de désordre.

En conséquence, défense peut être faite d'adresser la parole au public et aux acteurs, de rien jeter sur la scène, de faire entendre aucun bruit ou cri, ou des conversations particulières pouvant troubler l'attention des spectateurs ».

Le désordre peut être causé, soit par les spectateurs, soit par les acteurs. Du désordre proprement dit, des cris et autres manifestations inconvenantes, nous ne dirons rien : leur répression s'impose évidemment, et la condamnation sera prononcée conformément à l'article 471 § 15 du Code pénal qui punit de l'amende l'infraction aux arrêtés municipaux légalement pris.

Une question plus intéressante se pose de savoir s'il y a lieu de sévir contre un spectateur qui réclame bruyamment, alors que sa réclamation est ou peut paraître fondée. Un spectateur, par exemple, demande à grands cris le régisseur pour que celui-ci ait à s'expliquer sur telle ou telle défectuosité constatée dans la représentation ; cette dernière se trouve souvent interrompue ainsi : d'où condamnation de l'interrupteur. Par exemple, lorsqu'un arrêté municipal a défendu d'interrompre les acteurs pendant la représentation, le fait fait d'avoir, durant la représentation, demandé à grands cris la présence du régisseur du théâtre sur la scène, doit être puni de l'amende prononcée par l'article 471

§ 15 du Code pénal, et ne peut être excusé par le motif que le prévenu n'aurait point renouvelé cette contravention après que le commissaire de police l'a mandé dans son bureau, pour connaître les motifs de l'interruption qu'il avait commise (1).

De même la *Gazette des Tribunaux* du 20 octobre 1869 enregistre en ces termes, la condamnation d'un interrupteur :

Le lundi 27 septembre dernier, vers onze heures du soir, on jouait *Les Mousquetaires de la Reine*. Au commencement du troisième acte, un individu placé au parterre assis se met à crier : « Le cor anglais. Le cor anglais. Le régisseur, etc... ». Puis comme rien n'est plus contagieux que les interpellations au théâtre et la demande du régisseur, l'initiative isolée du spectateur du parterre assis s'est corsée par l'adjonction de plusieurs assistants qui prirent fait et cause pour le mécontent. De là trouble et interruption du spectacle pendant environ un quart d'heure. M. le commissaire de service accompagné d'un agent a procédé à l'expulsion du perturbateur originaire. il a dûment dressé procès-verbal, en vertu duquel M. Joost, *ex-musicien de l'orchestre*, auteur des interpellations et de l'appel du régisseur a été cité à comparaître à la barre du tribunal de simple police comme ayant contrevenu aux articles 1064 et 1080 du règlement municipal sur la matière.

Il sont ainsi conçus :

Art. 1064. — Il est défendu d'appeler, sous quelque prétexte que ce soit, sur le théâtre, les directeurs ou

1. Cass. crim., 15 nov. 1844, D. P. 45. 4. 49.

régisseurs et à ceux-ci de paraître sur la scène pour répondre aux interpellations qui pourraient leur être faites par le public.

Art. 1080. — Il est défendu de troubler la tranquillité des spectateurs, soit par des clameurs ou des signes d'improbation, soit par tout autre moyen, avant que la toile soit levée, dans les entr'actes et pendant la durée des représentations.

Il fut reconnu au cours des débats que la réclamation du spectateur était fondée, le cor anglais, dans la circonstance, ayant été remplacé par un hautbois : la condamnation à l'amende n'en fut pas moins prononcée (1).

MM. Lacan et Paulmier (n° 100) citent aussi l'exemple suivant : Dans un ancien vaudeville intitulé : *Les deux têtes pour une*, un des personnages arrive en se frottant les mains et s'adressant à ceux qui l'entourent : « Mes amis, dit-il, félicitez-moi, je viens d'obtenir ma pension ». « Parbleu, s'écrie aussitôt un spectateur, vous êtes plus heureux que moi ; depuis deux ans, je sollicite la mienne et ne puis l'obtenir ».

Prévenu de trouble dans un spectacle et de cris injurieux il fut traduit en police municipale et acquitté ; mais il aurait pu être condamné.

Les interruptions sont nombreuses qui émanent des spectateurs ; les auteurs en relatent souvent. Toutes ne sont pas suivies de condamnations.

1. Condamnation analogue et pour des motifs semblables fut prononcée par le Tribunal de simple police de Bordeaux le 5 octobre 1862 (*Gaz. Trib* , 18 octobre 1862).

Dans une tragédie de l'abbé Abeille, il y a entre le frère et la sœur un dialogue :

« Vous souvient-il, ma sœur, du feu roi notre père ? »  
La sœur manque de mémoire et ne dit rien. Alors un spectateur du parterre répond pour elle :

« Ma foi, s'il m'en souvient, il ne m'en souvient guère ».

Autre exemple :

Beaubourg était un comédien de talent, mais fort laid. Il jouait Mithridate. On lui dit, en scène : « Seigneur, vous changez de visage ».

« Laissez-le faire », cria le parterre.

Quelquefois encore des interruptions venues du public sont plus graves ; elles constituent des voies de fait :

Au théâtre de Bordeaux, un soulier est lancé du parterre à Mme Lanlain ; on cerne la salle ; on fait sortir le public pour trouver le coupable : tous les spectateurs sortent avec un pied nu (1).

En tous cas, un individu ne peut être expulsé de la salle qu'autant qu'il n'obtempérerait pas aux injonctions des officiers de police ; il est nécessaire que ces injonctions soient faites préalablement (2).

Cette injonction de la police peut d'ailleurs être cause de condamnations plus graves. Il en est ainsi lorsque le spectateur injurie les fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre. En février 1906, les journaux ont relaté une condamnation à 25 francs d'amende prononcée par la onzième chambre correctionnelle pour outrage aux

1. Pougin, v<sup>o</sup> *Parterre*.

2. *Rép. Journ. Pal.*, n<sup>o</sup> 306.

agents au cours d'une représentation au Théâtre populaire, à Belleville, des *Ventres dorés*.

Lorsque les contraventions aux arrêtés municipaux sur la police des théâtres sont commises par des militaires, ce ne sont pas les tribunaux de simple police qui seront appelés à prononcer la condamnation. En effet, les militaires ne sont justiciables que des tribunaux militaires à raison des contraventions de police commises dans le lieu de garnison ; il n'y a, en ce qui concerne cette compétence spéciale, aucune distinction à faire entre les délits et les simples contraventions.

Loi du 22 messidor an IV.

Avis du Conseil d'Etat du 30 thermidor an XII. En sens contraire : Berriat Saint-Prix, *Traité de la Procédure des Tribunaux criminels* (t. I, n° 82 et suiv.).

Le Tribunal de police est donc incompetent pour connaître de la contravention commise par un militaire au règlement relatif à la police d'un théâtre (1).

Il peut également arriver que l'interruption du spectacle provienne du fait des artistes qui sont en scène. Un lapsus, il en est de célèbres, peut être l'occasion d'une scène de désordre qu'il est bien difficile de prévoir.

Quelquefois aussi, aujourd'hui fort rarement, les artistes adressent des injures au public :

A la reprise de *La Favorite* à Dijon, M. Assémat paraissant dans le rôle de baryton est sifflé. Le régisseur vient annoncer que son engagement sera résilié mais demande qu'on le laisse continuer pour ce soir. Lorsque

1. Cass., 24 mars 1854, *Journ. Pal.*, 1852, t. II, p. 492.

le rideau fut levé, M. Assémat se présenta en scène s'avança jusqu'à la rampe et prononça à haute voix ces paroles : « D'après la réception que j'ai reçue ici, tous ceux qui m'ont sifflé sont des ânes ». Tumulte. M. Assémat fut arrêté sur l'ordre du commissaire de police.

Signalons, au cas où l'artiste avait eu des torts vis-à-vis du public, l'usage, existant autrefois, d'après lequel des excuses devaient être présentées par l'acteur aux spectateurs. M. Pougin (v<sup>o</sup> excuses) nous donne à ce sujet les détails suivants :

Au xviii<sup>e</sup> siècle, les parterres étaient très bruyants. Les interpellations entre la scène et la salle étaient fréquentes. Les cris, les huées : « En prison ! Au Fort-l'Evêque ! » abondaient. Mais, avant tout, le public exigeait des excuses de la part de l'artiste qui avait soi-disant manqué au public. Il ne s'agissait pas alors de paroles plus ou moins banales, mais d'excuses véritables, de regrets explicites, qui devaient être exprimés à genoux devant toute la salle assemblée.

Un artiste, obligé de faire des excuses, dit : Messieurs, je vous ai appelés « imbéciles » *c'est vrai* ; je vous fais mes excuses, *j'ai tort*.

Et encore Quinault-Dufresne : « Messieurs, je n'ai jamais mieux senti la bassesse de mon état que par la démarche que je fais aujourd'hui ».

Pour nous résumer, nous dirons qu'au cas où un fait de désordre, ne constituant pas une infraction plus grave contrevient aux dispositions formelles d'un arrêté de police, la peine de l'amende peut être encourue. Mais en général, il suffit, pour rétablir l'ordre, d'expul-

ser un spectateur trop bruyant, sans user, au surplus, de toute la rigueur des principes du droit pénal.

Les désordres qui peuvent avoir lieu à l'intérieur du théâtre constituent, avons-nous dit, une contravention aux arrêtés municipaux défendant ce désordre.

Mais, supposons, par exemple, qu'un semblable arrêté municipal n'existe pas. Les perturbateurs vont rester impunis. Cette conséquence a souvent amené le ministère public à engager, contre les auteurs du désordre devant les tribunaux de répression des poursuites basées sur ce fait que, d'après lui, il y avait eu tapage nocturne, contravention prévue et punie par l'article 479, § 8, C. P.

Ces poursuites, en général, n'ont pas abouti. Le tapage nocturne trouble la tranquillité des habitants : il doit être par suite entendu du dehors, ce qui n'est pas normalement le cas. L'article 479, § 8, C. P. n'est donc pas applicable (1).

La Cour de cassation a donc plusieurs fois jugé que les tapages qui se produisent dans les lieux publics, tels que spectacles, concerts et bals, tombent exclusivement sous l'application de règlements pris par l'autorité municipale pour le maintien de l'ordre dans ces endroits (2). Il est bien entendu que le tapage n'est pas de nature à être entendu du dehors et à troubler la tranquillité des habitants :

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier

1. Trib. corr. Châteauroux, 6 nov. 1834, *Gaz. Trib.*, 9 nov. 1834.

2. Cass. 21 sept. 1833. D. A. v<sup>o</sup> *Contravention*, n<sup>o</sup> 475 ; Cass., 13 juin 1863, D. P. 63. 4. 486 ; Cass., 25 juillet 1846, *Gaz. des Trib.*, 26 juillet ; Cass., 5 mars 1886, *Gaz. Pal.* 86. 4. 767.

dressé le 13 août 1885, par les gendarmes d'Orléansville, que, pendant le cours d'une représentation qui avait lieu au théâtre de cette ville, Casanova a jeté des pierres à un acteur et une actrice qui se trouvaient en scène ; que l'acteur ayant demandé quel était l'imbécile qui jetait ainsi des pierres, Casanova lui jeta sa canne à la tête sans toutefois l'atteindre ; qu'à l'acte suivant, Casanova a encore troublé la représentation et a dû se retirer devant les protestations des autres spectateurs ; qu'enfin, étant sorti de la salle et se trouvant à l'entrée de la porte du théâtre, il a fait une querelle violente au directeur de cet établissement, et a été cause d'un rassemblement que les gendarmes ont dû dissiper.

« Attendu que deux ordres de faits ressortissent de ce procès-verbal :

« 1<sup>o</sup> Des actes de tapage injurieux commis, soit dans l'intérieur de la salle de spectacle d'Orléansville, soit, en dehors de cette salle, à la porte du théâtre ;

« 2<sup>o</sup> Les voies de fait ou violence légères à l'égard d'un acteur et d'une actrice, faits constituant les contraventions prévues et punies par les articles 479, § 8, C. P. et 605 et 606 du Code du 3 brumaire, an IV (1) ;

« Attendu que le jugement rendu par le tribunal de simple police d'Orléansville, tout en déclarant constants les faits relevés à la charge du prévenu les a confondus sous une qualification unique, celle de tapage injurieux et nocturne, et a prononcé une seule amende en vertu de l'article 479, § 8 du Code pénal ;

1. C'est le « Code des délits et des peines », encore en vigueur sur ce point.

« Attendu que, sur l'appel formé par le prévenu, le tribunal correctionnel d'Orléansville l'a relaxé des poursuites en déclarant, d'une part que le tapage injurieux qui lui était reproché ne constituait pas, en fait, la contravention prévue par l'article 479, § 8 du Code pénal, et que, d'une autre part, la contravention résultant de l'infraction aux articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire, an IV devrait être écartée comme étant un fait nouveau dont le juge du premier degré n'avait pas été saisi, et, en outre, parce que la conduite du prévenu trouvait une excuse légale dans la provocation qui lui avait été adressée par l'acteur ;

« Attendu que dans l'une ou l'autre de ses dispositions, le jugement attaqué a fait une fausse application de la loi ; que si les désordres commis au cours d'une représentation théâtrale qui a lieu dans une salle close ne peuvent être considérés comme susceptibles de troubler la tranquillité des habitants et ne tombent pas dès lors sous l'application de l'article 479, § 8 du Code pénal, il n'en est pas de même du tapage injurieux ou nocturne qui a pu être entendu de la voie publique ; que le procès-verbal, non combattu par la preuve contraire, relevait à la charge du prévenu un fait de ce genre qui s'était passé à la porte d'entrée du théâtre et constituait un des chefs de la prévention ; qu'en omettant de statuer sur ce point, le jugement attaqué a violé non seulement l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, mais encore les articles 154 et 161 du Code d'instruction criminelle ;

« Attendu, d'une autre part, que c'est également à tort que le jugement attaqué a écarté l'infraction résultant de l'acte de violence légère commis par Casanova à

l'égard d'un acteur qui se trouvait sur la scène ; que ce fait constaté dans le procès-verbal fixant et déterminant la prévention, ne pouvait être considéré par le juge d'appel comme nouveau ; et que, d'ailleurs, le juge du premier degré l'avait expressément relevé dans sa décision ; que si ce jugement l'avait mal qualifié en le confondant avec les autres actes constitutifs de la contravention de tapage nocturne, il appartenait au tribunal d'appel de restituer à cette infraction son véritable caractère en lui appliquant les dispositions pénales qui les répriment ;

« Attendu, en outre, que le jugement attaqué a admis une excuse illégale en déclarant que le prévenu devait en tout cas être relaxé des poursuites sur le chef de la prévention, par le motif que la violence légère qui lui était imputée, avait été provoquée par les paroles injurieuses prononcées par l'acteur ; que l'article 321 du Code pénal était inapplicable dans l'espèce, l'excuse prévue par cet article ne pouvant résulter que de coups ou violences graves envers les personnes ; d'où il suit que, de ce chef, le jugement attaqué a violé la disposition de l'article 161 Code instruction criminelle et 605 et 606 du Code de brumaire an IV ;

« Par ces motifs : Casse... » (1).

Il a enfin été jugé que si, dans l'intérieur d'un lieu public, tout le monde est unanime pour faire une manifestation bruyante, on ne peut appliquer aux manifestants l'article 479, § 8 du Code pénal :

« Attendu que l'article 479, § 8 du Code pénal punit

1. Cass. crim., 5 mars 1886, *Gaz. Pal.*, 86. 1. 767.

les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ;

« Attendu que lorsque, dans l'intérieur d'un lieu public tel qu'une salle de spectacle, tout le monde est unanime pour faire ce qu'on appelle une manifestation bruyante, on ne peut dire que la tranquillité de quelqu'un ait été troublée ;

« Attendu qu'il résulte des débats que, les 14 et 16 novembre derniers, tous les spectateurs qui assistaient aux représentations se donnant dans la salle du grand théâtre de Marseille, soit au parterre, soit aux fauteuils d'orchestre, aux premières et dans les loges, ont protesté d'une manière unanime et formelle contre les agissements de la direction...

« Que dès lors, l'article 479, § 8 a été mal appliqué dans l'espèce par les premiers juges, alors surtout que la manifestation à laquelle les appelants ont pris part comme tous les autres spectateurs, était dirigée par des gens qui croyaient avoir le droit d'être consultés sur une question théâtrale, et la considéraient comme l'exercice d'un droit légitime, et qu'elle ne s'est pas le moins du monde produite en dehors de la salle de spectacle ;

« Par ces motifs :

« Réforme le jugement de simple police » (1).

A l'extérieur de la salle, mais dans l'intérieur du théâtre, les règles de police édictées par les arrêtés municipaux en vue du bon ordre doivent également être observées. Le bruit dans les couloirs ne doit évidem-

1. Trib. corr. Marseille, 21 décembre 1882, *Gaz. Pal.*, 83 4. 239.

ment pas être toléré surtout quand il peut être entendu de la salle. Mais il faut que ce désordre soit bien caractérisé (1).

La défense de fumer à l'intérieur du théâtre est une prescription de sécurité qui s'impose également.

La défense de fumer dans quelque partie du théâtre que ce soit, s'applique, à raison des termes absolus de cette formule, même à la buvette placée dans l'édifice du théâtre, alors surtout qu'on n'y entre que par le vestibule et non par une porte donnant accès sur la voie publique (2). Et les tolérances accordées sur ce point doivent toujours être appliquées restrictivement. Ainsi et spécialement, l'autorisation, donnée par le maire, de fumer sur le plancher du théâtre, n'est pas une excuse légale de la contravention à un arrêté municipal, approuvé par le préfet, portant défense à toute personne de fumer dans aucun endroit faisant partie du théâtre (3).

#### SECTION IV

##### Dommages et accidents causés à des spectateurs

Nous examinerons successivement les accidents dont, au cours d'une représentation, les spectateurs peuvent être victimes, et les dommages qu'ils peuvent subir à raison des objets leur appartenant.

1. V. un acquittement prononcé par le Tribunal de simple police de Lyon le 19 juin 1845. *Le Droit* du 24 juin 1845.

2. Cass. crim., 7 janvier 1867, D. P. 67. 5. 37.

3. Cass. crim., 27 avril 1866, *Journ. Pal.*, 1867, p. 71, D. P. 67. 5. 36.

Certains accidents sont dus à l'entretien défectueux de la salle de spectacle. Mentionnons, par exemple, la chute du lustre qui vient s'écraser sur les spectateurs de l'orchestre. Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 25 novembre 1889 a condamné à 15 jours de prison le directeur du théâtre lyrique responsable de la chute du lustre qui blessa mortellement un spectateur. Les propriétaires de la salle ont été renvoyés des fins de la poursuite (1). La responsabilité pécuniaire du directeur *serait évidemment l'accessoire de sa responsabilité pénale*.

D'autres accidents peuvent être le fait des artistes. Dans ce cas le directeur est civilement responsable des conséquences de ces accidents, des dommages qu'ils peuvent causer (art. 1384 et 1797 Code civil). « Toutefois, ainsi que le remarquent exactement MM. Lacan et Paulmier (n° 366 et suiv.), le directeur n'est responsable du dommage causé par les acteurs, figurants, et autres, qu'autant que ce dommage a été causé dans l'exercice des fonctions auxquelles il les avait proposés. Si un acteur intercale dans un rôle des paroles diffamatoires pour un tiers ; s'il commet des contraventions de police, par exemple en s'adressant au public, le directeur peut être poursuivi conjointement avec lui, pour les dommages-intérêts. Il en est de même quand un acteur commet un délit ou un quasi-délit dans les coulisses, ou pendant les représentations, car là encore, il est dans l'exercice de ses fonctions ».

Le public a donc le droit de compter sur la vigilance

1. Trib. correct. Seine, 24 nov. 1889, *Le Droit*, 12 déc.

et la responsabilité des directeurs de spectacles, qui apparaissent comme plus sérieuses que celles des artistes, plus ou moins passagers sur la scène qu'ils exploitent.

En conséquence, l'entrepreneur de spectacles, qui a traité avec une troupe d'artistes d'un genre particulier (des mimes, par exemple), et quelles que soient les stipulations de son contrat, ne saurait repousser la responsabilité encourue par lui envers un spectateur blessé par un projectile parti d'une arme maniée sur la scène par un artiste de cette troupe, sauf son recours contre le chef de cette troupe qui avait la surveillance de la représentation :

« Attendu que le 25 octobre dernier, dans l'après-midi, le sieur Michel assistait à une répétition de l'Alcazar quand il reçut à la lèvre inférieure un projectile parti d'une arme maniée par un artiste sur la scène ;

« Qu'il est actuellement guéri, mais qu'il porte à la lèvre une cicatrice qui peut être un inconvénient pour lui, mais qui n'est pas une infirmité ;

« Attendu toutefois que cet accident suffit pour donner une base à des dommages-intérêts, et que c'est à juste titre que Michel a formé contre le directeur de l'Alcazar une demande en réparation du préjudice souffert ;

« Attendu qu'un entrepreneur de spectacles, dirigeant son établissement, a la charge de veiller à la sécurité des personnes qu'il y reçoit, et qu'il est présumé avoir les aptitudes nécessaires pour choisir et surveiller ses artistes ;

« Attendu que ce serait vainement qu'il prétendrait

qu'il s'en est rapporté à cet égard à un artiste ou à un chef de groupe d'artistes employé par lui ;

« Que, quelles que soient les clauses du contrat qu'il passe avec eux, il ne devient pas étranger à la direction de son entreprise, et le spectateur auquel il a ouvert ses portes a le droit de compter sur sa vigilance et sur sa responsabilité qui apparaissent en général comme plus sérieuses que celles des artistes, plus ou moins passagers sur la scène qu'il exploite ;

« Qu'il n'est pas permis de se départir des devoirs qui sont inséparables d'une situation qu'on occupe et dont on doit supporter les charges comme on en retire les émoluments ;

« Que la responsabilité civile du directeur est donc engagée ;

« Par ces motifs :

« Condamne le directeur et le chef de la troupe, solidairement responsable envers le sieur Michel (1)...

Par application des mêmes principes, les artistes et employés d'un théâtre qui, au cours de leur service, se livrent à des voies de fait, engagent la responsabilité civile de leur directeur. C'est ainsi que les journaux du 19 février 1904 relatent que M. Nicot, employé de l'Eldorado et de la Scala, était poursuivi pour coups et blessures à l'occasion d'une manifestation qui se produisit pendant qu'on jouait, à la Scala *La Revue à Poivre*.

Le Tribunal correctionnel (8<sup>e</sup> chambre) a condamné M. Nicot à un mois de prison avec sursis et 200 francs

1. Trib. Marseille, 10 juin 1891, *Recueil d'Aix*, 1891. 2. 219.

d'amende ; Mme Marchand, directrice de la Scala, a été déclarée civilement responsable.

Cependant pour que le Directeur puisse être déclaré civilement responsable, il faut que le délit soit commis par une personne qu'il a réellement sous sa direction, et qu'il a choisie. Si, dans un théâtre parisien, un garde préposé au maintien de l'ordre commettait un délit, nous ne croyons pas que la responsabilité civile du directeur serait engagée. Et, sur ce point, il a été jugé que ; les commissaires et sociétaires d'un bal, sur la demande desquels, un poste militaire, rétribué par eux, a été établi à la porte de la salle de danse pour le maintien du bon ordre ne sont pas civilement responsables des crimes et délits commis par les militaires, qui ne sont point les hommes de leur choix et sur lesquels ils n'exercent aucune autorité.

En 1824, plusieurs jeunes gens avaient formé une société à Tarascon pour y donner des bals pendant l'hiver. Sur la demande des commissaires du bal, un poste de quatre hommes fut mis à leur disposition pour garder la porte, et maintenir la tranquillité à l'intérieur. Ce poste, dont le choix leur avait été refusé, était fourni par le commandant de la garnison, renouvelé tous les soirs et payé par la société.

Dans la nuit du 29 février, plusieurs personnes masquées se présentèrent à la porte du bal et demandèrent à être introduites. L'entrée leur fut refusée ; il se fit alors à la porte un grand vacarme, les militaires furent forcés d'opposer la résistance ; l'un d'eux tira son sabre et frappa le fils Faucon, qui expira bientôt après.

Les parents de ce jeune homme qui était leur prin-

principal soutien, formèrent une demande de dommages-intérêts contre les sociétaires du bal, comme civilement responsables des faits du militaire par eux employé.

Le 30 novembre 1824, jugement du Tribunal de Tarascon qui rejette la demande et décharge les sociétaires de la responsabilité prétendue, sur le motif que les chasseurs étaient postés à la porte d'entrée en leur qualité d'hommes publics, d'hommes de la loi, en vertu d'ordres de leur commandant militaire qui les avait désignés et sous les ordres immédiats d'un brigadier, pour maintenir la paix et la tranquillité ; qu'aucune loi ne déclare responsables les citoyens, du fait des agents de la force publique.

Appel : Le 22 août 1825, arrêt de la Cour d'Aix qui confirme. Les époux Faucon se sont pourvus en cassation pour violation de l'article 1384. Pour eux, on a dit :

« La Cour a mal jugé en rejetant la responsabilité médiate et indirecte qui naissait pour la Société de ce que les soldats qu'elle avait chargé de la police du bal, étaient véritablement ses préposés ; elle a enfreint l'article 1384 qui met à la charge du commettant la responsabilité des faits de son préposé dans l'exercice de la mission qui est confiée à celui-ci, et n'établit aucune distinction entre le cas où les employés sont de simples particuliers, et celui où ils seraient agents de la force publique.

En vain l'arrêt dénoncé considère qu'aucune loi ne rend responsable celui qui recourt à la force publique ; il n'était pas besoin d'une loi spéciale ; le principe général de la responsabilité domine et pour qu'il ne

reçût pas son application, il faudrait une exception écrite. De plus, les soldats étaient là sur la demande des commissaires du bal ; ils n'accomplissaient donc pas un service public, mais remplissaient accidentellement un mandat purement privé ; ils étaient donc préposés dans le sens de la loi, et la meilleure preuve est qu'ils recevaient un salaire de leur commettant. »

La Cour de cassation a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen unique fondé sur la violation de l'article 1384, C. civ. ;

« Attendu que cet article n'est pas applicable à l'espèce dont il s'agit, puisqu'il est constant, en fait, que la force armée n'était point préposée par les commissaires du bal donné à Tarascon où s'est passé le malheureux événement qui fait l'objet du procès, puisque ces commissaires ayant demandé qu'il fut envoyé quatre hommes qu'ils désignaient, cette demande leur a été refusée et qu'ainsi le choix ni la confiance personnelle des défenseurs présumés n'avaient présidé à la désignation de la force armée, sur laquelle ils n'avaient, en conséquence, ni surveillance, ni autorité...

« Rejette (1)...

Les dommages que les spectateurs peuvent subir quant aux divers biens qui leur appartiennent et qu'ils ont sur eux ou près d'eux au théâtre, sont évidemment régis par les mêmes principes que ceux applicables aux dommages causés à la personne. Mais encore faut-il que tous les caractères généraux qui servent, en droit com-

1. Cass. Req., 5 février 1828, *Journ. Pal.*, t. XXI, p. 4134, *Gaz. Trib.* du 7 février 1828.

mun, à fixer le principe de cette responsabilité, se trouvent réunis. Citons ici une intéressante application de cette dernière idée.

Le Tribunal civil de la Seine a décidé que, s'il est interdit aux directeurs de théâtres, cafés-concerts, et autres spectacles publics, de faire cesser l'éclairage dans l'intérieur de la salle ou de ses dépendances avant l'entière évacuation de la salle, on ne saurait, par une interprétation extensive de cette prohibition, en faire découler la défense de faire dans la salle de spectacle, durant la représentation une obscurité momentanée due à des nécessités de mise en scène ou procédant de l'exécution normale de la pièce.

La direction d'un café-concert qui a suspendu l'éclairage de la salle de spectacle pendant un temps n'excédant pas raisonnablement celui que comportent les dites exigences combinées avec celles de la sécurité et de la moralité publiques, ne saurait être responsable du vol d'un vêtement déposé dans une loge, commis au préjudice d'un spectateur pendant une obscurité momentanée :

« Attendu que suivant exploit du 11 février 1899, la dame Jollivet a fait assigner Marchand, en sa qualité de directeur du concert de la Scala en paiement d'une somme de 800 francs représentant le prix d'un manteau lui appartenant, qu'elle avait déposé auprès d'elle sur une chaise inoccupée de sa loge, et qu'un inconnu est parvenu à lui soustraire par suite d'une faute imputable, suivant elle, à Marchand ; qu'en effet, ce dernier, au cours d'une représentation à laquelle elle assistait, aurait plongé la salle de spectacle dans une complète

obscurité, faute d'autant plus caractérisée, ajoute-t-elle, qu'elle constitue, en même temps qu'un quasi-délit, une infraction à des règlements administratifs très formels ;

« Attendu qu'à l'appui de sa demande, et pour le cas où le Tribunal ne la trouverait pas d'ores et déjà justifiée, elle a articulé un certain nombre de faits tant pour établir le principe même par elle invoqué que les circonstances qui ont accompagné la perpétration de la soustraction dont elle fait grief au débiteur ainsi que pour déterminer la valeur du vêtement soustrait ;

« Attendu qu'en réponse à ces conclusions, Marchand a repoussé le principe de la responsabilité invoquée contre lui ;

« Attendu, d'une part, que pour établir la faute pénale imputable à Marchand, la demanderesse a invoqué l'ordonnance de police en date du 1<sup>er</sup> septembre 1898 et notamment l'article 13 qui interdit expressément aux directeurs de faire cesser l'éclairage dans l'intérieur de la salle ou de ses dépendances avant l'entière évacuation de la salle ;

« Mais attendu qu'il n'est pas possible, par une interprétation extensive de cette disposition, d'en faire découler pour le directeur la défense de faire dans la salle, durant la représentation, une obscurité momentanée due à des nécessités de mise en scène ou procédant de l'exécution normale de la pièce représentée et du jeu même des combinaisons conçues par l'auteur, puis réalisées sous les yeux du public ;

« Attendu, en effet, que l'article précité est le dernier de ceux qui sont compris par la rubrique « Police intérieure, Sortie du public » ; qui n'a trait évidemment

qu'aux mesures prescrites pour assurer la libre sortie des spectateurs pour éviter le désordre ou tous autres inconvénients qu'entraînerait l'extinction prématurée des lumières ; que Marchand n'a donc pas contrevenu aux dispositions précitées en interrompant l'éclairage au cours même d'une représentation, et comme conséquence de cette représentation ;

« Attendu, d'autre part, que sa responsabilité reposant sur un quasi-délit civil, on ne saurait trouver de fondement plus sérieux dans les faits de la cause ; que l'on ne saurait, en effet, voir une faute dans le fait d'un directeur de théâtre qui, obéissant aux exigences qu'impose la pièce jouée, et que les spectateurs connaissent à l'avance, et acceptent implicitement (1), suspend l'éclairage de la salle pendant un temps qui n'excède pas raisonnablement celui que comportent lesdites exigences, combinées avec celles de la sécurité et de la morale publiques ;

« Attendu que la demanderesse n'a point prouvé ni offert de prouver que l'obscurité à laquelle elle rattache le fait générateur de la faute de Marchand ait excédé de justes limites ; que sa demande doit être rejetée comme manquant de base juridique ;

« Par ces motifs :

« Déboute (2) M... »

1. Ce point ne nous semble pas absolument certain.

2. Trib. civ. Seine, 27 juin 1899, *La Loi* du 30 juin 1899.

## CHAPITRE IV

### FIN DE LA REPRÉSENTATION

Dans ce chapitre, nous examinerons successivement : à quelle heure doit, au plus tard, se terminer la représentation ; quelles sont les difficultés qui s'élèvent à propos du vestiaire, et comment doivent être tranchées ces difficultés.

### SECTION I

#### De l'heure à laquelle doit finir le spectacle

C'est à l'autorité municipale (à Paris au préfet de police) qu'appartient la fixation des heures d'ouverture et de clôture des théâtres.

Aujourd'hui la fixation de l'heure d'ouverture ne présente plus, au point de vue de l'ordre public, un intérêt sérieux. Les directeurs apprécient quelle est l'heure d'ouverture qui leur sera le plus favorable ; l'autorité n'intervient pas. Reste l'heure de la clôture.

Le 27 janvier 1541, un arrêté du parlement ordon-

nait aux « Confrères de la Passion » de fermer leur théâtre à 5 heures, et une ordonnance de police, du 12 novembre 1609 fixait à 4 heures 1/2, en hiver l'heure de la fermeture.

Les mœurs ont changé. Les spectacles se terminent bien avant dans la nuit. Une ordonnance de police à Paris, en date du 15 février 1834, visant des règlements de 1780, fixait à 11 heures du soir la date extrême passé laquelle il était interdit de prolonger la représentation. Passé cette heure, le rideau devait être aussitôt baissé, et le public devait évacuer la salle. Cette ordonnance était d'une incontestable légalité. Elle souleva d'unanimes protestations. Et du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juin 1836 il y eut vingt et un procès verbaux dressés pour contravention à l'ordonnance de police qui prescrit la fermeture des théâtres à 11 heures du soir, et il y a eu condamnation à autant d'amendes de 5 francs avec dépens et 18 jours de prison en totalité (1).

L'ordonnance de police du 30 octobre 1837 fut plus libérale. Elle permit de prolonger jusqu'à minuit les représentations théâtrales. Les contraventions aux dispositions de cette ordonnance devaient être constatées par des procès verbaux. Des permissions spéciales, émancipées du préfet de police, pouvaient étendre la limite d'heure pour toutes sortes de représentations (ordinaires ou à bénéfice).

C'est par application de ces principes que nous relevons dans la *Gazette des Tribunaux* du 13 mai 1846 la

1. *Gaz. Trib.*, 1<sup>er</sup> juin 1830. Voir également une condamnation à 1 franc d'amende prononcée dans de semblables circonstances : *Gaz. Trib.*, 31 mai 1837.

condamnation de M. Théodore Cagniard, directeur du théâtre de la Porte Saint-Martin, à 3 francs d'amende pour avoir prolongé au-delà de minuit la représentation donnée à son théâtre le 19 novembre 1845, et ce sans avoir obtenu l'autorisation de la police.

En province l'heure de clôture varie avec les divers règlements municipaux ; elle est généralement fixée à minuit. Notons qu'en fait on ne poursuit plus guère, au cas de contravention aux arrêtés sur ce point lorsque la fermeture tardive n'occasionne aucun désordre.

De plus, l'empêchement provenant de force majeure fait exception à la culpabilité, même en matière de contravention de police. En conséquence, la fermeture d'un spectacle après l'heure fixée par un arrêté municipal, provenant de faits étrangers au directeur et à la troupe dramatique ne constitue aucune contravention :

« Attendu que l'empêchement provenant de force majeure, fait exception en toute matière à la culpabilité, et que ce principe est applicable au contrat de police (art. 64 du Code pénal) ;

« Attendu que le jugement attaqué constate que le retard qui a eu lieu dans la fermeture du théâtre de Périgueux dans la soirée du 17 mai 1840, après l'heure fixée par l'arrêté municipal en vigueur dans cette ville, provient de faits étrangers au directeur du théâtre et à la troupe dramatique, qu'ainsi le contrat n'existait pas ;

« Qu'en jugeant ainsi, le Tribunal de police de Périgueux n'a violé aucune loi ;

« Rejette... » (1)

1. Cass., 8 août 1840. *Journ. Pal.*, 41. 1. 726.

Et il a été décidé, dans le même sens, que l'arrêté fixant l'heure à laquelle les spectacles doivent être terminés est légal et obligatoire, et la contravention ne pourrait être excusée que par un empêchement de force majeure (1).

L'heure de clôture varie souvent, suivant qu'il s'agit d'un théâtre ou d'un café-concert, ces derniers étant, par la force même des choses, astreints à une réglementation plus rigoureuse et d'ailleurs, on le sait, n'ayant pas été compris dans le décret d'émancipation de 1864. Il y a donc intérêt souvent à rechercher si un établissement est un théâtre ou un café-concert. Sur ce point, la Cour de cassation a estimé qu'on doit considérer, non comme un café-concert, mais comme un théâtre, l'établissement dont l'ouverture a été précédée de la déclaration faite conformément au décret du 6 janvier 1864 sur la liberté des théâtres, dans lequel il est interdit de consommer en dehors de la buvette et de fumer ailleurs qu'au fumoir, et dont le directeur est astreint aux obligations imposées par un arrêté préfectoral aux directeurs de théâtre, obligations auxquelles ne sont pas soumis les directeurs de cafés-concerts.

Par suite, un tel établissement ne saurait être astreint à fermer à l'heure fixée par un arrêté municipal pour la fermeture des cafés-concerts (2).

1. Cass. crim., 6 juin 1856. D. P. 56. 1. 310.

2. Crim., 14 fév. 1903, D. P. 05. 1. 342.

## SECTION II

### Du vestiaire

I. *Réglementation*. — La réglementation du vestiaire est, au point de vue du tarif, en dehors de l'action de l'autorité municipale (1). Il en serait autrement, par exemple, en province, dans les théâtres subventionnés par les municipalités. Dans ce dernier cas, le tarif serait fixé par un article du cahier des charges.

II. *Du dépôt obligatoire*. — On trouve souvent dans les arrêtés municipaux réglementant la police à l'intérieur de la salle (2), la prohibition pour les spectateurs d'entrer dans la salle de spectacle avec des armes, des cannes, des parapluies. Dans ce cas, ce dépôt obligatoire est, d'après la jurisprudence, et avec raison suivant nous, régi par les principes du dépôt nécessaire, réglementé par les articles 1949 et suivants du Code civil :

« Attendu qu'il résulte des explications fournies à l'audience par les parties que, le 6 février dernier, Bezançon, s'étant rendu au bal des étudiants au Grand-Théâtre, a confié aux époux Tanet, pour être gardé pendant la durée du bal, un parapluie qui n'a pu être res-

1. Avant 1864, le régime du privilège permettait à l'administration, dans tous les théâtres, de fixer un tarif et de veiller à son observation.

2. Ex. : Ordonnance du préfet de police du 1<sup>er</sup> juillet 1864 : Art. 47. — Il est défendu d'entrer au parterre et aux amphithéâtres avec des armes, cannes et parapluies ; un vestiaire destiné à recevoir ces objets en dépôt sera établi dans chaque théâtre.

titué à la sortie du bal ; qu'il est certain, d'après les règlements du théâtre, que les personnes qui se rendaient au bal étaient obligées de déposer au vestiaire tenu par les époux Tanet leurs cannes et leurs parapluies ; qu'il en résulte que le dépôt effectué par Bezançon constituait un dépôt nécessaire ; que, par suite, les époux Tanet étaient, dans les termes des articles 1949 et suivants du Code civil, responsables du parapluie à eux confié par Bezançon ;

« Attendu, au surplus, que les époux Tanet ne méconnaissent pas en principe leur responsabilité ; qu'ils ne sont en désaccord avec Bezançon que sur l'étendue de cette responsabilité ; qu'ils ont offert à l'audience de conciliation la somme de 20 francs pour désintéresser Bezançon ; qu'ils soutiennent que cette offre est valable et suffisante ;

« Attendu sur ce point que, d'après les renseignements fournis au Tribunal par le sieur Terget qui accompagnait Bezançon au moment où ce dernier a déposé son parapluie au vestiaire, ce parapluie était muni d'un manche en argent ciselé et que Bezançon avait pris soin au moment du dépôt de le recommander spécialement à l'attention des préposés de Tanet ; que ces renseignements n'ont pas été contredits par les défendeurs ; qu'il en résulte la preuve que le parapluie de Bezançon était d'une valeur plus élevée que la valeur ordinaire des objets de cette nature ; qu'il y a donc lieu d'accepter comme vrai le prix de 35 francs qu'il déclare avoir payé ledit objet ;

« Que toutefois le parapluie de Bezançon était en usage depuis environ cinq mois ; que Bezançon s'en

était servi et avait évidemment usé la soie dans une certaine mesure ; qu'il convient dès lors de fixer à la somme de 30 francs la valeur du parapluie ;

« Attendue que par suite de la recommandation spéciale dont ce parapluie a été l'objet lors de son dépôt au vestiaire, les époux Tanet sont tenus d'en payer la valeur, quelque élevée qu'elle soit ;

« Par ces motifs,

« Condamne Tanet, etc. » (1).

III. *Dépôt facultatif*. — La question est beaucoup plus délicate lorsque le dépôt au vestiaire n'est pas exigé par les règlements de police, c'est-à-dire lorsque, s'agissant d'un vêtement, par exemple, le spectateur pourrait, sans contravention, le garder avec lui dans l'intérieur de la salle de spectacle, lorsque, en d'autres termes, il ne le dépose au vestiaire que pour assister plus commodément à la représentation.

Dans une première opinion, on soutient, cependant, qu'un semblable dépôt doit être considéré comme un dépôt nécessaire :

« Attendu que Demange réclame à Renard, directeur de l'Eldorado, et à Geslain, employé au vestiaire du théâtre, la somme de 1.800 francs, prix d'un pardessus de fourrure déposé le 3 mars 1886 au vestiaire du théâtre et qui n'a pu être restitué ;

« Attendu que Geslain est l'employé de Renard commis par celui-ci à un service qui n'est que l'accessoire de son exploitation théâtrale ; que Renard et Geslain sont donc responsables du dépôt nécessaire et salarié du paletot réclamé ;

1. Trib. paix Bordeaux, 3 fév. 1892, *La Loi*, 14 mars 1892.

« Attendu qu'il n'est pas prouvé que Demange ait commis une faute qui puisse diminuer la responsabilité des dépositaires ; qu'il n'est pas admissible qu'un spectateur puisse être condamné à garder pendant la représentation avec lui un paletot de fourrure, fût-elle précieuse et même de loutre ; qu'il ne peut pas non plus être forcé à appeler l'attention du dépositaire sur la nature de la doublure de son paletot déposé au vestiaire ; qu'enfin, eût-il fait faire le dépôt par des préposés de service dans la salle, l'eût-il fait réclamer par d'autres employés, il n'y a là aucune imprudence qui ait pu faciliter la disparition et l'enlèvement du paletot (1). »

Il a de même été décidé qu'un vestiaire est le complément indispensable d'un bal public, surtout d'un bal paré et masqué, et que le dépôt du vêtement qui y est fait constitue un dépôt nécessaire régi par l'article 1952 C. civ. dont les dispositions ne sont pas limitatives.

En conséquence, un directeur de théâtre est responsable de la perte des objets confiés aux ouvreuses, qui sont ses préposées, aux termes de l'article 1384 du Code civil.

La preuve du dépôt des objets, de la perte au vestiaire et de l'importance du dommage est à la charge du demandeur.

Mais, s'agissant d'un dépôt nécessaire, c'est l'article 1348 C. civ. qui régit les facilités et les conditions de la preuve à faire :

« Attendu, en fait, que le mardi gras 22 février 1887,

1. Trib. Seine, 3 janvier 1888, S. 88. 2. 45.

un bal paré et masqué a eu lieu au théâtre national d'Alger ,

« Attendu que ce bal était offert au public moyennant le versement d'une somme d'argent déterminée, à titre d'entrée ;

« Attendu qu'il y était donné par le sieur Coste, directeur du théâtre, et à son profit... ;

« Qu'il y avait cohue au vestiaire... ;

« Attendu que, en l'état de ces faits, le sieur Villenave demande au sieur Coste le paiement de la somme de 90 francs, représentant la valeur d'un pardessus confié aux ouvreuses, et celle de 30 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Attendu qu'à cette demande le sieur Coste oppose que son adversaire ne justifie pas du dépôt et de la perte d'objets qui motivent son action ; qu'il soutient, dans tous les cas, ne pouvoir être responsable du fait allégué, parce qu'il n'aurait établi personnellement aucun vestiaire dans le théâtre, et parce que les ouvreuses ne seraient pas ses préposées ; qu'il ajoute que, loin de donner un traitement aux dites ouvreuses, il afferme à chacune d'elles cette fonction moyennant une rétribution mensuelle ; que l'ensemble de ces rétributions constitue pour lui un bénéfice ; qu'ainsi chacune de ces ouvreuses a dans le théâtre une industrie, dont elle serait responsable vis-à-vis du public ;

« Attendu que, pour apprécier la situation, il importe de préciser les conditions du mode d'exploitation du théâtre au point de vue des bals publics ;

« Attendu qu'à cet égard le cahier des charges autorise le directeur à donner chaque année des bals publics

à son bénéfice exclusif ; que c'est là un des éléments lucratifs de l'exploitation du théâtre ;

« Attendu que, si le cahier des charges a prescrit l'emploi d'un certain nombre d'ouvreuses qui doivent être à la disposition du public, si ces ouvreuses sont nécessaires à l'exploitation du théâtre, le choix en est laissé à la disposition du directeur ;

« Attendu, ainsi, que les ouvreuses sont bien au regard du public les préposées du directeur ;

« Attendu que le fait de retirer un bénéfice de ces employées ou préposées, au lieu de leur donner une rémunération, ne peut que rendre la responsabilité du directeur plus grande vis-à-vis du public, qui leur donne une confiance imposée, puisqu'une charge de l'exploitation est transformée en bénéfice, et que le recours que le directeur peut exercer contre les ouvreuses n'en est pas amoindri ;

« Attendu, en outre, que le sieur Coste n'a pas porté à la connaissance du public le contrat intervenu entre ses ouvreuses et lui ; qu'il ne saurait, dans tous les cas, l'opposer à ceux auxquels il en a laissé ignorer l'existence ;

« Attendu que le vestiaire est le complément indispensable du bal public au théâtre ;

« Attendu que le dépôt qui est fait constitue un dépôt nécessaire régi par les dispositions de l'article 1942 du Code civil ; qu'au surplus cet article, au point de vue des personnes désignées, n'est pas limitatif, mais énonciatif ;

« Attendu que ce dépôt nécessaire, confié aux ouvreuses, est fait aux préposées du directeur du théâtre ;

« Attendu que si le dommage est le résultat des actes, imprudences, négligences, ou faute des ouvreaux, Coste a encouru la responsabilité édictée par l'article 1384 du Code civil ;

« Mais attendu que la preuve du dépôt des objets, de la perte au vestiaire, et de l'importance est incontestablement à la charge du demandeur ;

« Attendu que, s'agissant d'un dépôt nécessaire, l'article 1348 du Code civil régit les facilités et les conditions de la preuve à faire ;

« Attendu que Villenave offre de prouver par titres et par témoins : 1<sup>o</sup> qu'il a déposé son pardessus ; 2<sup>o</sup> qu'il a reçu un ticket ; 3<sup>o</sup> que son pardessus n'a pu lui être représenté à la sortie ; 4<sup>o</sup> que son ticket est bien celui qui lui a été donné par l'ouvreuse ;

« Par ces motifs :

« Dit que Coste est responsable des pertes ou disparitions de vêtements ou autres objets déposés au vestiaire établi à l'occasion du bal du 22 février ;

« Et autorise Villenave à faire la preuve des faits ci-dessus » (1).

Entre le directeur et le spectateur, on pourrait assimiler le dépôt au vestiaire au dépôt dans une hôtellerie, car le voyageur paie, de même que le spectateur (2). On arriverait ainsi à la notion du dépôt nécessaire.

1. Trib. paix Alger, 6 août 1887, *La Loi* du 26 janvier 1888.

2. Voir M. Planiol, note sous Trib. Marseille, 26 fév. 1903, D. P. 05. 2. 185, *Gaz. Pal.*, 31 oct. 1903, *Le Droit*, 9-10 nov. 1903. Mais il ne faudrait pas assimiler le directeur à un hôtelier, comme le fait Tribunal de Marseille, lorsqu'il y a eu, par un artiste, dépôt, dans sa loge, d'un habit de ville, une fourrure par exemple ; l'hôtelier, en effet, reçoit un salaire pour veiller à la conservation des objets qui

Un second système diamétralement opposé au premier, pose en principe qu'un dépôt ne peut être tenu pour nécessaire que lorsque le déposant a été forcé de le faire par une nécessité pressante, ou pour soustraire la chose qui en est l'objet à une ruine imminente. Dans toute autre circonstance, quels que soient les embarras ou les difficultés qui aient porté le déposant à le faire, quelques convenances ou commodités qu'il ait voulu se procurer, le dépôt doit être considéré comme volontaire.

Spécialement est volontaire le dépôt qu'un spectateur fait d'un vêtement au vestiaire d'un théâtre.

En conséquence, en cas de perte dudit vêtement, et si le spectateur ne peut pas prouver par écrit le dépôt par lui fait, et dont la valeur excède 150 francs, le directeur du théâtre doit être cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

Et c'est en vain que le déposant voudrait assimiler le directeur d'un théâtre aux hôteliers ou aubergistes responsables du vol ou des dommages des effets des voyageurs qui logent chez eux, les dispositions de l'article 1952 du Code civil étant exceptionnelles et ne pouvant être étendues qu'à des cas présentant avec ceux qui y sont prévus une très étroite similitude (1).

Ce système nous semble bien rigoureux, surtout si l'on considère dans quelles conditions se font les dépôts aux vestiaires de théâtre. Certes l'assimilation au dépôt

sont la propriété du voyageur, tandis que le directeur ne reçoit aucun salaire semblable de ses artistes, puisque c'est lui qui les paie.

1. Trib. civ. Seine, 26 déc. 1898, *Gaz. Pal.*, 1899. 2. 617.

nécessaire nous semble un peu exagérée. L'article 1949 du Code civil, en effet, définit le dépôt nécessaire celui qui a été forcé par quelque accident tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, ou autre évènement imprévu. Or, il est évident qu'aucun évènement de force majeure ne force un spectateur à déposer, par exemple, son pardessus au vestiaire ; il n'y a pas, d'autre part, pour le spectateur, contrainte à se rendre au théâtre. Donc même en décidant que l'énumération donnée par l'article 1949 n'est pas limitative, on ne peut voir dans le dépôt au vestiaire un dépôt nécessaire, tel que la loi le conçoit. Que si l'on veut appliquer l'article 1952 qui assimile au dépôt nécessaire le dépôt fait dans une hôtellerie, on se heurte encore à cette objection que l'on va étendre des règles fort strictes à une hypothèse que le Code n'a pas entendu prévoir dans l'article 1952 ; un théâtre n'est pas une hôtellerie.

Nous croyons que, sans vouloir complètement assimiler le dépôt fait au vestiaire, soit, inversement, au dépôt nécessaire, on peut trouver dans les principes généraux une solution satisfaisante. Tout d'abord le spectateur en représentant son numéro du vestiaire, alors qu'on ne peut lui remettre en échange l'objet déposé, prouve, par cela même, une faute de l'ouvreuse, dont le directeur est responsable. Que si l'objet est d'une valeur à 150 francs, la preuve n'en sera pas moins possible au spectateur qui ne peut évidemment invoquer aucune preuve par écrit.

Sans vouloir soutenir que le numéro ou ticket que possède le spectateur peut être considéré comme un commencement de preuve par écrit permettant l'ad-

mission de la preuve testimoniale, nous pensons que cette dernière preuve est cependant possible, et cela pour deux raisons : la première est écrite dans l'article 1348 qui autorise la preuve testimoniale toutes les fois que le demandeur a été dans l'impossibilité matérielle de se procurer une preuve écrite, ce qui est bien le cas ; la seconde découle des principes généraux en matière de compétence. Les spectacles publics sont, aux termes de l'article 632 du Code de commerce, des actes de commerce. Le demandeur, en assignant le directeur en tant que responsable de la faute commise a le droit, puisque quant au directeur on se trouve en matière commerciale, de faire sa preuve par tous moyens. Ces principes ont été mis en relief par la Cour de Paris, tout récemment. Le Tribunal de commerce, devant lequel le directeur avait été assigné, avait décidé que la remise d'un vêtement au vestiaire dans les conditions où ce service fonctionne, constitue un réel contrat entre l'administration et le spectateur, contrat synallagmatique auquel ne sont pas applicables les règles du dépôt volontaire. Dès lors, la perte d'un vêtement par les préposées chargées de la tenue du vestiaire constitue une faute dont la Direction du théâtre est responsable dans les termes de l'article 1384 du Code civil.

Mais, en même temps, le Tribunal de commerce estimait que la responsabilité (art. 1150) ne doit pas être étendue au delà de ce qui a pu être prévu lors de la remise du vêtement perdu :

« Attendu qu'il est acquis aux débats que, le 10 décembre 1899, Droin, venu pour assister à la matinée

du théâtre des Nouveautés, a remis à l'ouvreuse, avant de se rendre au fauteuil qu'il avait loué, une pelisse de fourrure contre un numéro qui lui a été délivré ;

« Qu'à la fin de la représentation, cette pelisse, donnée par erreur à une autre personne, n'a pu lui être restituée ;

« Que Droin réclame en conséquence à Michau : 1° 1.730 francs, valeur de sa pelisse, avec intérêts à 6 0/0 et ce, en tant que de besoin, à titre de dommages-intérêts ; 2° 2.500 francs de dommages-intérêts ;

« Attendu que, sans contester la matérialité des faits, Michau expose que le dépôt effectué par Droin a été volontaire, qu'il soutient et fait plaider qu'un tel acte serait régi par l'article 1431 Code civil, qui stipule qu'il doit être passé acte par écrit de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 francs, même pour dépôt volontaire ; qu'il serait aussi soumis à l'article 1923, qui stipule qu'un tel dépôt doit être prouvé par écrit ; qu'au surplus, les ouvreuses n'étant pas payées par lui, il ne saurait être responsable des fautes qu'elles auraient pu commettre ; qu'à tous égards donc, il conviendrait de repousser la demande de Droin ;

« Mais attendu que si, à la vérité, il n'existait pour ce dernier aucune obligation de déposer sa pelisse au vestiaire, il convient de remarquer que ledit vestiaire est organisé et agencé par le théâtre lui-même ;

« Que, surtout pour la place occupée par le demandeur, il constitue un accessoire indispensable de l'exploitation, sans lequel le théâtre serait obligé d'augmenter considérablement l'espace mis à la disposition

du public, et, par suite, de diminuer très sensiblement ses recettes ;

« Que, quel que soit le mode de nomination des personnes qui tiennent ce vestiaire, celles-ci se révèlent au spectateur comme les préposées de l'administration du théâtre, ce qu'elles sont bien d'ailleurs réellement ;

« Que la gratuité, seulement apparente, de ce vestiaire ne saurait faire échec à cette situation, cette gratuité étant plus que compensée par les facilités données au public, facilités qui ont pour but d'en augmenter le nombre, et, par voie de conséquence, les bénéfices de l'exploitation ;

« Que dans ces conditions, la remise d'un vêtement au vestiaire d'un théâtre constitue un réel contrat synallagmatique, entre celui-ci et le spectateur, contrat comportant des obligations réciproques, et auquel, par suite, ne sont pas applicables les prescriptions du Code civil invoquées par Michau ;

Attendu, dès lors, que les préposées de ce dernier, en ne rendant pas la pelisse qui leur avait été confiée, ont commis une faute, laquelle, aux termes de l'article 1384 du Code civil, engage la responsabilité de Michau, leur patron ;

« Attendu toutefois que cette responsabilité ne peut s'étendre au delà de celle qui a pu être prévue lors de la remise au vestiaire de la pelisse, objet du litige ;

« Qu'il est constant que cette responsabilité ne saurait s'étendre au delà de la valeur apparente d'un vêtement de cette nature en parfait état ;

« Qu'on ne saurait dès lors baser l'évaluation du pré-

judice subi par Droin sur la qualité exceptionnelle de la fourrure dont était garni son vêtement, mais seulement sur le prix normal des fourrures similaires ;

« Que, dans ces conditions, et en tenant compte de la situation du demandeur, mais aussi de l'époque depuis laquelle il en était propriétaire, il échet pour le tribunal de fixer à la somme totale de 1.000 francs l'importance du préjudice subi par Droin...

« Condamne... » (1).

La Cour de Paris, sur l'appel dirigé contre le jugement qui précède, a modifié la doctrine de la juridiction consulaire, tout au moins quant à l'étendue de la responsabilité du directeur et a donné à ce sujet, une solution conforme à celle que nous croyons juridiquement exacte :

« Considérant, a dit la Cour, que si le spectateur qui remet au vestiaire d'un théâtre les vêtements ou autres objets qu'il ne pourrait conserver avec lui sans gêne pour lui-même ou pour ses voisins, ne peut exciper, en ce qui concerne la preuve de cette remise, de la disposition spéciale de l'article 1950 Code civil, laquelle ne s'applique qu'au dépôt nécessaire c'est-à-dire à celui qui a été forcé par quelque accident ou autre événement imprévu (art. 1949) ou qui a été fait chez un aubergiste ou hôtelier par le voyageur logé dans son établissement (art. 1952) ; il ne s'en suit pas que la preuve de cette remise ne puisse être faite que par écrit conformément à l'article 1923 ; que la disposition de cet article n'est, en effet, que l'application, à la matière du dépôt, des

1. Trib. com. Seine, 7 avril 1900, *La Loi* du 15 juin 1900.

règles du droit commun relatives à la preuve des obligations ; que l'article 1341 qui prescrit de passer acte de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr. même pour les dépôts volontaires, reçoit exception, aux termes de l'article 1348, non seulement au cas de dépôt nécessaire, et dans les autres hypothèses spécifiées dans cet article, mais d'une manière générale toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation ; que cette impossibilité doit s'entendre non seulement de l'impossibilité matérielle, mais aussi de l'impossibilité morale et notamment de celle qui résulte d'un usage excluant l'emploi de la preuve littérale ; que tel est le cas de l'espèce, les conditions dans lesquelles s'opère la remise à l'ouvreuse, des objets qui lui sont confiés par chacun des spectateurs ne permettant pas de dresser acte de ces dépôts, lesquels sont simplement constatés, dans la pratique, par la délivrance du numéro de la case où l'objet doit être déposé, ou du double de celui qui doit rester à ses objets ; que ce numéro constituerait donc preuve du contrat, alors même que les règles du droit civil devraient être strictement appliquées ;

« Qu'à plus forte raison, doit-on tenir cette preuve pour suffisante, si l'on considère que le contrat est commercial par rapport au dépositaire, c'est-à-dire par rapport au préposé au vestiaire ;

« Adoptant au surplus sur ce point les motifs des juges ;

« Mais considérant qu'ils ont estimé à tort que, l'obligation du directeur du théâtre des Nouveautés dérivant de la faute qu'aurait commise l'ouvreuse en ne rendant

pas à Droin la pelisse que celui-ci lui avait confiée, sa responsabilité ne s'étendrait pas au delà de celle qui avait pu être prévue lors de la remise de la pelisse au vestiaire, et qu'il ne devrait pas être fait état, dans l'évaluation du préjudice, de la qualité exceptionnelle des fourrures dont ce vêtement était garni, mais seulement du prix normal des fourrures d'apparence semblable ;

« Considérant, en effet, que l'obligation de Michau a sa cause, non dans la faute de l'ouvreuse, mais dans l'inexécution du contrat, lequel astreignait celle-ci à rendre identiquement la chose même qui lui avait été confiée (art. 1932), et non pas une chose d'apparence analogue ; que toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts (art. 1142), qui doivent, aux termes de l'article 1149, être de la perte qu'a fait le créancier ; que le débiteur ne saurait être admis à les faire modérer sous prétexte qu'il n'aurait pu prévoir, en traitant, l'importance des risques auxquels il serait exposé en cas d'inexécution, l'article 1150 d'après lequel le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat s'entendent du principe et non de la quotité des dommages-intérêts ;

« Qu'il convient, en conséquence, d'élever le chiffre des dommages-intérêts à la somme de 1730 francs représentant le prix que Droin justifie avoir payé pour l'acquisition de la pelisse dont il s'agit ; qu'il n'établit pas avoir, en outre, subi du fait de la privation de ce vêtement, un préjudice comportant une réparation spéciale ;

« Par ces motifs :

« Confirme le jugement dont est appel en élevant toutefois à 1.730 francs la condamnation prononcée par les premiers juges. Déclare Droin mal fondé dans le surplus de ses demandes » (1).

Notons en terminant que tout ce qui précède suppose un vestiaire organisé, avec des préposés chargés de prendre soin des objets confiés à leur garde. Sinon la responsabilité du directeur ne saurait être encourue. Par exemple, en l'absence de tout vestiaire ainsi organisé, le spectateur qui suspend son pardessus à un porte-manteau placé dans un couloir ne peut agir en responsabilité, au cas de disparition du vêtement contre le directeur (2).

1. Paris, 23 avril 1902, *Le Droit*, 19 juillet 1902, *Gaz. des Trib.*, 17 juillet 1902.

2. Trib. com. Verviers, 5 avril 1888, *Gaz. Pal.*, 88 2. *Supp.* 50.

VU :

*Le Président,*  
AMBROISE COLIN.

VU :

*Le Doyen,*  
Ch. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION                                                                                              |       |
| NOTIONS HISTORIQUES. . . . .                                                                              | 4     |
| CHAPITRE PREMIER                                                                                          |       |
| LE CONTRAT RELATIF A LA PLACE ET LES BILLETS DE PLACE . . .                                               | 14    |
| SECTION I. — Du contrat relatif à la place. . . . .                                                       | 14    |
| SECTION II. — Du billet de place . . . . .                                                                | 22    |
| SECTION III. — Modes de formation du contrat relatif à la place . . . . .                                 | 30    |
| § I. — Contrats directement passés entre le spectateur et le directeur . . . . .                          | 30    |
| A. Location. . . . .                                                                                      | 30    |
| B. Abonnement. . . . .                                                                                    | 36    |
| C. Location d'une loge. . . . .                                                                           | 42    |
| D. Entrées à vie . . . . .                                                                                | 47    |
| § II. — Contrats indirectement passés entre la Direction et le public . . . . .                           | 49    |
| A. BILLETS d'auteur. . . . .                                                                              | 49    |
| B. BILLETS à droits . . . . .                                                                             | 53    |
| § III — Contrats relatifs à la place dans lesquels le spectateur ne verse pas une somme d'argent. . . . . | 59    |
| § IV. — Entrée momentanée . . . . .                                                                       | 69    |
| CHAPITRE II                                                                                               |       |
| DÉLIVRANCE DE LA PLACE. . . . .                                                                           | 74    |
| SECTION I. — Du droit à la place. . . . .                                                                 | 74    |
| SECTION II. — Des vices inhérents à la place choisie . . .                                                | 85    |

|                                                    | Pages |
|----------------------------------------------------|-------|
| SECTION III. — Des places dans les loges . . . . . | 92    |
| SECTION IV. — Du refus d'entrée. . . . .           | 97    |

### CHAPITRE III

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| LA REPRÉSENTATION . . . . .                                                 | 118 |
| SECTION I. — Du droit du spectateur au spectacle annoncé. . . . .           | 118 |
| § I. — Droit à la pièce . . . . .                                           | 119 |
| A. Changement de spectacle. . . . .                                         | 119 |
| B. Des changements dans la pièce . . . . .                                  | 124 |
| C. Interruption de la représentation. . . . .                               | 132 |
| D. Du relâche . . . . .                                                     | 132 |
| § II. — Du droit aux artistes annoncés. . . . .                             | 134 |
| A. La place a été prise au guichet . . . . .                                | 136 |
| B. La place a été prise en location . . . . .                               | 137 |
| SECTION II. — Entr'actes et contre-marques. . . . .                         | 147 |
| § I. — Entr'actes et sorties . . . . .                                      | 147 |
| § II. — Contre-marques . . . . .                                            | 150 |
| SECTION III. — Police générale de la représentation . . . . .               | 153 |
| § I. — Organisation de la police de la salle . . . . .                      | 153 |
| § II. — De la tenue des spectateurs. . . . .                                | 157 |
| § III. — Le public juge des débuts. . . . .                                 | 161 |
| § IV. — Des applaudissements . . . . .                                      | 162 |
| § V. — Du sifflet . . . . .                                                 | 169 |
| SECTION IV. — Dommages et accidents causés à des spec-<br>tateurs . . . . . | 198 |

### CHAPITRE IV

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| FIN DE LA REPRÉSENTATION . . . . .                                  | 208 |
| SECTION I. — De l'heure à laquelle doit finir le spectacle. . . . . | 208 |
| SECTION II. — Du vestiaire. . . . .                                 | 212 |
| § I. — Réglementation . . . . .                                     | 212 |
| § II. — Du dépôt obligatoire . . . . .                              | 212 |
| § III. — Du dépôt facultatif . . . . .                              | 214 |







